

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

EXPLOITATION ÉLÉMENTAIRE AU CAMEROUN : ÉPUISEMENT D'UN
MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT INEFFICACE ET SES CONSÉQUENCES
SOCIO-ÉCONOMIQUES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
FABIENNE ELODIE EKOBE NA IYA

SEPTEMBRE 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mon aventure a commencé en 2009, lorsque j'ai décidé de travailler sur l'huile de palme dont je ne connaissais que le goût et la texture pour l'avoir utilisée dans quelques plats traditionnels camerounais. Mais, par la suite au fur et à mesure de mes recherches, le produit de couleur rouge-orangée est devenu synonyme de production à grande échelle, produit stratégique de relance, agro-carburant et surtout impact environnemental et social. Les premiers à accepter et à m'encourager dans cette aventure furent mes professeurs, Messieurs Lawrence Olivier et Aziz Fall, à qui j'exprime ma profonde gratitude pour leurs conseils, leurs remarques et surtout leur patience.

Mes remerciements vont ensuite aux seconds à m'avoir envoyé les premiers documents et à m'avoir incité à explorer ce sujet : Isabelle Ricq et Julien-François Gerber. Je remercie également M. Marie-Félix Affa'a pour son aide inestimable qui m'a permis, entre autres, d'entrer en contact avec M. Michel Koussiga du collège Bullier et les responsables du CEREPAH. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude aux agents de la Banque mondiale et du CIRAD pour les importants documents fournis afin de mieux comprendre les enjeux de la filière de l'huile de palme au Cameroun.

Je ne saurais terminer sans remercier ma famille pour son incroyable soutien qui date du berceau : ma grand-mère Dorothee Zanga et ma tante Rosette Beyala qui ne sont plus de ce monde, pour m'avoir encouragée dès le début de mes études; ma mère Anne Mendana et mes tantes Gisèle Ekobena et Huguette Mbarga, pour leur présence discrète; mes sœurs Jacqueline Fouda et Agnès Ekobena, pour leur bonne humeur; mon oncle Damien Balla et son épouse Sophie Pinel, ainsi que mes cousins Rosette, Élise et Armand Balla, pour leur rire et leur encouragement; et pour finir, une pensée particulière à mes meilleures amies Suna Karakus et Stéphanie Fouda.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	V
LISTE DES TABLEAUX.....	V
LISTE DES CARTES.....	V
SIGLES ET ABBRÉVIATIONS	VI
RÉSUMÉ	IX
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE 1	 11
ÉTUDE DES EFFETS D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT INEFFICACE ET EXTRAVERTI SUR LA FILIÈRE PRIVATISÉE.....	 11
1.1 LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ET SES CARACTÉRISTIQUES	18
1.1.1 État des lieux de la filière élæicole camerounaise.....	18
1.1.1.1 Contexte historique et évolution.....	18
1.1.2 Inefficacité et extraversion du modèle	20
1.1.3 Le modèle libéral camerounais	22
1.1.3.1 Une trajectoire économique défailante.....	23
1.1.3.2 Priorité à l'approche de planification libérale?.....	27
1.2 LES RÉFORMES DU MODÈLE SUGGÉRÉES PAR LA BANQUE MONDIALE.....	30
1.2.1 Des réformes favorisant le développement d'une agriculture commerciale	30
1.2.2 Les axes des réformes de la filière élæicole promus par la Banque mondiale ..	33
1.2.2.1 Des objectifs favorables au partenariat public-privé et à l'action multipartite.....	33
1.2.2.2 Des objectifs orientés vers la commercialisation.....	34
1.2.2.3 Les mesures de la Banque mondiale sur l'huile de palme camerounaise ..	38
1.3 LES EFFETS DES RÉFORMES SUR LA FILIÈRE	41

1.3.1	Une filière en difficulté	41
1.3.2	Des enjeux d'augmentation de production élæicole camerounaise et des superficies pour produire du biocarburant?	49
CHAPITRE 2		54
LES ACTIONS MISES EN PLACE PAR LES BÉNÉFICIAIRES		54
2.1	LES ACTIONS DE L'ÉTAT CAMEROUNAIS	54
2.1.1	Des actions pour lutter contre la pauvreté	55
2.1.2	Des handicaps institutionnels et financiers	57
2.1.2.1	Au niveau institutionnel :	57
2.1.2.2	Au niveau financier : de faibles ressources financières allouées à l'agriculture.....	59
2.1.2.3	Les contraintes liées à l'accès aux marchés.....	61
2.1.3	Des actions mitigées pour profiter des retombées de l'huile de palme	62
2.1.3.1	La modernisation de l'appareil productif	62
2.1.3.2	La restructuration du cadre institutionnel et la mise en place d'un cadre incitatif	65
2.1.3.3	La gestion durable des ressources naturelles	66
2.1.3.4	L'augmentation et le partage des revenus	67
2.2	LES ACTIONS DU SECTEUR PRIVÉ.....	67
2.2.1	Les actions des organisations d'appui et des organisations paysannes	67
2.2.1.1	Les organisations d'appui : cas des ONG impliquées dans le développement de l'huile de palme	68
2.2.1.2	Les actions des organisations de producteurs : cas d'UNEXPALM	69
2.2.2	Les stratégies des agro-industries.....	72
2.2.2.1	Situation des agro-industries	73
2.2.2.2	Les actions des agro-industries : cas de SOCFINAL filiale de la multinationale Bolloré	76

CHAPITRE 3	81
QUELS EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES?.....	81
3.1 LES EFFETS DES ACCORDS MULTILATÉRAUX ET BILATÉRAUX ET LES EFFETS DES COURS MONDIAUX	82
3.1.1 Les effets des accords multilatéraux : le cas des accords de l'OMC.....	82
3.1.2 Les effets des accords bilatéraux : le cas des accords ACP	87
3.1.3 Les effets des cours mondiaux : la volatilité des prix	89
3.2 QUELLES INCIDENCES SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET LA FISCALITÉ ET QUELLES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES?	93
3.2.1 Le marché intérieur et la fiscalité.....	93
3.2.2 Quelles retombées économiques?	96
3.2.2.1 Un PIB en déclin	96
3.2.2.2 Quelles retombées de la production d'huile de palme en milieu rural?..	100
3.3 LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX GÉNÉRÉS PAR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE	104
3.3.1 Des initiatives du cadre de gestion environnementale et sociale du PACA	104
3.3.1.1 Insuffisance des mesures environnementales	107
3.3.1.2 Insuffisance des mesures sociales.....	109
3.3.2 Paupérisation des couches marginalisées	111
3.3.2.1 Les populations autochtones.....	111
3.3.2.2 Les femmes.....	112
3.3.2.3 Les jeunes.....	114
3.3.3 L'émergence des conflits écosociaux.....	115
CONCLUSION	119
ANNEXE.....	131
ANNEXE 1.....	132
BIBLIOGRAPHIE	137

LISTE DES FIGURES

Figure

Figure 1 : Moyennes mensuelles des indices de prix sur le marché libre.....	90
---	----

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

Tableau 1: Total des superficies développées au Cameroun.....	44
Tableau 2 : Évolution de la production d'huile de palme au Cameroun.....	50
Tableau 3 : Budgets 2004-2006 du MINADER (en millions de FCFA).....	60
Tableau 4 : Capacité de transformation des principales agro-industries (2005-2008)	74
Tableau 5 : Exportations et Importations d'huile de palme du Cameroun (quantité en tonnes) de 2002 à 2008.....	94
Tableau 6 : Contribution du secteur rural au PIB de 2000 en 2004 en %.....	97
Tableau 7 : Taux de croissance du PIB en volume de la zone CEMAC.....	98
Tableau 8 : Flux financiers générés par l'éleviculture.....	100
Tableau 9 : Coût de la main-d'œuvre en fonction de la zone.....	103

LISTE DES CARTES

Carte

Carte 1 : Les sites industriels.....	73
Carte 2 : Les zones les plus touchées par la déforestation au Cameroun.....	109

SIGLES ET ABBRÉVIATIONS

ACE : Aide aux cultures énergétiques
ACP : Afrique-Caraïbes-Pacifique
AFD : Agence française de développement
AGC : Agriculture commerciale
AGI : Agro-industries
AGP : Agriculture paysanne
APE : Accords de partenariat économique
ATPO : Association des Transformateurs des Produits oléagineux
ASS : Afrique subsaharienne
BAD : Banque africaine de développement
BEAC : Banque des États de l'Afrique centrale
BM : Banque mondiale
CAADP: Programme de développement de l'agriculture sur l'ensemble de l'Afrique
CAMRAIL: Compagnie ferroviaire du Cameroun
CDC: Cameroon Development Corporation
C2D : Contrat de désendettement et de développement
CEDAC : Centre de développement Auto-Centré
CEMAC : Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique Centrale
CEREPAH : Centre spécialisé de recherche sur le palmier à huile
CGE: Cadre de gestion environnemental
CGES: Cadre de gestion environnementale et sociale
COMDEV: Commonwealth Development Corporation
CRATAD : Centre Rural d'Appui à l'Auto Développement
CSPO : Huile de palme durable certifiée
DSCE : Document de Stratégie de la Croissance et de l'Emploi
DSLPI : Document stratégique de lutte contre la pauvreté intérimaire
DSRP : Document stratégique de réduction de la pauvreté
DVA : Développement autocentré
ECAM II : Deuxième Enquête camerounaise auprès des ménages
FAO: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine
FELDA: Federal Land Development Authority
FEMEC : Fédération des Églises et des Missions évangéliques du Cameroun
FMI : Fonds monétaire international
FMN : Firmes multinationales
FOCARFE : Fondation Camerounaise d'Actions Rationalisées et de Formation sur l'Environnement
FONADER : Fonds national de développement rural
GATT : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GBM : Groupe de la Banque mondiale
GES : Gaz à effet de serre
GEXPALM : Groupement des exploitants de palmier à huile

HÉVÉCAM : Hévéa-Cameroun
HPB : Huile de palme brut
IBW : Institutions de Bretton woods
IDA : Association internationale de développement
IFC : Société financière internationale
IFI : Institutions financières internationales
IPTE : Initiative des pays pauvres très endettés
IRAD : Institution de recherche agricole pour le développement
IRHO : Institution française de recherches dans les huiles et oléagineux
LMR : Limites maximales de résidus
MGS : Mesure globale de soutien
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
MINEFI : Ministère de l'Économie et des Finances
MINAGRI : Ministère de l'Agriculture
MINEPIA : Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales
MISEREOR : Eglise catholique d'Allemagne de la coopération au développement
MOPCA : Manyu Oil Palm Cooperative Association
MV : Matériel végétal
MVS : Matériel végétal sélectionné
NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NES : Nucleus Estate and Smallholders
NPA : Nouvelle politique agricole
NPF : Nation la Plus favorisée
OA : Organisations d'appui
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques
OMC : Organisation mondiale du commerce
ONG : Organisation non gouvernementale
ONCPB : Office national de commercialisation des produits de base
OP : Organisations de producteurs
OPA : Organisations professionnelles agricoles
OPC : Outils pour les Communautés
OTC : Accord sur les obstacles techniques au commerce
PAC : Politique agricole commune
PACA : Projet d'Amélioration de la Compétitivité agricole
PAIJA : Programme d'Appui à l'installation des jeunes agriculteurs
PAS : Programme d'ajustement structurel
PASA : Programme d'ajustement structurel agricole
PD : Pays développés
PDDAA : Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PeD : Pays en voie de développement
PFR : Pays à faibles revenus
PI : Plantations industrielles
PIB : Produit intérieur brut
PLANOPAC : Plateforme nationale des Organisations de Producteurs Agrosylvopastoraux du Cameroun
PMA : Pays les moins avancés

PME : Petites et moyennes entreprises
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PNRPH : Programme national de relance du palmier à huile
PNUD : Programme des nations unies pour le développement
PNVRA: Programme national de vulgarisation et de recherche agricole
PDPP : Plan de Développement pour les Peuples pygmées
PDPV : Programme de développement des palmeraies villageoises
PPV : Plan des Palmeraies villageoises
PPAV : Plan pour les Peuples autochtones vulnérables
PPDR : Pôle de développement rural
PPTe : Pays pauvres très endettés
PTP : Perseroan Terbatas Perkebunan
PVE : Plantations villageoises encadrées
PV : Plantations villageoises
REDD+ : Réduction des émissions résultantes du déboisement et de la dégradation des forêts
RDC : République démocratique du Congo
RSPO : Table ronde pour une huile de palme durable
RSR : Revue du secteur rural
TEC : Tarif extérieur commun
TSA : Initiative tout sauf les armes
TVA : Taxe sur la valeur ajoutée
SAFACAM : Société Anonyme des fermes agro-industrielles du Cameroun
SCE : Stratégie de la Croissance et de l'Emploi
SCRp : Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
SDSR : Stratégie de développement du secteur rural
SEPBC : Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun
SNPHPC : Syndicat national des producteurs d'huile de palme du Cameroun
SOCAPALM : Société camerounaise des palmeraies
SOCFIN : Société financière des caoutchoucs
SOCFINAL : Société financière des caoutchoucs
SODEPALM : Société de développement de palmier à huile
SOWEDA : South West Development Authority
SPFS : Société des plantations de la ferme suisse
SPS : Mesures sanitaires et phytosanitaires
UE : Union Européenne
UNEXPALM : Union des exploitants de palmier à huile
USAID: United States Agency For International Development
WRM: World Rainforest movement
WWF : World Wildlife Fund
ZLE : Zone de libre-échange

RÉSUMÉ

Le but de ce travail est de montrer que le Cameroun, pays de 19 millions d'habitants, situé au-dessus du 45° parallèle en Afrique centrale et conscient du potentiel que représente sa filière oléicole, a décidé de la redynamiser. Mais cette filière déficitaire et pratiquement privatisée reste handicapée par des problèmes de productivité et manque de compétitivité¹. Les difficultés sont attribuables en partie à des stratégies de développement défaillantes et essoufflées toujours appliquées à travers divers programmes.

Ces programmes ont tous pour objectif d'augmenter les surfaces des palmeraies à huile pour accroître la production du pays et la rendre compétitive. Cependant, redynamiser un secteur en déficit tout en suivant un modèle limité n'est pas sans entraîner des conséquences socio-économiques sur le pays et surtout sur le milieu rural, premier producteur d'huile de palme depuis des générations. Ce qui nous mène à nous demander, en quoi la poursuite d'un modèle de développement contraignant affecte-t-il la filière oléicole camerounaise à long terme, et quelles sont ses incidences sur la société?

Le travail suivant se divise ainsi en trois parties pour répondre à cette question. La première partie, qui analyse les effets d'un modèle de développement inefficace et extraverti sur la filière privatisée, tend à montrer que ceux-ci découlent d'une économie de traite qui influe sur les actions de l'État. Des actions interventionnistes et inefficaces qui ont mené à l'épuisement du modèle et à la déstructuration de la filière oléicole. Elles tendent ainsi à être corrigées par les réformes de la Banque mondiale qui ont également pour objectif de relancer la filière de l'huile de palme camerounaise. Ces réformes, qui sont appliquées par l'État et le secteur privé dans la seconde partie, mettent l'accent sur les mécanismes de l'agriculture commerciale. Mais ces derniers sont pénalisés par des contraintes institutionnelles et financières et celles liées à l'accès au marché. D'autre part, si les actions publiques restent mitigées pour profiter des retombées, celles du privé, en revanche, malgré leur insuffisance, génèrent des retombées aux agro-industries. Quant aux petits producteurs, comme nous le verrons dans la troisième partie, leurs revenus restent faibles même s'ils permettent de mener une vie décente dans quelques régions. De plus, concurrencés à l'intérieur par les importations asiatiques, ils doivent également faire face aux effets provoqués par les accords internationaux et subir, avec les populations villageoises marginalisées, des effets sociaux et environnementaux, à l'origine des conflits écosociaux.

Mots clés : Cameroun, huile de palme, modèle de développement, conséquences socio-économiques, Banque mondiale.

¹ Marie-Alix Montfort, *Filières oléagineuses africaines*. Notes et Études Économiques n°23, septembre 2005. p59.

INTRODUCTION

Depuis les années 1960, la filière oléicole africaine en générale et celle du Cameroun en particulier est surclassée par la filière asiatique (Malaisie, Indonésie). Plus dominante elle reçoit le plus de financements étrangers permettant aux États d'investir dans la recherche et de mettre en place des programmes dirigés par des agences étatiques comme la Federal Land Development Authority (FELDA) en Malaisie ou le Perseroan Terbatas Perkebunan (PTPs) en Indonésie.

C'est donc pour rattraper son retard que le Cameroun, pays d'Afrique centrale appartenant à la catégorie de Pays les moins avancés (PMA) selon le système de classement des Nations Unies et de Pays à faibles revenus (PFR) de la Banque mondiale, a décidé de redynamiser son secteur oléicole déficitaire. Celui-ci est pratiquement privatisé, handicapé par des problèmes de productivité et manque de compétitivité¹. Ces lacunes résultent en partie des stratégies de développement défaillantes et essoufflées qui privilégient les exportations des matières premières et l'aide extérieure²; la sécurité alimentaire, la croissance économique et de l'emploi. Des stratégies qui malgré quelques modifications comme la gestion durable des ressources naturelles³, continuent d'être appliquées à travers divers programmes. À l'instar du Programme national de relance du palmier à huile (PNRPH) lancé par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER) en 2001 pour augmenter les surfaces de palmeraies et la production à 250 000 tonnes d'huile de palme dès 2010⁴. Or, pour ce pays où l'agriculture et le secteur rural jouent un rôle déterminant dans l'économie avec un PIB de plus de 20%, relancer une filière en déficit depuis 1997 dont la production estimée à environ 210 000 tonnes en 2009⁵, tout en suivant un modèle de développement à bout de souffle, n'est pas sans avoir des effets socioéconomiques et environnementaux sur le pays et surtout sur les populations rurales qui consomment l'huile de palme depuis des générations. L'essoufflement du modèle résulte, autant de la crise d'une

¹ M. A. Montfort, *Filières oléagineuses africaines*. 2005. p59.

² P. Hugon *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. p19.

³ République du Cameroun, *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) : synthèse du volet agriculture et développement rural*. Document travail, janvier 2006. p11.

⁴ Julien-François Gerber, *Cameroun : moyens étatiques pour la promotion des plantations de palmier à huile*. Dans, World Rainforest Movement. Novembre 2007. p1.

⁵ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. 2009. p17.

agriculture d'exportation de matières premières héritage du colonialisme, de marchés étroits que d'une concurrence externe croissante⁶. Tel est notamment le cas de l'huile de palme camerounaise concurrencée par près de 10% d'importations asiatiques entre 2000 et 2005⁷. À cela s'ajoute, la crise de l'endettement et surtout l'application des réformes de libéralisation issues des Politiques d'ajustement structurel. Celles-ci concernant la filière éléicole ont entraîné : l'arrêt des subventions aux intrants, le déclin des structures d'encadrement et de production ainsi que la présence accrue de la multinationale française Bolloré suite à la privatisation de la Société camerounaise des palmeraies (SOCAPALM) en 2000 pour une durée de 60 ans⁸ et de la Banque mondiale (BM)⁹. Pour la première, la stratégie d'investissement *repose sur le déficit national en huiles végétales, la possibilité d'étendre les plantations et les gains de productivité qu'il est possible de réaliser en ce qui concerne la production et de la transformation*¹⁰. Tandis que, la BM plus présente dans l'établissement des politiques économiques camerounaises axe désormais sa stratégie sur le développement durable de l'huile de palme autour de 4 thèmes : *Policy and Regulatory Environment; Mobilization of Sustainable Private Sector Investment; Benefit Sharing with Smallholders and Communities; Sustainable Codes of Practice*¹¹.

Ce qui nous amène à nous demander, dans quelle mesure la poursuite d'un modèle de développement contraignant affecte-t-il la filière éléicole camerounaise à long terme, et quelles sont ses incidences sur la société? Car, en perpétuant ce modèle, la filière désormais privatisée risque d'être plus affaiblie que relancée, malgré son insertion dans la mondialisation. Ce qui par conséquent, n'améliorera pas réellement la situation socioéconomique précaire du pays et les couches rurales, mais favorisera aussi bien l'État et les grands planteurs que les nouveaux investisseurs.

Afin de vérifier cette hypothèse, nous procéderons à une analyse de sources centrée sur l'exploitation de la filière éléicole camerounaise et les stratégies de développement du modèle essoufflé en vue d'une relance. Analyse se composant des études et rapports officiels

⁶ P. Hugon *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. p19.

⁷ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. Juin 2008. p46.

⁸ PACA – Rapport définitif - 2009. p 28.

⁹ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. 2009. p79.

¹⁰ Marie-Alix Montfort, *Filières oléagineuses africaines*. Notes et Études Économiques n°23, septembre 2005 p59.

¹¹ World Bank, *The World Bank Group's Framework for Engagement in the Palm Oil Sector*. 2010. p12.

du gouvernement camerounais, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la Banque mondiale, des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que du corpus théorique sur la filière. D'autre part, ayant déjà établi le contact avec une partie des acteurs comme la Banque mondiale, le Centre de recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'universitaire Julien-François Gerber, la journaliste Isabelle Ricq et le responsable du Centre pour l'environnement et le développement (CED), nous utiliserons la documentation du ministère de l'Agriculture, des producteurs, de la firme transnationale, de l'IRAD, de l'UNEXPALM et des entrevues effectuées auprès d'un des responsables du Collège Bullier pour étayer notre propos sur les conséquences socioéconomiques.

Le mémoire s'articule autour de 3 chapitres. Le premier étudie les effets d'un modèle de développement inefficace et extraverti sur la filière privatisée. Il s'agit de montrer d'abord que ces effets sont causés par l'économie de traite qui affecte l'État dont les actions fortement interventionnistes ont affaibli la filière. Ensuite, que si ces actions ont été remises en question et ont fait l'objet des réformes de la BM, cela n'a pas été le cas des fondements de l'économie de traite. Enfin, que la Banque mondiale préfère plutôt mettre l'emphasis sur des réformes structurelles et institutionnelles en faveur de l'augmentation de la production pour relancer la filière et la rendre compétitive.

Dans le second chapitre, l'analyse porte sur les actions mises en place par les acteurs bénéficiaires que sont l'État, les organisations de producteurs (OP) et les agro-industries. Les actions du premier s'inscrivent dans la logique des politiques des institutions internationales. Mais pour profiter de l'élaéculture, l'État doit surmonter des handicaps institutionnels, économiques et financer le secteur agricole. Les actions des deux autres ont des objectifs différents. Les uns dont les finances sont limitées visent à réduire la pauvreté et l'exode rural tandis que pour les autres, les objectifs ne sont plus seulement alimentaires.

Le troisième chapitre finalement, s'interroge sur les effets socioéconomiques résultant des réformes entreprises pour améliorer ce modèle. Il s'agit de montrer que les accords multilatéraux et bilatéraux ainsi que les fluctuations des cours mondiaux ont des incidences sur le marché et les prix locaux. Ces incidences ajoutées aux actions de l'État et des IFI déjà évoquées affectent d'une part la situation socioéconomique et environnementale du pays et des couches rurales. D'autre part, elles donnent lieu à des conflits écosociaux. Pour finir,

notre revue de littérature a été intégrée dans le premier chapitre, mais égrenée le long du travail.

Cadre théorique

Afin de comprendre les enjeux théoriques relatifs à la filière oléicole camerounaise, nous avons choisi les concepts de privatisation de la filière et de retrait de l'État apparus dans les politiques de libéralisation introduites par les Institutions de Bretton Woods (IBW) vers la fin des années 1980¹². Ces concepts nous permettront ensuite d'explicitier la méthode d'analyse retenue selon l'approche développée par Samir Amin qui appartient à une aile du courant néo-marxiste.

Le manque de compétitivité de la filière africaine et l'inflation du taux de change du Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA) dans les pays de la zone franc constituent en partie des raisons évoquées par les IBW pour justifier la mise en place des politiques de libéralisation et le retrait de l'État des filières de cultures de rente vers la fin des années 1980¹³. Ainsi, mises en place dans le cadre des programmes d'ajustement structurels (PAS), les politiques de libéralisation visent à *assainir les finances, à améliorer l'environnement macro-économique, à réduire les distorsions économiques, à libéraliser les circuits économiques, à ouvrir l'économie et à inciter les opérateurs privés*¹⁴. Selon Hugon, les partisans de ces politiques comme la Banque mondiale (BM) pensent que :

La libéralisation ou la privatisation des filières pourrait favoriser la concurrence, l'augmentation de la productivité, le bon fonctionnement et la transparence des comptes des filières. Elle permettrait d'encourager l'entrée de nouveaux opérateurs nationaux et internationaux, d'introduire une concurrence au niveau de différents segments des filières et de favoriser une allocation optimale des ressources¹⁵.

Le retrait de l'État et les privatisations sont ainsi les éléments sur lesquels tablent ces politiques pour avoir *indirectement des effets sur les filières*¹⁶.

¹² Claude Jannot, *Oil palm in Africa*. Burotrop bulletin. 2003, p18.

¹³ Ibid. p18.

¹⁴ Philippe HUGON, *L'agriculture en Afrique sub-saharienne : enjeux et perspectives*. Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 9, Numéro 6, 409-15, Novembre - Décembre 2002, p1.

¹⁵ Ibid. p6.

¹⁶ Ibid. p6.

¹⁶ Ibid. p6.

Selon Ondoua, le retrait de l'État de la sphère productive doit permettre le recentrage sur ses missions régaliennes en vue de faciliter la mise en place des privatisations¹⁷. Il est question d'un *État recentré sur des fonctions stratégiques d'orientation, un secteur privé fort et capable de faire entendre les intérêts des différents groupes d'acteurs et un tissu de prestataires de services de qualité*¹⁸. Dans la filière huile de palme, cela se traduit par le désengagement de l'État de ses activités de production et de transformation¹⁹. Si chez Ondoua, le désengagement de l'État signifie que l'État ne devient qu'un simple exécutant, les décisions étant déjà prises par les IFI²⁰. Chez Hirsch par contre, il est considéré comme une contrainte pour relancer la filière²¹. Mais cette contrainte nécessite une phase de transition dans laquelle l'État doit assurer un cadre juridique et économique stable aux nouveaux acteurs²². Un cadre qui permettra de résoudre les problèmes liés au foncier, à la fiscalité interne et externe, aux politiques salariales et de libéralisation des prix, au *transfert de la propriété des moyens de production*²³. Cette proposition n'est reprise par la BM qu'en 2010 dans le *Cadre stratégique*. Mais à la différence qu'ici la contrainte prend une nouvelle forme. Ce n'est plus seulement à l'État de relancer la filière, il est maintenant assisté par la BM qui propose une action multipartite dans laquelle, elle-même, encadre le partenariat public-privé²⁴. La contrainte apparaît donc comme une forme de conditionnalité. En effet, selon Chavagneux, l'étape actuelle est celle de la *nécessaire « appropriation » (ownership) des réformes*²⁵. La lutte contre la pauvreté et l'initiative PPTE en sont des mécanismes qui se basent désormais sur une action multipartite incluant des acteurs étatiques et privés conditionnels pour recevoir de l'aide²⁶. Selon l'auteur, cette pratique pose des problèmes : le manque de compétences des institutions pour encadrer ce genre de partenariat; la faiblesse dans les pays du Sud des administrations, le manque d'aide technique efficace, d'outils

¹⁷ Ondoa Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. CNUCED. Mai 2006. p28.

¹⁸ Ibid. p28.

¹⁹ Robert Hirsch, *le palmier à huile en Afrique : la nécessaire relance*. Novembre – décembre 1995. p24.

²⁰ Ibid. p27

²¹ Ibid. p24.

²² Ibid. p24.

²³ Ibid. p24.

²⁴ World bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC pour l'engagement dans le secteur de l'huile de palme*. Mars 2010. p5.

²⁵ Christian Chavagneux, *Les enjeux politiques d'un slogan*. Politique africaine n° 82 - juin 2001. p163.

²⁶ Ibid. Pp163-164.

d'encadrement pour les politiques sectorielles et l'absence des mécanismes des bailleurs de fonds pour *pouvoir réagir au cas des «déviant»*²⁷.

Par ailleurs, Hugon avance que les actions des politiques de libéralisation concernant les privatisations se sont axées sur l'offre²⁸. De fait, les privatisations visent entre autres la réduction des entreprises publiques et parapubliques²⁹. Les critères d'efficacité et de rentabilité sont mis de l'avant. Dans le secteur éléicole camerounais, les privatisations vont aboutir à celles de la SOCAPALM pendant l'année 2000³⁰ et PAMOL en 2009³¹. Toutefois, ces actions loin de redynamiser la filière participeront plutôt à son déclin. Un déclin causé par *des asymétries d'information, un niveau peu concurrentiel, les incertitudes liées aux risques naturels, la faiblesse des marchés des facteurs de production et un environnement institutionnel déficient*³². Chez Jannot toutefois les causes diffèrent. Selon lui, *la mise en œuvre de ces programmes explique en partie le ralentissement de la production africaine pendant une dizaine d'années* et la marginalisation des producteurs³³. En effet, les producteurs en se prenant en charge ont produit et transformé en utilisant un matériel végétal (MV) de mauvaises qualités³⁴. Ce qui a entraîné le déclin des rendements et le détournement des investissements de la BM pendant plus de dix ans vers l'Asie et l'Amérique latine³⁵. Au Cameroun, hormis les effets susmentionnés, Fèvre pointe le contexte international instable caractérisé par la chute des cours mondiaux et l'expansion de la production asiatique comme freins de l'arrêt du développement de la filière³⁶. Ces freins sont aussi à l'origine du ralentissement de la production agro-industrielle, de la perte des parts de marché et de la marginalisation de la production des plantations villageoises (PV) dans la production nationale³⁷. Puewoh et Senahoun font même état d'une augmentation inédite des importations oléagineuses surtout de l'huile de palme. En effet, depuis 2004 les importations oléagineuses ont augmenté de 366.3%, les importations d'huile de palme de 55%³⁸.

²⁷ Ibid. p164.

²⁸ Philippe HUGON, *Loc.cit.*, p6.

²⁹ Ibid. p6.

³⁰ Jannot C, Oil palm in Africa. *Burotrop bulletin* 2003: 15-8. p18.

³¹ Lazare Kolyang, *Pamol Cameroon rachetée*. Dans, *quotidienmutations.info*. Avril 2008. p1.

³² Philippe HUGON, *Loc.cit.*, p7.

³³ Jannot C. *Loc.cit.*, 2003. p18.

³⁴ Ibid. p18.

³⁵ Ibid. p18.

³⁶ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p15.

³⁷ Ibid. p15.

³⁸ David Puewoh Pingpoh and Jean Senahoun, *Extent and impact of vegetable oils*. P1.

Au-delà de ces conséquences, une telle situation a ainsi pour effet de renforcer la dépendance des pays producteurs comme le Cameroun au système mondial. Selon Cardoso et Faletto, *un système est dépendant lorsque l'accumulation et l'expansion du capital ne peuvent trouver l'essentiel de leurs composantes dynamiques à l'intérieur même du système*³⁹. Ce qui mène à dire que même si les réformes avaient été correctement mises en place ou même si l'on avait procédé à une relance sélective de la filière, telle que suggérée par Hirsch, il n'en reste pas moins que le système aurait montré rapidement ses limites. C'est donc ce système, à l'origine aussi des échanges inégaux, que remet en question l'approche développée par Samir Amin. Il est en effet l'un de ceux qui considèrent que :

La mondialisation du capitalisme impérialiste renforce la dépendance des PED à l'égard des pays développés, tout en accentuant leur appauvrissement ou leur sous-développement. La principale cause de cette dynamique est l'inégalité des échanges entre le Nord et le Sud (...) dû (...) au fait que les pays du Sud obtiennent, pour les matières premières qu'ils exportent vers les pays du Nord un prix inférieur à celui qu'ils paient pour les produits manufacturés qu'ils importent de ces derniers⁴⁰.

C'est cette situation que vit actuellement l'agriculture africaine. Une agriculture dépendante et renforcée par les mécanismes de l'économie de traite. Ce système, à travers les réformes agraires, renforce l'implantation complète du capitalisme⁴¹. Il a commencé en Europe entre le XVe et le XXe siècle avant de se propager dans les pays du Tiers-Monde, surtout après le second conflit mondial⁴². Pour Amin, il transforme le statut du paysan réduit à l'état de producteur formel, ne disposant réellement plus de ses moyens de production et dont la rémunération n'englobe pas la propriété foncière, mais prend plutôt en compte que sa force de travail⁴³. Ce qui fait de lui « *un semi-prolétaire. Prolétaire parce qu'il est soumis à la domination du capital qui l'exploite, et qui tire de lui la plus-value. Semi-prolétaire parce que sa condition lui donne l'apparence d'un marchand libre* »⁴⁴. Chez Gakou, l'économie de traite est une forme de contrôle indirecte du système de production par le capital. Elle favorise le développement des économies de plantations dans lequel se démarquent le riche

³⁹ F.H. Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris, PUF, 1969. p21.

⁴⁰ Diane Éthier, avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar, *Introduction aux relations internationales*. Troisième édition. Les presses de l'Université de Montréal. 2006. p 56.

⁴¹ Samir Amin et K. Vergopoulos, *La question paysanne et le capitalisme*. Éditions Anthropos – idep. Paris, 1974. p54.

⁴² Ibid. p54.

⁴³ Ibid. p 58.

⁴⁴ Ibid. p 58.

paysan, l'État patron et les transnationales⁴⁵. Le groupe des plantations se divise en deux sous-groupes : les *plantations capitalistes « koulak » de type ghanéo-ivoirien* et celle des *microplantations familiales de type camerounais*⁴⁶. Celles-ci, appelées également plantations villageoises encadrées (PVE) se composent de plus en plus d'une nouvelle classe paysanne d'origine urbaine qualifiée de générations de ruraux « dépayonnés »⁴⁷. Elle se compose majoritairement d'élite rurales et d'urbains, qui à terme *risque de contrôler les principaux facteurs de production agricole*⁴⁸. Concernant celle-ci, Hirsch distingue deux générations, celle des années 70-80 qui a profité de l'aide publique et la nouvelle apparue à la suite des politiques de libéralisation des années 90, qui utilise des fonds individuels⁴⁹. Même s'il mentionne la contractualisation, il pointe par contre la structuration de la filière comme problème au lieu du système dans lequel se développe la filière. Sa position contraste avec celle de Courade qui insiste sur la forme d'agriculture contractuelle développée par l'État camerounais et qui s'apparente à un système agrofinancier à cause d'une dépendance monétaire forte⁵⁰. Il la définit comme une association contractuelle entre l'agro-industrie et le paysan durant une douzaine ou une quinzaine d'années, dans laquelle l'un fournit des moyens techniques et financiers sous forme de prêts et l'autre en retour s'engage à lui fournir l'ensemble de sa production⁵¹. C'est un instrument profitable à l'agro-industrie puisqu'elle lui garantit la production tout en lui permettant de contrôler entièrement la filière et le salariat agricole. D'autre part, en donnant l'illusion au paysan de disposer formellement de sa production, elle accentue progressivement sa précarité et participe à sa disparition en tant que producteur indépendant⁵².

Il ressort ainsi que le système agricole africain est handicapé par l'économie de traite dont les mécanismes modifient progressivement le statut du paysan, introduisent l'agriculture contractuelle par l'établissement des PVE et s'intègrent parfaitement dans la « nouvelle question agraire »⁵³. Celle-ci porte sur l'écart gigantesque entre l'agriculture capitaliste et

⁴⁵ Lamine Gakou, *Crise de l'agriculture africaine*, Paris Silex 1984. p129.

⁴⁶ Samir Amin et K. Vergopoulos, *Op. cit.*, p 59.

⁴⁷ Jean-Marc Éla, *Op. cit.*, p184.

⁴⁸ Ibid. p184.

⁴⁹ R. Hirsch, *Loc. cit.*, 2000. Pp 172-173.

⁵⁰ G. Courade, *Loc. cit.*, p84.

⁵¹ Ibid. p84.

⁵² P. Konings, *L'État, l'agro-industrie et la paysannerie au Cameroun*. Dans *Politique africaine*, Numéro 22, juin 1986. Pp136-137.

⁵³ Amin et Founou, *Soutiens publics et protection des agriculteurs*. 2004. p2.

l'agriculture paysanne⁵⁴. L'une fait appel à la haute technologie et n'est motivée que par le profit et l'autre par contre, représente environ la moitié de l'humanité qui utilise peu de technologie⁵⁵. C'est cette dernière qui mène les auteurs à s'interroger sur son avenir advenant son insertion à l'ensemble des règles générales de la « compétition », assimilant les produits agricoles et alimentaires à des « marchandises comme les autres »⁵⁶. Une insertion de plus en plus promue dans les récents projets visant le développement de l'élæiculture et qui éloigne des perspectives d'une agriculture autocentrée.

L'agriculture autocentrée s'inscrit dans la logique d'un développement autocentré (DVA), *c'est-à-dire cette capacité de maîtriser les leviers de son accumulation et de compter sur ses propres forces pour moderniser sa production afin de satisfaire d'abord les besoins de sa population*⁵⁷. Le DVA revendique une indépendance économique dans laquelle *les relations extérieures sont soumises à la logique et aux impératifs de l'accumulation interne*⁵⁸ au lieu d'être déterminées par *le rythme et les caractéristiques de l'accumulation interne*⁵⁹. Il rompt avec la logique de la dépendance d'une part, et celle de la compradorisation d'autre part, c'est-à-dire *la subordination des élites au capital transnational*⁶⁰. Afin de le mettre en place, Fall suggère des réformes et des projets des sociétés viables adaptés à chaque formation sociale⁶¹ ainsi que la mise en place d'une agriculture autocentrée. Cette agriculture doit se développer dans un cadre internationaliste par rapport à une agriculture développée dans un cadre rural et national comme le suggère Éla. La vision d'autocentrage de Fall est internationaliste puisqu'elle préconise la création des Zones agro-écologiques intégrées autocentrées et tricontinentales (ZAEIATs)⁶². Ce sont des zones *articulées sur des modes agraires organiques et des technologies appropriées, dans la perspective d'un développement autocentré tricontinental (...) [qui] requiert une autonomie collective régionale et tricontinentale, prioritairement entre des formations sociales procédant déjà à des avancées*

⁵⁴ Ibid. p2.

⁵⁵ Ibid. p2.

⁵⁶ Ibid. p3.

⁵⁷ Aziz S. Fall, *Pour le XXI^e siècle : Projet de société autocentré, tricontinentale et internationalisme*. Mars 2009, P1.

⁵⁸ Samir Amin, *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers monde, une analyse politique*. Paris, L'Harmattan, 1989. p254.

⁵⁹ Ibid. p254.

⁶⁰ Aziz S. Fall, *Loc. cit.*, p3.

⁶¹ Ibid. p3.

⁶² Ibid. p5.

*révolutionnaires*⁶³. Un tel mode de développement produit *des espaces de solidarité active*, soutenus par des experts soumis à un code d'éthique du développement rural et technologique autocentré et à une période de probation⁶⁴. L'initiative doit combiner savoirs autochtones et scientifiques locaux régionaux et internationaux ainsi que la libre participation populaire en vue de créer des fermes modèles privilégiant une agriculture biologique⁶⁵. Le modèle proposé par Fall est une alternative développée dans le contexte de la mondialisation actuelle. Cependant, du fait de son aspect internationaliste, la coopérative tricontinentale d'*autocentrage collectif (collective self reliance)* de Fall nous apparaît comme un projet qui est à sa deuxième étape. La première étant celle développée par Éla qui insiste davantage sur l'apport du milieu rural. Celui qui nourrit la ville à ses propres dépens⁶⁶. Son ouvrage, encore d'actualité, propose un certain nombre de voies qui s'apparente à de l'autocentrage. Il fait du village *le centre de gravité de toutes opérations de progrès économique, social et culturel*⁶⁷. Il incite à donner la parole aux paysans et à tenir compte de leur connaissance qui serait à partager avec les futurs agronomes. Il favorise finalement l'établissement d'un lien entre les cadres, les fonctionnaires et les paysans qui prendraient ainsi conscience des réalités paysannes⁶⁸. De ce lien naîtra *un véritable noyau de résistance où se prépare une nouvelle société à partir d'une nouvelle répartition de ressources et où s'affirme le souci primordial de satisfaire les besoins permettant aux masses de vivre mieux*⁶⁹. Les deux positions sont donc complémentaires. Car, elles proposent une refondation des économies de la périphérie, une réappropriation en mettant l'emphasis sur la participation effective et l'autonomie des forces productives qui favoriserait ainsi l'accumulation interne. D'autre part, elles sont en faveur d'une rupture qui n'est pas autarcique. Elle est plutôt une sortie des circuits de la dépendance, un plaidoyer qui serait pertinent dans le contexte mondial actuel. Fall déclare, à cet effet, *le développement autocentré demeure dès lors un horizon toujours pertinent pour le progrès social en ce début de siècle, pour éviter l'anomie de nos sociétés humaines (leur déstructuration et le chaos) et l'écroulement de nos écosystèmes*⁷⁰.

⁶³ Aziz Fall, *Pour une stratégie autocentrée*. Vénézuéla 24-28 septembre 2008. p7.

⁶⁴ Ibid. p7.

⁶⁵ Ibid. p8.

⁶⁶ J.M. Éla, *L'Afrique des villages*. Khartala, 1982, p65.

⁶⁷ Ibid. p189.

⁶⁸ Ibid. p214.

⁶⁹ Ibid. p212.

⁷⁰ Aziz S. Fall, *Loc. Cit.*, P2.

CHAPITRE 1

ÉTUDE DES EFFETS D'UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT INEFFICACE ET EXTRAVERTI SUR LA FILIÈRE PRIVATISÉE

Le Cameroun tout comme la plupart de nouveaux États africains, a mis en place depuis son indépendance, le 20 mai 1960, un modèle de développement qui fait de l'agriculture son moteur de croissance¹. Or ce secteur, d'après Hugon, Gakou et Samir Amin, est en crise. Pour l'un, *la crise agricole est principalement celle des cultures d'exportation*². Alors que pour les seconds, elle résulte plus de l'insertion complète de l'agriculture dans la mondialisation que dans *l'alimentation des populations locales*³. Ils qualifient de « discours palliatif » les politiques mises en place dans le courant des années 1960 qui priorisent plus les cultures d'exportation que les cultures vivrières⁴. Ceci se traduit par l'augmentation de la production, l'agrandissement des superficies allouées aux productions alimentaires et l'importation des facteurs de production⁵. Des années 1960 à 1980, elles se caractérisent au Cameroun par la mise en place des plans quinquennaux⁶. Leur échec mène à l'établissement de la nouvelle politique agricole (NPA) dès les années 1990 en même temps que les PAS⁷. La NPA qui valorise l'initiative privée et davantage de libéralisation aura des résultats mitigés⁸. Ceux-ci vont à leur tour affaiblir les filières d'exportations camerounaises, comme celle de

¹ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. 2006. p8.

² Philippe Hugon, *Op. cit.*, p34.

³ Lamine, Mohamed Gakou, *Crise de l'agriculture africaine*, Paris Silex 1984. p17.

⁴ Samir Amin, *Op. cit.*, p18.

⁵ Lamine, Mohamed Gakou, *Op. cit.*, p73.

⁶ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. 2006. p9.

⁷ Ibid. p9.

⁸ Ibid. p20.

l'élæiculture, et entraîner des conséquences à l'origine de diverses réformes et programmes mis en place par le gouvernement et financés par les institutions internationales pour relancer la filière. Il s'agit du projet Pépalm ou encore celui en cours, le Projet d'Amélioration de la Compétitivité agricole (PACA). Malgré ces projets et réformes, les résultats tardent. Ce qui amène à s'interroger sur les effets de nouvelles réformes sur une filière élæicole désormais privatisée. C'est ce dont il sera question dans ce chapitre divisé en 3 parties : le modèle de développement et ses caractéristiques, les réformes du modèle et les effets du modèle sur la filière privatisée de l'huile de palme. Mais auparavant, introduisons d'abord la revue de littérature qui sera égrenée le long de ce travail.

Revue de la littérature

Nous avons regroupé la littérature concernant l'exploitation d'huile de palme au Cameroun autour de 3 catégories d'auteurs qui reconnaissent tous que les difficultés de la filière affectent sa compétitivité et son dynamisme, mais que les causes à l'origine de celles-ci diffèrent. Pour les premiers, les causes sont structurelles (Bakoumé et al, 2002; Evelynne Fèvre 2002; FAO/NEPAD 2004; Montfort 2005; Lebailly et Tentchou, 2009) alors que pour les seconds, elles sont attribuables aux défaillances du modèle de développement camerounais (Courade, 1984; Éla, 1982 et 1990; Konings, 1986; Willame, 1986). Les troisièmes, quant à eux, font état des effets provoqués par les politiques commerciales du marché mondial.

Les premiers auteurs pointent les causes structurelles d'une filière élæicole officiellement déficitaire depuis 1997⁹, avec une production ne couvrant à peine que 0.5% de la production mondiale¹⁰. Pour eux, ce faible taux est attribuable aux difficultés en production et en transformation que rencontrent les différents secteurs de la filière et les relations conflictuelles entre producteurs et agro-industriels¹¹. Les faiblesses en production et en transformation se caractérisent d'une part, par le vieillissement des plantations et le difficile accès aux intrants et aux crédits¹², d'autre part par la vétusté des installations du secteur

⁹ Marie-Alix Montfort, *Filières oléagineuses africaines*. 2005, p58.

¹⁰ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. 2009. p19

¹¹ PACA -Rapport définitif- 2009. p20

¹² Evelynne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. 2002. p49.

artisanal en comparaison des grandes usines modernes du secteur agroindustriel¹³. Ce déséquilibre est attribuable aux investissements inégaux entre les deux secteurs. En effet, l'agro-industrie reçoit d'importants financements pour accroître l'offre de l'huile de palme et disposer de matériels technologiques très performants¹⁴. Alors que l'artisanal, pourtant plus dynamique¹⁵, reçoit peu de financement et rencontre des difficultés de productivité au niveau de l'approvisionnement. De sorte que ses taux d'extraction (12 à 18%) sont plus faibles que ceux de l'industrie (19 à 23%)¹⁶. Ce qui n'empêche tout de même pas un développement spontané grâce à un matériel de transformation efficace et de meilleurs rendements agricoles¹⁷. Par ailleurs, les rapports tendus entre les producteurs et les agro-industries affaiblissent la filière huile de palme¹⁸. Ils se seraient plus aggravés depuis la privatisation des agro-industries, lesquelles ne sont plus tenues de respecter les engagements contractuels pris par l'État¹⁹. Ils reposent désormais plus sur l'opportunité voire la concurrence que sur la complémentarité²⁰.

Ces difficultés affaiblissent donc la filière et mine sa compétitivité²¹. C'est pour la redynamiser que de nouvelles mesures sont mises en place depuis les années 2000. Ce groupe d'auteurs dont les informations proviennent des rapports officiels nationaux et internationaux fait sensiblement les mêmes propositions. Il s'agit de : moderniser la production, restructurer le cadre institutionnel, étendre la monoculture, augmenter la production et les infrastructures, établir des organisations paysannes ainsi qu'un système de crédit et de financement²². Ces propositions reprennent certains éléments, comme l'extension de l'oléiculture et la modernisation de l'agriculture, figurant déjà dans les plans quinquennaux des années 1960 à 1985. Éléments, dont l'objectif selon la BM était *to increase the production of palm oil in the western region and improve the financial efficiency of public enterprises*²³. Cela montre ainsi que l'objectif des auteurs n'est que de pointer des faiblesses

¹³ P. Lebailly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. 2009. p47.

¹⁴ Ibid. p53.

¹⁵ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. 2002. p31.

¹⁶ Ibid. p53.

¹⁷ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p12.

¹⁸ Bakoumé et al, *Loc.cit.*, p51.

¹⁹ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p59.

²⁰ Robert Hirsch, *Dynamique récente des plantations individuelles de palmier à huile*. 2000. p172

²¹ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p12.

²² Bakoumé et al, 2002; Evelyne Fèvre 2002; FAO/NEPAD 2004; Montfort 2005; Lebailly et Tentchou. 2009.

²³ World Bank, *The World Bank Group's Framework for Engagement in the Palm Oil Sector*. 2010. p31.

structurelles et suggérer des améliorations dans l'optique de poursuivre le même modèle de développement plutôt que de le remettre en question comme le fait le second groupe d'auteurs qui insiste sur ses défaillances.

Selon ces auteurs, les défaillances du modèle de développement camerounais sont dues à une trajectoire économique défaillante. Certains, comme Ondoua, les situent des plans quinquennaux (1960-1990) aux deux phases de la Nouvelle politique agricole (NPA) (1990-1998). Car, ce sont des périodes caractérisées par l'application des politiques interventionnistes et par la mise en place des politiques de libéralisation. Ces politiques caractérisent, pour d'autres auteurs, le modèle de développement extraverti que suit le Cameroun par son approche de planification libérale.

La trajectoire économique du Cameroun est défaillante à cause des mesures inefficaces entreprises par un État fortement interventionniste²⁴. Ces mesures reprennent l'initiative des plans palmiers ivoiriens de 1962 pour mettre en place la filière éléicole²⁵. Des plans dont le volet agricole prévoit la création des sociétés d'État chargée de l'exploitation des plantations industrielles de palmiers sélectionnés et de la promotion des plantations villageoises²⁶. Ils aboutissent d'abord à la création des plantations villageoises encadrées (PVE), ensuite à celle de la SOCAPALM en 1968 qui commencera réellement ses activités en 1978²⁷. De plus, les PVE et l'AGI bénéficient des facteurs de production : une législation foncière favorable et la fourniture d'environ 65% d'intrants²⁸. Cependant, la production reste insuffisante. Car, les organismes de commercialisation et de financement, l'Office national de commercialisation des produits de base (ONCPB) et le Fonds national de développement rural (FONADER), éprouvent des difficultés d'organisation²⁹. Elles se caractérisent par la lourdeur du circuit de commercialisation et de distribution et par un interventionnisme fort et inefficace³⁰. Ce qui d'une part, pénalise le producteur qui reçoit tardivement les intrants, d'autre part contribuera à l'échec des plans quinquennaux³¹. Malgré les réformes entreprises depuis l'application de la NPA et des politiques d'ajustement, la filière loin d'être renforcée

²⁴ Ondoa Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. 2006. p15.

²⁵ Julien-François Gerber, *Cameroun: les plantations de palmier à huile*. p1

²⁶ Rigobert Oladiran Lapido, *Op. cit.*, p131.

²⁷ Joseph Gabriel Elong, *Loc. cit.*, p 4.

²⁸ Ondoa Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. 2006. p14.

²⁹ Ibid. p14.

³⁰ Ibid. p14.

³¹ Ibid. p14.

se déstructure et décline. En effet, ces réformes qui prônent le désengagement de l'État, le rôle accru du secteur privé et des organisations de production, la diversification de la production³² ainsi que la libéralisation des marchés entraîneront l'arrêt des investissements, la privatisation des agro-industries comme la SOCAPALM en 2000, l'arrêt des projets d'extension et la diminution des parts de marché camerounais³³. En sus, le manque de moyens financiers causera l'augmentation des exportations d'huile à l'origine des déficits chroniques, des carences en productivité ainsi que la dégradation des infrastructures et de l'encadrement paysan³⁴. Ces faiblesses ont entraîné la modification des objectifs de la NPA en 1998 dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE) mise en place en 1996 par le G7 et gérée par les institutions de Bretton woods (IBW)³⁵. Dans sa deuxième phase, la NPA table sur la compétitivité des produits d'exportations. D'ailleurs, l'un des axes de la stratégie de développement du secteur rural (SDSR) concernant le secteur élæïcool vise l'augmentation de la production élæïcool à 166 000 tonnes en 2015³⁶.

Ces défaillances montrent ainsi que malgré la modification des politiques, la filière reste incapable de décoller. D'un autre côté, les auteurs, en ne pointant que la nature interventionniste de l'État comme cause de dysfonctionnement de la filière, semblent négliger d'autres contraintes comme les politiques de libéralisation imposées sur un pays dont les premiers projets de développement favorisent les mécanismes de l'économie de traite qui complexifient les rapports entre producteurs, État et firmes. Ces aspects sont pourtant pris en considération dans l'analyse de ceux qui insistent plus sur la nature extravertie de l'État, nature sur laquelle s'appuie le modèle suivi par le Cameroun. Selon Éla, une économie extravertie est l'*absence de tout développement véritable des peuples démunis*³⁷. Dans ce type d'économie, l'État est un agent rentier dont les priorités plus politico-fiscales que socioéconomiques empêchent ainsi toute émergence d'un capitalisme agraire national dynamique³⁸. Alors que pour Hugon, c'est un État développeur censé permettre la transition de l'économie de subsistance à l'économie moderne³⁹. Néanmoins,

³² Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. 2006. p9.

³³ Éveline Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. 2002. p17.

³⁴ Séphora Kengné, *La pénurie d'huile de palme est pour demain*. Agence de presse Syfia Info. Mars 1997. p2.

³⁵ Sosthène Hervé Mouafo Ngatom, *L'initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté* p11.

³⁶ P. Lebailly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. 2009. p80.

³⁷ J.M Éla, *L'Afrique des villages*. Khartala, 1982. p86.

³⁸ Bernard Founou Tchouigoua, *Afrique Subsaharienne : la quart-mondialisation en crise*. p137.

³⁹ Philippe Hugon, *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. p19.

autant chez les uns que les autres, sa dynamique repose sur les exportations de produits primaires et sur l'aide extérieure⁴⁰. Des caractéristiques que l'on retrouve dans l'approche de planification libérale suivie par le Cameroun. Selon Willame, cette approche appuie le développement du secteur privé, mais se caractérise par des bases fragiles et une planification inefficace⁴¹. Courade pour sa part évoque un modèle de production agricole qui utilise l'agro-industrie comme moyen de développement agricole et qui se situe dans la lignée d'un modèle de production coloniale. Car, il met les plantations postcoloniales au centre du développement agricole, encourage le renouvellement des plantations industrielles et le développement des cultures d'exportations, tout en marginalisant les besoins des exploitations familiales agricoles⁴². Ela et Konings en revanche, s'attardent sur les stratégies de l'État postcolonial pour insérer la paysannerie dans les circuits du marché mondial⁴³. Chez l'un, la priorité à l'agro-industrie devient une forme de renforcement de contrôle sur la paysannerie. Alors que l'autre s'intéresse à deux phases d'insertion : l'expropriation foncière et l'encadrement à l'origine de la pauvreté paysanne. Elles sont liées à l'exploitation de la force de travail et au contrôle de l'agro-industrie sur la production et la commercialisation via l'objectif de moderniser la production⁴⁴.

Ainsi, les auteurs remettent en question les actions de développement de l'État camerounais qui, ajoutées aux dysfonctionnements du modèle, ont des répercussions sur la paysannerie. Celle-ci, selon la troisième catégorie d'auteurs, est également affectée par les effets résultant de la volatilité des prix et de faibles retombées économiques (FAO, 2001-2002; Fèvre, 2002; Montfort, 2005) qui sont aussi à l'origine des conflits écosociaux (Élong, 2003; Gerber, 2006; Martinez-Alier, 2002). L'affaiblissement continu des prix des produits agricoles lié à l'instabilité des marchés agricoles⁴⁵ et les obstacles liés à l'accès au marché de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)⁴⁶ sont les premières conséquences sur les producteurs d'huile de palme. Ils créent des distorsions qui faussent la concurrence sur les

⁴⁰ Ibid. p20.

⁴¹ Jean-Claude Willame, *Loc. cit.*, p45.

⁴² G. Courade, *Loc. cit.*, p9

⁴³ Jean-Marc Ela, *Quand l'État pénètre en brousse...Les ripostes paysannes à la crise*. Karthala. Paris, 1990. p188.

⁴⁴ P. Konings, *Loc. cit.*, 1986. Pp120-121.

⁴⁵ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p79.

⁴⁶ South center, *Loc. cit.*, Pp14-15.

*marchés mondiaux et déstabilisent aussi les cours mondiaux*⁴⁷. En effet, les producteurs affaiblis par le manque d'investissement dans leur secteur *doivent affronter la concurrence mondiale sur les marchés et à l'intérieur de leurs pays*⁴⁸. La concurrence, en affectant leurs revenus et la production à long terme⁴⁹, génère la pauvreté. Dans le cas camerounais, la production risque d'être affectée par la dépendance liée à la hausse des prix mondiaux du fait de la relance de nouveaux projets et du positionnement sur les marchés régionaux et mondiaux⁵⁰.

Par ailleurs, même s'il est difficile d'évaluer l'impact des retombées économiques de l'exploitation élœicole⁵¹, il n'en demeure pas moins que la hausse des importations sur les exportations⁵² montre qu'elles restent faibles. Certes, Bakoumé présente des expériences réussies, mais ce sont celles des moyens et gros producteurs subventionnés qui bénéficient des retombées de la palme⁵³, contrairement aux petits producteurs contractualisés et endettés. Les reportages d'Isabelle Ricq montrent à cet effet que leurs conditions de vie sont plus difficiles que ceux dont la production est indépendante⁵⁴. Leur situation d'indigence ne diffère pas de celle de l'employé de l'entreprise agro-industrielle dont les conditions de travail et de vie sont encore plus désastreuses⁵⁵. D'autres couches sociales marginalisées, comme les femmes et les jeunes, sont encore plus affectées. Les premières, qui constituent pourtant 75% de la main d'œuvre agricole⁵⁶, n'ont pas accès au foncier, ni au crédit, ni aux services de vulgarisation⁵⁷. Les seconds n'ont pas une formation scolaire adaptée à l'élœiculture ou alors sont pénalisés par des expropriations foncières sans réelle compensation du gouvernement⁵⁸. Des situations qui sont ainsi à l'origine de l'exode rural⁵⁹.

⁴⁷ FAO, *Rapport sur les marchés des produits 2001-2002*. Division des produits et du commerce international. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, 2002. p 72.

⁴⁸ Ibid. p 78.

⁴⁹ Ibid. p 78.

⁵⁰ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p80.

⁵¹ Éveline Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

⁵² Etienne Tassé et Wilfried J. Tankeu, *Biocarburants : De l'huile de palme pour rouler et cuisiner*. Octobre 2008. p1.

⁵³ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, Pp35-41.

⁵⁴ Isabelle Ricq et Laure Noualhat, « *Palme catastrophique* ». Libération, septembre 2008. p2.

⁵⁵ Fanny Pigeaud, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré*. 2008. Pp1-2.

⁵⁶ FAO/NEPAD, *Appui à la mise en œuvre du NEPAD – PDDAA*. p15.

⁵⁷ Ibid. p15.

⁵⁸ Hervé Soukoudjé in WRM, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation* p 13.

⁵⁹ Joseph Gabriel Elong, « Les plantations villageoises de palmier à huile de la Socapalm dans le bas-Moungo (Cameroun) : un projet mal intégré aux préoccupations des paysans ». Dans *Cahiers d'Outre-mer, Paysannerie africaines et développement*. Numéro 224, Octobre-Décembre 2003. p7.

et des conflits écosociaux. Ceux-ci sont des conflits d'intérêts et de valeurs nés de la résistance des communautés locales contre l'usage abusif des ressources naturelles et des services par l'État et le marché⁶⁰. Dans le cas camerounais, les *conflits écosociaux causés par les plantations industrielles* sont une forme de ce mouvement⁶¹. Les exemples de Gerber sur les résistances des communautés rurales dans le sud Cameroun envers la SOCAPALM⁶² et d'Élong sur « la guerre de l'huile de palme » dans le littoral camerounais⁶³ en sont de parfaites illustrations.

1.1 Le modèle de développement et ses caractéristiques

1.1.1 État des lieux de la filière élœicole camerounaise

1.1.1.1 Contexte historique et évolution

Présentons rapidement le palmier à huile dont sont extraites l'huile de palme et l'huile de palmiste, produit ne constituant pas l'objet de notre étude. Atteignant jusqu'à 25 mètres à l'état naturel et ayant un aspect décoratif, le palmier à huile est formé d'une longue tige ou d'un stipe composé de feuilles pennées et d'un régime né à partir des grappes qui peuvent produire jusqu'à 4000 fruits pour un poids d'environ 30 kg⁶⁴. C'est à partir de ces fruits que sera extraite l'huile de palme riche en carotène, d'où sa couleur rouge-orangée⁶⁵. Une fois l'huile de palme extraite, l'amande oléagineuse se trouvant à l'intérieur de la noix est récupérée pour produire de l'huile de palmiste d'une coloration blanc-jaunâtre⁶⁶. De plus, il existe 3 types de palmier à huile dont la différence se situe au niveau de l'épaisseur de la coque des noix⁶⁷ : *dura*, *tenera* et *pisifera*. Le premier, faible en gras avec un faible taux d'extraction, est celui dont la coque est la plus épaisse⁶⁸. Le type *tenera*, réputé de meilleure qualité et issu du croisement *dura* et *pisifera*, est le plus riche en matière grasse saturée,

⁶⁰ J. Martinez-Alier, *Loc. cit.*, p44.

⁶¹ Julien-François Gerber, *Cameroun: les plantations de palmier à huile*. 2006. p54.

⁶² Ibid. p54.

⁶³ Joseph Gabriel Elong, *Loc. cit.*, p7.

⁶⁴ Larousse Agricole, *Le palmier à huile*. 2002. p 458.

⁶⁵ World Rainforest Movement, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. p13.

⁶⁶ Ibid. p 13

⁶⁷ Benoît Cochard et al, *Loc.cit.*, p1

⁶⁸ Ibid. p1

également le plus utilisé dans l'agro-industrie⁶⁹. Sa petite noix fine facilite l'extraction de l'huile de palmiste⁷⁰. L'espèce *pisifera* est, quant à elle, la moins répandue (0,5%) à cause de son absence de coque et de son taux d'extraction nul⁷¹.

Originaire de la région du golfe de Guinée, l'espèce *Dura*, plante tropicale des zones équatoriales et subéquatoriales africaines appartenant à la famille des palmacées et à l'espèce de l'*Elæis guineensis*⁷², reste la plus répandue (97%). Sa culture reste profondément ancrée dans les pratiques des paysans camerounais depuis des générations⁷³. Elle s'est développée pendant la période précoloniale, de l'Afrique de l'Ouest à l'Afrique centrale ainsi que partiellement *sur la côte orientale d'Afrique, du Kenya au Mozambique et dans la partie nord occidentale de Madagascar*⁷⁴. En Amérique latine, les Portugais introduiront la variété *élæis* communément appelée palmier à huile africain dans la région de Bahia au Brésil *dès le XVIe siècle en même temps que les esclaves destinés aux plantations de canne à sucre*⁷⁵. Elle sera ainsi croisée avec des espèces locales comme l'*élæis oleifera* ou l'*Orbignya martiniana*, pour donner naissance à des palmeraies subspontanées⁷⁶. Par la suite, la culture s'étendra au Mexique, en Colombie, en Équateur, au Honduras, au Pérou, etc.⁷⁷. Quant à l'Asie de l'Est, le développement des plantations de palmiers à huile principalement en Indonésie et en Malaisie résulte de l'introduction vers la fin du XIXe siècle des graines de palmier à huile respectivement par des colons néerlandais et des explorateurs scandinaves et britanniques⁷⁸. Dans ces deux pays, le palmier à huile exploité en tant que culture d'exportation dispose, dès le départ, de systèmes d'exploitation beaucoup plus performants que ceux de l'Afrique longtemps détentrice des palmeraies naturelles. Celles-ci, mises en valeur par les colons européens vers la fin du XIXe siècle⁷⁹, deviendront progressivement industrielles⁸⁰. Profitant

⁶⁹ Poku Kwasi, *Small-scale palm oil processing in Africa*. Published by, Rome Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2002. p9.

⁷⁰ Ibid. p9.

⁷¹ Ibid. p9.

⁷² Yves Pehaut, *Op.cit.*, p17.

⁷³ Joseph Gabriel Elong, *Loc. cit.*, p3.

⁷⁴ Yves Pehaut, *Op.cit.*, p 47.

⁷⁵ Jean-Charles Jacquemard, *Le palmier à huile. Maisonneuve et Larose. Paris 1995*. p16.

⁷⁶ Ibid. p16.

⁷⁷ Yves Pehaut, *Op.cit.*, p55.

⁷⁸ Friends of the Earth, (Jan Willem van Gelder), *Greasy Palms: European buyers of Indonesian palm oil*. Mars 2004. Pp2-3.

⁷⁹ Ibid. p2.

⁸⁰ Poku Kwasi, *Loc. cit.*, p5.

de la révolution industrielle, ils l'exporteront pour répondre à la demande de la métropole⁸¹. En effet, la présence de l'oléine et la stéarine, deux composantes obtenues après fractionnement de l'huile de palme, sont grandement utilisées par l'industrie de la savonnerie⁸². C'est ainsi que la Grande-Bretagne, à travers le Nigéria qui compte le plus grand nombre de palmeraies naturelles, s'enrichira et dominera ce commerce qui aura remplacé celui des esclaves en utilisant généralement les autorités traditionnelles comme intermédiaires⁸³. Toutefois, les productions du Nigéria et du Congo belge, dont 100 000 hectares appartiennent aux propriétaires européens⁸⁴, seront dépassées par la production industrielle ivoirienne à cause notamment des troubles politiques à l'interne et des plans d'augmentation de la production entrepris par la Côte d'Ivoire⁸⁵. Ces *plans palmiers* prévoient la création des plantations villageoises administrées par deux sociétés d'État, la SODEPALM et la PALMINDUSTRIE, créées durant la même période⁸⁶. Ils seront repris par la plupart des pays producteurs africains comme le Cameroun, producteur le plus important de la région d'Afrique centrale⁸⁷.

1.1.2 Inefficacité et extraversion du modèle

L'économie de traite revient autant dans les éléments retenus par Hugon que ceux d'Amin et Gakou pour expliquer l'inefficacité et l'extraversion du modèle de développement. La notion revêt des significations différentes pour les trois auteurs. Pour le premier, il s'agit d'une spécialisation des matières premières⁸⁸, alors que pour les autres :

un arsenal [riche] de moyens administratifs mis en œuvre pour obliger le paysan à produire ce que l'on veut qu'il produise, et de la manière dont on le veut (...), ou [encore de] l'obligation découlant de l'action dite de promotion ou de modernisation des services de « l'encadrement rural » – vulgarisation accompagnée de ventes pratiquement forcées des matériels (charrues, semoirs, houes attelées, insecticides, engrais...) – « sociétés de prévoyance » et « coopératives », etc....⁸⁹

⁸¹ Tancrede Voituriez, *Loc. cit.*, p 11.

⁸² Ibid. p13

⁸³ Yves Pehaut, *op. cit.*, p50.

⁸⁴ Ibid. P53.

⁸⁵ Ibid. P53.

⁸⁶ Ibid. P54.

⁸⁷ Hervé Soukoudjé in WRM, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. p 13.

⁸⁸ P. Hugon, *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. p20.

⁸⁹ Samir Amin et K. Vergopoulos, *Op. cit.*, p 57.

Ce système transforme donc le rôle de l'État. Chez Hugon, c'est un État développeur dont les mesures sont tournées vers l'extérieur alors que pour les autres, il s'agit d'un agent rentier dont les actions empêchent tout développement interne. L'État développeur censé permettre la transition de l'économie de subsistance à l'économie moderne axe ses mesures *sur les exportations de produits primaires et sur l'aide extérieur*⁹⁰. Alors que l'État rentier favorise des priorités plus politico-fiscales que socioéconomiques qui empêchent toute émergence d'un capitalisme agraire national dynamique⁹¹. C'est un préalable à *la formation d'une société civile bourgeoise et notamment d'une économie nationale, c'est-à-dire maîtrisée par l'État et la bourgeoisie*⁹². De même, si l'un domine *l'essentiel des investissements [régule] l'économie par un système de prix administrés et [met] en place des instruments de politique macroéconomique keynésiens*⁹³. L'autre, du fait de sa nature inefficace, est à l'origine de l'intensification de l'extraversion des économies africaines au lendemain des indépendances⁹⁴. Elle porte sur deux types de stratégie de développement : la stratégie des nouveaux États indépendants et celle sur la satisfaction des besoins de base des masses paysannes⁹⁵. L'une consiste à promouvoir plus les cultures d'exportation que les cultures vivrières. Cela se traduit par l'augmentation de la production, l'agrandissement des superficies allouées aux productions alimentaires et l'importation des facteurs de production⁹⁶. Elle s'est soldée par un échec se caractérisant par *l'épuisement rapide des économies nationales*, la baisse des recettes d'exportation capturées par l'État, la paupérisation accrue de la paysannerie, l'exode rural et surtout la régression de l'alimentation nationale au profit des importations alimentaires⁹⁷. La stratégie suivante vise le développement des petites exploitations agricoles par le soutien financier dans les programmes⁹⁸ et dans l'agriculture d'autosubsistance pour *la moderniser et (...) l'intégrer davantage au système capitaliste mondial*⁹⁹. Tout comme la précédente, cette politique a fait

⁹⁰ Philippe Hugon, *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. p20.

⁹¹ Bernard Founou Tchouigoua, *Afrique Subsaharienne : la quart-mondialisation en crise*. p137.

⁹² Ibid. p137.

⁹³ Philippe Hugon, *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. Pp19-20.

⁹⁴ Lamine Gakou, *Op. cit.*, p69.

⁹⁵ Ibid. p69.

⁹⁶ Ibid. p73.

⁹⁷ Lamine Gakou, *Op. cit.*, Pp74-75.

⁹⁸ Ibid. Pp80-81.

⁹⁹ Ibid. p82.

augmenter les niveaux de production au détriment des paysans¹⁰⁰. Cette politique a donc favorisé le développement des économies de plantations qui, selon Hugon, se caractérisent par : *une tendance à la stagnation économique avec de fortes fluctuations liées à la valorisation de la rente*¹⁰¹; un gaspillage des ressources; la faiblesse *des liens entre les rémunérations et la productivité des facteurs*; le dysfonctionnement *entre les modes de production et de consommation*¹⁰². Ce modèle économique fait ainsi de l'Afrique Subsaharienne (ASS) une région marginale au niveau du marché mondial en mutation. Hugon pointe de nombreux facteurs: l'érosion de la compétitivité externe, l'héritage colonial d'une économie dépendante, des importations accrues aux dépens des exportations en baisse et peu diversifiées, un endettement permanent et une régression de l'aide¹⁰³. Cette marginalisation des économies africaines *traduit l'épuisement d'une économie de traite, mal spécialisée, assistée et insérée dans une économie mondiale en profonde mutation*¹⁰⁴.

Ainsi, il ressort de cela que l'économie de traite accorde une place importante à un État interventionniste dont les actions ont mené à l'épuisement du modèle. Un modèle dont les caractéristiques se retrouvent dans celui mis en œuvre par le Cameroun.

1.1.3 Le modèle libéral camerounais

L'analyse du modèle de développement camerounais se fera en 2 phases, la première présentera l'évolution des politiques de développement en lien avec celle de la filière élaïcoo allant des plans quinquennaux (1960-1990) aux deux phases de la NPA (1990-1998) dont la dernière porte sur de nouveaux défis en vigueur depuis 1998. À partir de cette trajectoire économique, la seconde partie de l'étude du modèle de développement camerounais traitera de l'analyse qu'en font les auteurs.

¹⁰⁰ Lamine Gakou, *Op. cit.*, p101.

¹⁰¹ Philippe Hugon, *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001. p22.

¹⁰² Ibid. p23.

¹⁰³ Philippe Hugon, *Op. cit.*, pp 46-50.

¹⁰⁴ Ibid. p50.

1.1.3.1 Une trajectoire économique défaillante

Les plans quinquennaux visent la modernisation agricole, le développement des cultures d'exportation et l'amélioration des conditions de vie de la paysannerie¹⁰⁵. Durant ces plans, l'État fortement interventionniste reprendra l'initiative des plans palmiers de la Côte d'Ivoire de 1962 pour mettre en place sa filière élæicole¹⁰⁶. La création de la SOCAPALM en 1968 qui entreprendra réellement ses activités en 1978¹⁰⁷ en est le résultat. Ce complexe agro-industriel globalement localisé dans la région du littoral camerounais favorable à l'élæiculture vise, selon Elong, à faire la promotion des plantations villageoises encadrées (PVE)¹⁰⁸ déjà implantées dans la région du sud-ouest où opèrent la CDC et Pamol. Les PVE sont créées en périphérie des agro-industries sur le modèle NES (*Nucleus Estate and Smallholders*) pour contribuer à l'approvisionnement des usines. Les programmes s'adressent aux petits planteurs et comportent des subventions et des crédits à la plantation¹⁰⁹. Ils offrent aussi un appui technique¹¹⁰. Pour y avoir accès, les producteurs sélectionnés s'engagent à respecter les exigences de gestion agricole standard qui augmentent la production et à fournir à l'agro-industrie toute leur production¹¹¹. Cette forme de contractualisation se distingue de celle de type PAMOL et de la SOCAPALM-CDC. La première repose sur une conception libérale où le planteur n'est pas un fournisseur obligé de régimes à l'agro-industrie, et la seconde sur un système de crédit assisté et des obligations réciproques du planteur et de la société qui l'encadre, notamment celle de livrer la totalité de sa production¹¹². Par ailleurs, l'extension des PV bénéficie d'une législation foncière favorable, régie auparavant par le droit coutumier qui considérait la terre comme un bien collectif inaliénable, mais qui sera profondément modifiée avec les lois coloniales et postcoloniales¹¹³. Les premières instaurent le concept de terres « vacantes et sans maître » et se caractérisent par l'attribution de vastes concessions qui permettent la création de

¹⁰⁵ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p11.

¹⁰⁶ Julien-François Gerber, *Cameroun: les plantations de palmier à huile*. p1

¹⁰⁷ Joseph Gabriel Elong, *Loc. cit.*, p 4.

¹⁰⁸ Ibid. p 2.

¹⁰⁹ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p16.

¹¹⁰ Emmanuelle Cheyins & Sylvain Rafflegeau, *Loc.cit.*, p111.

¹¹¹ Ibid. p111.

¹¹² Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p40.

¹¹³ Ibid. p56.

*plantations avec la protection d'un titre foncier garantissant les droits du propriétaire*¹¹⁴. Les secondes, plus radicales, réduisent davantage le droit coutumier et renforcent le pouvoir de l'État sur le foncier¹¹⁵.

L'État, fortement impliqué dans la fourniture des intrants, lance en 1973 le programme engrais dans lequel l'intrant est soutenu à 40-65 %¹¹⁶. Cependant, la lourdeur du circuit de commercialisation et de distribution gérée par l'ONCPB et le FONADER pénalise le producteur qui reçoit tardivement les intrants¹¹⁷. Bien plus, son manque de cohérence et son interventionnisme fort et inefficace contribueront à l'échec des plans quinquennaux¹¹⁸ qui affaiblira la filière élœicole. Celle-ci au lieu d'être renforcée durant la Nouvelle politique agricole (NPA), adoptée en 1990 en même temps que les PAS imposés au Cameroun par les IBW¹¹⁹, se déstructure et décline malgré le regain de la croissance suite à la dévaluation du FCFA de 1994 et des différentes réformes entreprises par l'État. En mettant en place la NPA, l'État veut créer un cadre stratégique pour promouvoir le développement du secteur privé par *des mesures de déréglementation et de privatisation visant à réduire les gaspillages, à rationaliser les ressources et à trouver des modes de gestion plus efficaces*¹²⁰. La NPA veut renforcer les ressources provenant de l'agriculture et améliorer ses performances¹²¹. Cinq axes sont ainsi priorités : la modernisation de l'appareil de production, le choix de la sécurité alimentaire au détriment de l'autosuffisance alimentaire, la promotion et la diversification des exportations, le développement de la transformation des produits agricoles et l'équilibre des filières de production¹²². Concernant l'huile de palme, l'une des réformes, par exemple, a pour objectif de définir *un plan de relance de la production du secteur agroindustriel connu sous le nom de « Table Ronde de Limbe »*¹²³. Mais les objectifs de ce plan qui visent à renouveler le verger industriel et à mettre sur pied le programme décennal de relance des plantations villageoises n'aboutiront que très partiellement¹²⁴. En plus, ces réformes même si

¹¹⁴ Ibid. p56.

¹¹⁵ Ibid. p56.

¹¹⁶ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960* p14.

¹¹⁷ Ibid. p14.

¹¹⁸ Ibid. p14.

¹¹⁹ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. p9.

¹²⁰ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p5.

¹²¹ Ibid. Pp17-18.

¹²² Ibid. p20.

¹²³ Bakoumé et al, *Revue du Secteur Rural – étude de la relance de la filière palmier à huile au Cameroun*. CIRAD, IRAD, IITA, FAO. Août 2002. p25.

¹²⁴ Ibid. p25.

elles permettront de restructurer certaines entreprises publiques¹²⁵, provoqueront tout de même la déstructuration de la filière élœicole¹²⁶. En effet, le désengagement de l'État aura pour effet la disparition ou liquidation des organismes d'État comme l'ONCPB¹²⁷. Sa liquidation ainsi que celle d'autres organismes a entraîné, selon Nanfosso, l'accroissement des prix des intrants aux producteurs, la production des produits de qualité douteuse et l'usage réduit des intrants et produits phytosanitaires ainsi que la dégradation des conditions de commercialisation des produits agricoles¹²⁸. Le désengagement de l'État ainsi que la libéralisation des marchés entraîneront l'arrêt des investissements, la privatisation des agro-industries comme la SOCAPALM, l'arrêt des projets d'extension et de replantations indispensables au maintien du potentiel productif, le ralentissement des surfaces industrielles et villageoises et la diminution des parts de marché camerounais¹²⁹. En sus, le manque de moyens financiers causera l'augmentation des exportations d'huile à l'origine des déficits chroniques, la pénurie des semences, le matériel défectueux, la détérioration des pistes d'accès aux plantations et un encadrement paysan défaillant¹³⁰.

Du fait de ces défaillances ainsi que des résultats insuffisants, les objectifs de la NPA seront réévalués et modifiés en 1998 dans le cadre de l'initiative PPTE mise en place en 1996 par le G7 et gérée par les IBW¹³¹. Les nouveaux objectifs de la NPA visent *pour la décennie suivante une croissance moyenne réelle de la production agricole de l'ordre de 4% par an. Pour les produits vivriers, cette croissance devra se situer globalement autour de 3,2% par an. La croissance moyenne des productions destinées à l'exportation et aux agro-industries devra atteindre 5% par an et être principalement soutenue par les grandes filières de production (banane, cacao, cafés, huile de palme, coton, sucre, caoutchouc), dont la diversité constitue un atout majeur dans une période d'instabilité des cours mondiaux*¹³². Toutefois, la révision des programmes effectuée en 2005 montre qu'il y a *des dysfonctionnements [synonymes] de défaillances de gouvernement*¹³³. Ils se caractérisent par le gaspillage des

¹²⁵ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. Pp17-18.

¹²⁶ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, P21-22.

¹²⁷ P. Dessouane et P. Verre, *Loc. cit.*, p112.

¹²⁸ Roger A. Tsafack Nanfosso, *Economie politique d'une dynamique dans les exportations camerounaises*. Université de Yaoundé II, Cameroun, publié par Nordic Journal of African Studies 15(3): 344-366 (2006). p349.

¹²⁹ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p17.

¹³⁰ Sephora Kengné, *La pénurie d'huile de palme est pour demain*. Agence de presse Syfia Info. Mars 1997. p2.

¹³¹ Sosthène Hervé Mouafo Ngatom, *L'initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté*. p11.

¹³² Ibid. Pp23-24.

¹³³ Ibid. Pp23-24.

ressources matérielles, financières et humaines ; s'illustrant par des duplications des structures et du personnel sur le terrain¹³⁴ ; l'affaiblissement des ressources traditionnelles qui n'ont pas suffisamment de ressources matérielles et logistiques, et n'offrent pas toujours les bonnes conditions de travail et de motivation au personnel et l'incapacité certains acteurs retenus dans la mise en œuvre à jouer les fonctions à eux dévolues¹³⁵. Le nouveau cadre opérationnel de la stratégie actualisée en 2005 essaie de corriger certaines de ces défaillances. L'admission du Cameroun à l'initiative PPTE renforcée en 2000 a, en effet, nécessité la rédaction d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) avec la contribution des différents secteurs. L'IPTE est la dernière stratégie internationale en matière de réduction de la pauvreté et de la dette. Elle a lieu dans un contexte marqué par la dégradation de la situation macro-économique et socio-économique du Cameroun¹³⁶. Le but est d'alléger la charge de la dette extérieure de pays pauvres¹³⁷. Pour y parvenir, deux étapes sont nécessaires : le point de décision et le point d'achèvement que doivent atteindre les 40 pays sélectionnés, dans lesquels figure le Cameroun. Celui-ci dont le point de décision a été atteint en octobre 2000 devait auparavant remplir certaines conditions : démontrer l'insolvabilité de sa dette après 3 ans d'application du programme d'ajustement du Fonds monétaire international (FMI), la faiblesse de son revenu par habitant (inférieur à 785US \$¹³⁸), préparer avec les IBW et la société civile un document stratégique de lutte contre la pauvreté intérimaire (DSLPI) indiquant ses stratégies de promotion de croissance et de réduction de la pauvreté¹³⁹. Enfin au bout d'un an d'application, il devait préparer un DSRP définitif qui lui permettrait, au point d'achèvement atteint en avril 2006, de voir sa dette réduite à un niveau supportable¹⁴⁰. Dans le DSRP consacré au Cameroun, une section portant sur les produits d'exportations traditionnels, auxquels appartient la filière huile de palme, fait état du moyen de diversifier les ressources générées par l'exploitation du palmier à huile en vue de combler les besoins nationaux déficitaires et d'améliorer particulièrement la

¹³⁴ Selon l'auteur, « Les Projets sous financement PPTE, par exemple, utilisent à la base le même personnel que le projet d'appui au Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole (PNVRA). Par ailleurs, ces projets utilisent différents Comités de sélection et d'approbation des appuis à apporter aux bénéficiaires qui sont pourtant constitués des mêmes personnes » p25.

¹³⁵ Sosthène Hervé Mouafo Ngatom, *L'initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté*. p25.

¹³⁶ Ibid. P12.

¹³⁷ Banque de France, *Rapport Zone franc 2000*. p 39.

¹³⁸ Ibid. p 169.

¹³⁹ République du Cameroun, *DSRP*. p1

¹⁴⁰ Banque de France, *Zone franc. Rapport annuel 2007*. p 1.

compétitivité du pays dans la sous-région et au niveau international¹⁴¹. L'objectif de la compétitivité est également présent dans les axes prioritaires de la SDSR concernant le secteur éléicole, axes pour la plupart financés par des fonds PPTE insuffisants¹⁴². Il s'agit de la modernisation de l'appareil de production, de la restructuration du cadre institutionnel, de la construction d'un environnement incitatif et de la gestion durable des ressources naturelles¹⁴³. Le but des différents axes est l'expansion des plantations villageoises par l'extension des surfaces cultivées afin d'augmenter la production éléicole à 166 000 tonnes en 2015¹⁴⁴. Ces axes qui ont fait l'objet d'une révision dans le cadre de la SDSR de 2005 sont en fait des reprises d'anciens objectifs de la NPA modifiée de 1998¹⁴⁵ voire des premiers projets palmiers du gouvernement en 1969. En effet, la BM, afin d'intégrer les paysans dans les projets, recommandait déjà au gouvernement camerounais de *demonstrate to them the benefits of growing oil palms; gain experience of growing the crop (...); provide ffb [fresh fruit bench] processing facilities for smallholder production; and establish an organization to administer a smallholder scheme*¹⁴⁶. Cependant, hormis les dysfonctionnements de l'État, d'autres contraintes sont aussi à prendre en compte. Il s'agit des politiques de libéralisation imposées par les IBW sur un pays dont les premiers projets de développement épousent les mécanismes d'une économie de traite, et viennent aussi exacerber les luttes et rapports de force entre producteurs, État et firmes.

1.1.3.2 Priorité à l'approche de planification libérale?

Avant d'adopter l'approche de planification libérale, le discours camerounais sera apparemment favorable au modèle de développement autocentré¹⁴⁷. Or lorsqu'on suit son schéma économique depuis son indépendance, l'on constate que les perspectives d'un DVA sont inexistantes puisque les actions de l'État s'orientent davantage vers un mode de développement dépendant des ressources externes et priorisant l'agriculture de type

¹⁴¹ République du Cameroun, *DSRP*. p 75.

¹⁴² Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. pp53-54.

¹⁴³ Ibid. p106.

¹⁴⁴ Lebailly et Tentchou 2009

¹⁴⁵ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. pp53-54.

¹⁴⁶ BIRD & IDA, *East Cameroon oil palm project*. Federal Republic of Cameroon. February 1969. p6.

¹⁴⁷ P. Dessouane et P. Verre, Cameroun : du développement autocentré au national-libéralisme. Dans, *Politique africaine: Le réveil du Cameroun*, Numéro 22, 1986. p111.

coloniale. Il est à l'origine d'une classe recherchant la rentabilité immédiate, favorisant l'importation au lieu de la production locale et apte à s'approprier la rente agricole¹⁴⁸.

Ce modèle de développement se veut être du libéralisme planifié en ce qu'il accorde une plus grande place au privé, repose finalement sur des bases fragiles et surtout sur une planification inefficace¹⁴⁹. Selon Willame, elle se révèle n'être *qu'une liste de projets d'investissement public désirables au lieu d'un exercice rigoureux et intégré*¹⁵⁰. En effet, l'État préfère prioriser le secteur agro-industriel pour *stimuler le développement agricole et desserrer les contraintes économiques que représentaient les cultures traditionnelles d'exportation (café et cacao)*¹⁵¹. Courade, qui considère davantage le libéralisme planifié comme un des thèmes du premier régime camerounais¹⁵² au même titre que la révolution verte ou le développement autocentré, fait plutôt référence au modèle de production agricole du Cameroun. Ce modèle qui utilise l'agro-industrie comme moyen de développement agricole du pays se situe dans la lignée d'un modèle de production coloniale¹⁵³. Il est défini par un groupe social privilégié et est soutenu par de l'aide externe. Il fait des plantations postcoloniales contrôlées par des compagnies agro-industrielles, le moteur du développement agricole¹⁵⁴. Ce dernier est d'ordre politique, économique et prend en compte :

Les opportunités économiques et les contraintes écologiques et territoriales¹⁵⁵. (...) le projet camerounais de développement agricole reflète des stratégies faciles à identifier pour mettre l'agriculture au service prioritaire du développement de l'appareil d'État et des catégories urbaines qui en vivent¹⁵⁶.

Il est également empreint de préjugés concernant l'inertie de la paysannerie inapte à se moderniser. Le projet reste inscrit dans la logique coloniale puisqu'il met l'accent dans le renouvellement des plantations industrielles et le développement des cultures d'exportations¹⁵⁷. Il ne prend nullement en compte les besoins des exploitations familiales agricoles qui, pour vivre, n'ont d'autre choix que d'écouler les produits vivriers dans les

¹⁴⁸ Ibid. p111.

¹⁴⁹ Jean-Claude Willame, *Loc. cit.*, p45.

¹⁵⁰ Ibid. p45.

¹⁵¹ Ibid. p46.

¹⁵² De 1960 à 1982, le pays fut dirigé par Ahidjo premier président du Cameroun

¹⁵³ G. Courade, *Loc. cit.*, p1.

¹⁵⁴ Ibid. p1.

¹⁵⁵ Ibid. p8.

¹⁵⁶ Ibid. p6.

¹⁵⁷ Ibid. P6.

marchés urbains ou régionaux. Ce qui en retour affaiblit *les projets de l'État visant à contrôler la commercialisation du vivrier*¹⁵⁸.

Au contraire de Courade qui réduit la stratégie à un simple projet agricole de développement et pointe plus les actions incantatoires du régime en place, l'analyse d'Éla remet en question les actions défailtantes de l'État postcolonial. Éla intègre tous les aspects contradictoires du développement agricole mis en place par un État planteur. C'est-à-dire un État qui, à travers ses blocs agro-industriels et ses organismes de coopération, se substitue à la petite paysannerie *pour devenir le moteur essentiel de la production en assurant le contrôle exclusif des moyens de production et de modernisation*¹⁵⁹. Dans ce type de développement, l'État élabore toutes sortes de stratégies pour insérer la paysannerie dans les circuits du marché mondial¹⁶⁰; la priorité à l'agro-industrie étant une forme de renforcement de contrôle sur la paysannerie. Hormis la sphère agricole, les blocs s'occupent aussi de la production alimentaire¹⁶¹, mais au lieu de nourrir la population locale, la production se retrouve destinée à l'exportation. Konings quant à lui, fait état de deux formes de stratégies entreprises par l'État postcolonial, l'agro-industrie et les institutions financières internationales (IFI) pour intégrer la paysannerie dans le capitalisme mondial. Il s'agit de l'expropriation foncière, une méthode ancienne :

Qui consiste à exproprier les terres des agriculteurs locaux qui sont transformés ensuite en salariés travaillant sur les plantations de l'agro-industrie. L'encadrement est l'autre méthode dite moderne. Elle implique une rupture moins importante avec le mode de production paysan, mais qui renforce le contrôle des gestionnaires de l'agro-industrie sur la production et la commercialisation des cultures¹⁶².

Ces deux stratégies sont ainsi selon l'auteur, à l'origine de deux formes de prolétarianisation : l'appauvrissement découlant de l'exploitation de la force de travail utilisée pour augmenter la production et le renforcement du contrôle de l'agro-industrie sur la production et la commercialisation par l'objectif de modernisation de la production¹⁶³.

Il ressort ainsi de l'analyse précédente que les auteurs remettent plus en question les actions du système de développement de l'État camerounais et considèrent moins le contexte

¹⁵⁸ Ibid. p9

¹⁵⁹ Jean-Marc Éla, *Op. cit.*, p188.

¹⁶⁰ Ibid. p188.

¹⁶¹ Ibid. p189.

¹⁶² Ibid. p125.

¹⁶³ Ibid. 125.

dans lequel évolue celui-ci. De même, ces éléments montrent que le modèle reste inefficace à cause des actions défailtantes de l'État et des handicaps résultant de stratégies essouffées. Remis en cause, le modèle connaît des réformes qui font désormais de l'agriculture le secteur de relance de croissance et de lutte contre la pauvreté.

1.2 Les réformes du modèle suggérées par la Banque mondiale

1.2.1 Des réformes favorisant le développement d'une agriculture commerciale

Les réformes s'inspirent du *Rapport sur le développement dans le monde 2008* de la BM qui fait de l'agriculture l'élément clé pour contribuer à la croissance économique en zone rurale et à la lutte contre la pauvreté dans le cadre d'une gestion durable de ressources¹⁶⁴. La stratégie consiste à faire jouer à l'agriculture un rôle incitatif *au début du processus de développement* comme le furent les cas européens et asiatiques¹⁶⁵. Deux critères reviennent ainsi sans cesse : efficacité et compétitivité. Au nom de celles-ci sont priorisés l'accès aux nouveaux marchés, le recours aux innovations technologiques et institutionnelles et le nouveau rôle des agents : l'État, le secteur privé et les producteurs¹⁶⁶. L'accès au marché mondial implique l'amélioration du système de commercialisation, la gestion des risques par des investissements publics et la rentabilité des cultures d'exportations par la restructuration des marchés selon plusieurs voies comme la restructuration des organismes parapublique ou la libéralisation des marchés internes¹⁶⁷. En outre, le recours aux innovations technologiques et institutionnelles doit permettre de renforcer la compétitivité de la paysannerie et son intégration au marché. Il s'agit de mettre en place des réformes commerciales, d'améliorer l'infrastructure et de faciliter l'accès à la technologie, aux services financiers encore inégaux et aux intrants encore handicapés par des subventions¹⁶⁸. Sans oublier d'associer les récentes organisations de producteurs (OP) dont les actions doivent encore être soutenues par l'État et les bailleurs de fonds dans le respect de leur autonomie¹⁶⁹.

¹⁶⁴ Banque mondiale, *L'agriculture au service du développement*. Dans, *Rapport sur le développement dans le monde 2008*. Washington, DC: World Bank, 2008. p7.

¹⁶⁵ Ibid. p8.

¹⁶⁶ Ibid. P9.

¹⁶⁷ Ibid. Pp 141-148.

¹⁶⁸ Ibid. p180.

¹⁶⁹ Ibid. Pp186-187.

Par ailleurs, le rapport s'appuie sur le Programme de développement de l'agriculture sur l'ensemble de l'Afrique (CAADP) développé dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) dont les objectifs et axes sont identiques. Il compte également profiter du nouveau rôle des acteurs : l'État en réglant les dysfonctionnements du marché doit le rendre efficace et compétitif¹⁷⁰. Il est invité à s'allier au privé pour renforcer le soutien à la recherche, la création des bonnes pratiques agricoles ainsi que la mise en place des organisations de producteurs¹⁷¹. L'agro-industrie est valorisée et encouragée à relier la petite paysannerie « aux chaînes de valeur et à la demande urbaine » par des initiatives sociales qui ne visent pas que la rentabilité¹⁷². Quant aux producteurs, particulièrement la petite paysannerie, elle reste complètement intégrée dans la chaîne de production, encadrée par l'OP et dirigée par le secteur privé qui contrôle et organise la chaîne et qui est aidé par l'État.

Il s'agit donc pour la BM d'établir un partenariat public-privé dans lequel le développement par l'agriculture reste la priorité¹⁷³. Ce qui montre que l'État n'est plus réellement le principal acteur du développement agricole ni le seul capable d'insérer la paysannerie dans le marché mondial, d'autres acteurs, mécanismes sociaux et environnementaux sont maintenant mis à contribution. Au niveau social par exemple, l'institution cible le renforcement de l'emploi par des activités agricoles et non agricoles en vue d'améliorer des conditions de vie des ruraux comme l'investissement rural, l'éducation, la formation, la promotion de l'emploi agricole féminin, la fin des conditions de travail défavorables¹⁷⁴. Au niveau environnemental, les différentes mesures doivent prendre en considération les changements en ce qui concerne les services environnementaux. Ceci englobe les politiques, l'investissement public et une révolution verte et agricole à forte intensité d'intrants, de monoculture et de variétés améliorées ainsi que l'arrêt d'exploitation des zones défavorables détenues par 31% de la population rurale¹⁷⁵.

C'est donc une agriculture commerciale (AGC) orientée vers une économie rurale de marché et qui se distingue de l'agriculture paysanne (AGP) se distinguant à son tour d'autres

¹⁷⁰ Ibid. Pp9-10.

¹⁷¹ Ibid. P 178.

¹⁷² Ibid. p182.

¹⁷³ Ibid. 182.

¹⁷⁴ Ibid. Pp247-250

¹⁷⁵ Ibid. p230.

formes d'agricultures familiales au niveau des systèmes de production¹⁷⁶. Dans le domaine de l'élæiculture, les deux formes d'agriculture se répartissent les 3 systèmes de production camerounais : les agro-industries (AGI), les moyens et grands producteurs et la petite paysannerie. Les deux premiers groupes pratiquent généralement la monoculture¹⁷⁷. Ils ont recourt aux divers facteurs de production, en particulier la main-d'œuvre salariée, les capitaux (...), le foncier¹⁷⁸ et les intrants¹⁷⁹. Ils sont plus intégrés aux marchés et ont facilement accès aux financements¹⁸⁰ contrairement à la petite paysannerie¹⁸¹. Celles-ci dont les cultures sont plus diversifiées, font appel à une main-d'œuvre plus familiale et se caractérisent par une simplicité extrême dans les techniques de production¹⁸². La motorisation y est quasi inexistante, les intrants très peu utilisés¹⁸³. À cela s'ajoute, l'insuffisance d'infrastructures sociales¹⁸⁴ ainsi que de petites surfaces à cultiver¹⁸⁵. Ces faiblesses ajoutées à un salariat presque inexistant entraînent une productivité de travail limitée¹⁸⁶. La faiblesse de sa production élæicole évaluée à près de 25% de la production totale en est un exemple. Des contraintes très peu rencontrées par la minorité d'exploitants commerciaux dont les objectifs de rentabilité¹⁸⁷ font qu'elles sont gérées de façon professionnelle¹⁸⁸. Cette minorité en émergence au Cameroun détenait en 2002, 20% de surfaces pour une moyenne de 40 ha de palmeraies¹⁸⁹. Lorsqu'elle a recours aux intrants, son rendement se situe entre 12 à 15t de régimes alors que celui de la petite paysannerie est de 8 à 10t de régimes. Pourtant celle-ci est majoritaire à près de 70%, contrôle près de 40% de surfaces et cultive moins de 3 ha¹⁹⁰. C'est pour résoudre ces faiblesses que des réformes contenues dans des programmes de relance sont mises en place par les institutions internationales. Dans les points suivants, nous verrons comment l'agriculture commerciale s'insère dans les programmes de la BM concernant la

¹⁷⁶ Lamine Mohamed Gakou, *Op. cit.*, Pp82-85.

¹⁷⁷ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p8.

¹⁷⁸ Jean-Claude Devèze, *Op. cit.*, P397.

¹⁷⁹ Coordination Sud, *Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi?* p75

¹⁸⁰ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p8.

¹⁸¹ Ibid. p8.

¹⁸² Lamine Mohamed Gakou, *Op. cit.*, Pp82-85.

¹⁸³ Jean-Claude Devèze, *Op. cit.*, Pp 12-13.

¹⁸⁴ Lamine Mohamed Gakou, *Op. cit.*, Pp82-85.

¹⁸⁵ Jean-Claude Devèze, *Op. cit.*, Pp 12-13.

¹⁸⁶ Coordination Sud, *Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi?* p74.

¹⁸⁷ Jean-Claude Devèze, *Op. cit.*, p397.

¹⁸⁸ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p47.

¹⁸⁹ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p42.

¹⁹⁰ Ibid. p42.

filière de l'huile de palme camerounaise. Mais auparavant, abordons les principaux axes concernant le secteur élœicole.

1.2.2 Les axes des réformes de la filière élœicole promus par la Banque mondiale

La recherche de l'efficacité et de la compétitivité figurant dans le Rapport de la BM de 2008 sur l'agriculture et favorisant la commercialisation, le recours à la technologie et le partenariat public-privé, reviennent dans le *Cadre stratégique* élaboré par la BM et sa branche financière IFC (Société financière internationale). Dans ce document qui fait office de plan d'action de l'institution dans la promotion de l'exploitation de l'huile de palme, les objectifs d'efficacité et de compétitivité et leurs axes sont disséminés dans ce que le Groupe de la Banque mondiale (GBM) qualifie d'action multipartite.

1.2.2.1 Des objectifs favorables au partenariat public-privé et à l'action multipartite

L'axe portant sur la redéfinition du rôle des acteurs introduit davantage le partenariat public-privé dont les caractéristiques sont similaires à l'action multipartite. Celle-ci qui est à mener par les différents acteurs s'inscrit dans une logique environnementale et sociale durable¹⁹¹. Elle vise à *renforcer les impacts sur le développement, à atténuer les conséquences négatives et à développer la durabilité sur l'ensemble du secteur*¹⁹². Dans ce nouveau partenariat où chaque groupe joue un rôle central¹⁹³, la paysannerie est absente. L'action regroupe le gouvernement et le secteur privé composé de compagnies privées, d'ONG, d'organismes de développement et la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO). Le gouvernement s'occupe de renforcer la réglementation, les mécanismes d'informations et les défaillances du marché¹⁹⁴. Le secteur privé investit, emploie et fixe les codes et pratiques de l'industrie ou des producteurs¹⁹⁵. Les organismes de la société civile s'occupent de la formation, l'éducation et contrôlent l'action des autres acteurs dans la mise

¹⁹¹ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC pour l'engagement dans le secteur de l'huile de palme*. Mars 2010. p30.

¹⁹² Ibid. p30.

¹⁹³ Ibid. p30.

¹⁹⁴ Ibid. p30.

¹⁹⁵ Ibid. p30.

en œuvre des normes nationales et internationales¹⁹⁶. Finalement, les institutions internationales renforcent le partenariat public-privé par divers programmes ayant pour but de *générer une croissance économique, réduire la pauvreté et de garantir la durabilité environnementale et sociale*¹⁹⁷. Quant à la RSPO, elle rassemble les différents participants dans le but de leur permettre *d'entamer une action collective visant à définir les normes et à promouvoir la durabilité*¹⁹⁸. L'action multipartite de la Banque se base sur 4 thèmes centraux : l'établissement d'un environnement politique et réglementaire sain, la mobilisation d'investissements durables, le partage des bénéfices et la promotion des codes et pratiques durables¹⁹⁹. Dans ces thèmes, les objectifs sont plus commerciaux malgré l'introduction des préoccupations sociales et environnementales.

1.2.2.2 Des objectifs orientés vers la commercialisation

Les mesures d'ordre institutionnel, financier et commercial ainsi que des mesures complémentaires constituent des conditions préalables pour le développement de la filière élæicole dans les pays producteurs. Elles donnent l'impression qu'elles procureront des retombées surtout pour la petite paysannerie, mais une lecture attentive montre qu'elles l'affaibliront davantage.

Les mesures d'ordre institutionnel portent sur l'établissement d'un environnement politique et réglementaire qui permettrait l'obtention des financements durables²⁰⁰. En effet, l'adoption de telles mesures touche des questions de gouvernance, foncière, sociale et environnementale. Ce qui favoriserait le dialogue politique et renforcerait les réglementations environnementales et juridiques favorables à une clarification des questions relevant du droit foncier et social, de la contractualisation et de la promotion des organisations de production²⁰¹. Le facteur financier reste déterminant puisque les secondes mesures qui en font davantage mention insistent sur l'importance du secteur privé associé fortement au développement durable. Le soutien financier du privé devient ainsi gage de durabilité. Car, souligne la BM ces investissements contribueront :

¹⁹⁶ Ibid. p30.

¹⁹⁷ Ibid. p30.

¹⁹⁸ Ibid. p30.

¹⁹⁹ Ibid. p30

²⁰⁰ Ibid. p31.

²⁰¹ Ibid. Pp 30-34.

À la croissance économique et à la création d'emplois, le partage des bénéfices avec les communautés locales et les petits agriculteurs, l'adoption des pratiques environnementales et sociales, la promotion de la certification selon les normes de durabilité internationales en vigueur telle que la RSPO et une augmentation de la CSPO sur le marché²⁰².

Et l'IFC, organe du GBM reconnu pour *son rôle de catalyseur en tant que financier de premier plan et (...) en tant qu'élaborateur reconnu de normes environnementales et sociales*²⁰³ s'arroe le mandat d'inciter le secteur privé à adopter des pratiques durables²⁰⁴. Un rôle certainement redéfini puisque l'IFC reste fortement critiquée par la société civile dans son implication financière dans des projets élæicole dont les dégâts environnementaux et sociaux sont des plus élevés²⁰⁵. Ces critiques l'aurait-elle poussée à adopter ce nouveau virage pour les causes sociales et environnementales dans le Cadre stratégique? Toujours est-il que récemment les gros pays producteurs asiatiques ont vu leurs investissements s'arrêter suite à la décision d'IFC qui jugeait qu'il y avait entrave à ses critères de respect environnemental et social²⁰⁶.

Le point sur le partage des bénéfices porte sur les mesures commerciales à mettre en œuvre ou à améliorer afin que les petits producteurs puissent profiter des retombées générées par l'exploitation de l'élæiculture afin d'améliorer leur niveau de vie²⁰⁷. Ces mesures promeuvent l'insertion dans le marché mondial et les chaînes agroalimentaires, *l'adoption des modèles commerciaux inclusifs (...), l'investissement dans des infrastructures permettant l'accès aux marchés, le renforcement des organisations de producteurs, des services de vulgarisation et de conseil et l'investissement dans des mécanismes financiers novateurs*²⁰⁸. Tout comme le facteur financier, le facteur commercial devient un moyen pour la BM de faciliter l'insertion de la paysannerie traditionnelle dans le marché mondial. Raison pour laquelle l'institution encourage la mise en place de modèles commerciaux durables et inclusifs²⁰⁹. Ceux-ci sont des formes de contractualisation réunissant grandes plantations et

²⁰² Ibid. p35.

²⁰³ Ibid. p36.

²⁰⁴ Ibid. p36.

²⁰⁵ WRM, *Oil palm: From cosmetics to Biodiesel. Colonization lives on*. 2006. p42

²⁰⁶ Amy Stilwell and Irina Likhachova, *World Bank Group Adopts new Approach for Investment in Palm Oil Sector*. Avril 2011. p1.

²⁰⁷ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC*. p31.

²⁰⁸ Ibid. p31.

²⁰⁹ Ibid. p36.

petits producteurs²¹⁰. Ils promeuvent *un partage équitable des risques et des bénéfices, une inclusivité des genres et une durabilité*²¹¹. Leur renforcement passe autant par l'appui des gouvernements que par l'assistance technique que la BM propose d'accorder aux OP. Ceci consoliderait ainsi leur capacité de gestion, leur pouvoir de négociation, de représentativité et de gestion de conflits²¹². Le renforcement des services de vulgarisation et de conseil visant la petite production n'est pas en reste, puisque la BM propose de subventionner la recherche et la technologie pour augmenter la production²¹³. Quant à la réduction des risques, la BM promeut des mécanismes novateurs comme le mécanisme de réassurance destinée à la petite production, des cours de formation en marché pour gérer le risque et des systèmes d'exploitation agricole diversifiés²¹⁴. De tels mécanismes pourraient convenir aux grands producteurs et aux agro-industries parce qu'ils disposent des moyens financiers et technologiques suffisants, mais pour la petite paysannerie camerounaise cela ne serait probablement pas le cas. Car, dépourvue de moyens financiers elle utilise encore majoritairement un matériel à moindre coût et moins performant²¹⁵. Ce qui montre que ces propositions ne prennent pas encore en compte le contexte particulier de l'AGP. De plus, même si la petite paysannerie doit améliorer certaines de ses pratiques, il n'en demeure pas moins que les conditions de financement du GBM sont contraignantes. C'est pourquoi elle choisit de diversifier ses cultures et activités pour disposer de fonds ou d'un crédit lui permettant de créer sa plantation et de réduire les frais d'entretien dans la phase juvénile de la plantation²¹⁶.

Le dernier point portant sur la promotion des codes et pratiques durables concerne les mesures complémentaires : la certification et l'agroalimentaire qui visent toutes deux la durabilité. Au nom de celle-ci, la BM encourage la production d'une huile de palme durable et l'établissement *des systèmes de certification basés sur les normes*²¹⁷. Elle appuie ainsi le système de certification promue par la RSPO. Celle-ci reçoit le soutien d'IFC et base sa stratégie sur une norme comprenant des principes et critères *et un système de certification*

²¹⁰ Ibid. p36.

²¹¹ Ibid. p36.

²¹² Ibid. p36.

²¹³ Ibid. p37.

²¹⁴ Ibid. p37.

²¹⁵ Cheyins et Raffleau, *Loc. cit.*, p116.

²¹⁶ Ibid. p116.

²¹⁷ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC*. p38.

*visant à certifier que les plantations de l'huile de palme sont gérées de manière durable*²¹⁸. Cependant, les critiques pointent l'absence de représentation des producteurs qui devrait être élargie et sa faible capacité d'audit et de mise en application²¹⁹. La BM, elle-même, même si elle essaie de l'atténuer pointe les exigences de certification de la RSPO qui désavantagent la petite paysannerie²²⁰. Aussi pour pallier à ses faiblesses, la RSPO propose :

l'inclusion de petits agriculteurs au processus de certification des grandes plantations ou une certification distincte des groupes de petits agriculteurs (...), un mécanisme de financement du développement des petits producteurs en utilisant les fonds (...) de la prime sur la CSPO (huile de palme durable certifiée)²²¹.

Concernant l'agroalimentaire, la BM propose de traiter les risques l'affectant de manière appropriée²²², c'est-à-dire par une combinaison de programmes d'ordre administratif, économique, social et environnemental dans lesquels 8 critères servent à déterminer le caractère durable des projets²²³. Ce sont :

L'évaluation et système de gestion sociale et environnementale; main-d'œuvre et conditions de travail; prévention et réduction de la pollution; hygiène, sécurité et sûreté communautaires; acquisition des terres et déplacement forcé; conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles; populations autochtones; et héritage culturel²²⁴.

À partir de ces éléments, IFC a développé un système de catégorisation environnementale et sociale qui dicte ses investissements tout en lui permettant d'évaluer les risques potentiels des projets²²⁵. Le système comprend 3 catégories : la première étant celle des projets dont les risques environnementaux et sociaux sont les plus importants; la seconde des projets dont les risques peuvent être résolus et la troisième des projets présentant des risques minimales²²⁶. Ce qui nous fait dire que le Cadre est quand même contraignant surtout pour les grandes compagnies opérant en Asie où les luttes avec les communautés locales ne cessent de prendre de l'ampleur et où les réserves foncières s'épuisent comme c'est le cas en Malaisie et en Indonésie. Au Cameroun par contre, le Cadre n'a aucun effet puisque les

²¹⁸ Ibid. p38.

²¹⁹ Ibid. p38.

²²⁰ Ibid. p38.

²²¹ Ibid. p38.

²²² Ibid. p39.

²²³ Ibid. p97.

²²⁴ Ibid. p97.

²²⁵ Ibid. p98.

²²⁶ Ibid. p98.

projets dans lesquels IFC investissait sont terminés depuis 1985²²⁷. Bien plus, le groupe Bolloré propriétaire de SOCFINAL et également présent en Asie ne tend pas à respecter les principes directeurs de la RSPO dont il est pourtant membre²²⁸. À cela s'ajoute le fait que le Cadre stratégique de la Banque ne fixe que des objectifs et n'a pas de contrainte comme le Cadre d'IFC. Ce qui ne pénalise pas les projets en cours dans lesquels la BM est engagée comme c'est notamment le cas du PACA. Par conséquent, cela nous amène à nous interroger sur l'objectif de durabilité prôné par l'institution globalement. En effet, pourquoi les critères de performance ne sont-ils pris en compte que par IFC seulement? L'objectif de durabilité qui n'est déjà pas clairement expliqué, n'exige-t-il pas justement d'être appliqué surtout dans des régions qui ne sont pas encore complètement dévastées par l'exploitation élaïcicole? Si appliqué, il pourrait ralentir, voire prévenir les dégâts environnementaux et sociaux dans des régions où les investissements massifs des compagnies étrangères n'en sont qu'à leur début. De plus, il est clair que la petite paysannerie dénuée de moyens financiers ne sera pas admissible à l'appui d'IFC parce que ses critères semblent réservés aux opérateurs qui disposent d'énormes moyens financiers.

1.2.2.3 Les mesures de la Banque mondiale sur l'huile de palme camerounaise

Auparavant, les mesures de la BM avaient identiquement le même objectif : produire de l'huile de palme pour approvisionner le marché local déficitaire, exporter le surplus vers les pays voisins²²⁹ et améliorer *l'efficacité financière des entreprises publiques*²³⁰. L'agriculture paysanne fut ainsi utilisée afin d'encourager la création des PV pour augmenter la production de l'huile de palme²³¹. Et le meilleur moyen de gagner l'appui de la paysannerie en tant que main-d'œuvre fut : de la persuader du bien-fondé financier de la production, fournir des équipements pour la transformation afin de faciliter la production²³², créer des coopératives et accorder aide technique et financière²³³. Cette stratégie a certes augmenté la

²²⁷ Ibid. p69.

²²⁸ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*, p11.

²²⁹ BIRD & IDA, *East Cameroon oil palm project*. p5.

²³⁰ Cheng Hai Teoh, *Les Principaux Enjeux du Développement Durable dans le Secteur de l'Huile de Palme* p14.

²³¹ BIRD & IDA, *East Cameroon oil palm project*. p6.

²³² Ibid. p6.

²³³ World Bank, *Appraisal of Second SOCAPALM project Cameroon*. p8.

production, agrandi la superficie des plantations²³⁴ et favorisé l'importation des facteurs de production, mais elle n'en resta pas moins un échec. Échec qui se caractérisa par la faible capacité de gestion des agro-industries ainsi que par la dégradation de leur situation financière qui mena à l'interruption des investissements de la BM²³⁵. Interruption qu'elle attribua au manque de rentabilité et de compétitivité du secteur élœicole camerounais, mais qui traduit selon Cheng Hai Teoh une méconnaissance générale de la filière et une incompréhension de la compétitivité du palmier à huile camerounais²³⁶. Cependant, l'auteur n'aborde pas les conséquences résultant d'une telle décision sur la filière qui eurent lieu pendant la période de l'ajustement. Il s'agit de : l'arrêt des projets d'extension et de replantations à l'origine du vieillissement des palmeraies, la régression de la production et les parts de marché camerounais²³⁷. Une autre conséquence générée cette fois par les difficultés de financement des agro-industries et non mentionnée par Cheng Hai, fut l'endettement du pays auprès des institutions bancaires. Le service de la dette du pays est ainsi passé de 25.4 millions de dollars à 1974 à 200 millions seulement en 1981²³⁸.

Ces éléments accentués par la crise fiscale²³⁹ vont ainsi favoriser l'intervention accrue des IFI dès 1989, notamment dans la prise de décisions et la mise en œuvre des politiques économiques du Cameroun²⁴⁰. Dans le cas de l'huile de palme, la mise en œuvre de la NPA et du PAS conduit à l'application des objectifs de 1993 qui n'aboutiront que très partiellement²⁴¹. Rappelons que les deux programmes ont des stratégies similaires qui créent de la confusion²⁴². Ils tablent sur le désengagement de l'État, le rôle accru du secteur privé et des organisations de production et la diversification de la production²⁴³. Cependant, malgré l'apparent regain de la filière pendant la dévaluation qui renforce la libéralisation de la filière²⁴⁴, force est de constater que les politiques de libéralisation intensifient les difficultés financières de la filière. L'article publié par Sephora Kengné en 1997 met en cause les

²³⁴ Cheng Hai Teoh, *Les Principaux Enjeux du Développement Durable dans le Secteur de l'Huile de Palme* p14.

²³⁵ Ibid. p15.

²³⁶ Ibid. p15.

²³⁷ Evelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p17.

²³⁸ Jean-Claude Willame, *Loc. cit.*, p26.

²³⁹ Javier Herrera, *Op. cit.*, p49.

²⁴⁰ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p17.

²⁴¹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p25.

²⁴² Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p9.

²⁴³ Ibid. p9.

²⁴⁴ Hervé Soukoudjé in WRM, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. p 15.

difficultés financières ayant incité les agro-industries à exporter pour expliquer les déficits chroniques de la filière, la pénurie des semences utiles pour étendre et rajeunir la palmeraie, le matériel défectueux, la détérioration des pistes d'accès aux plantations et un encadrement paysan défaillant²⁴⁵. Outre l'obstacle financier, l'accès aux intrants est handicapé au niveau de l'approvisionnement²⁴⁶. Une faiblesse symbolisée par l'incapacité des deux stations de recherche, le Centre spécialisé de recherche sur le palmier à huile (CEREPAH) et la *Lobe Research Department* appartenant respectivement à la station de l'Institution de recherche agricole pour le développement (IRAD) et à PAMOL, a assuré le ravitaillement du matériel végétal sélectionné (MVS). Ce qui a mené certaines agro-industries comme la SOCAPALM à importé leurs semences de la station de La Mé en Côte d'Ivoire²⁴⁷. En effet, la production des semences reste inférieure à la demande; seulement 4.000.000 de graines produites en une année, pour un déficit de 1.700.000²⁴⁸. Afin de corriger cette faiblesse, le gouvernement camerounais a lancé, fin 2009, le Programme national de production de semences sélectionnées d'un montant de trois milliards neuf cent vingt millions de FCFA²⁴⁹. Il vise à augmenter en 5 ans la production élæicole à 15 millions²⁵⁰.

Ainsi, l'intervention financière et économique de la BM depuis les années 1960, loin de rendre la filière élæicole compétitive et rentable l'a davantage affaiblie. C'est afin de corriger cette situation que de nouvelles mesures sont mises en œuvre. Elles interviennent à la suite de l'initiative PPTE dans laquelle le Cameroun, l'un des 42 pays bénéficiaires depuis 2000 ayant atteint le point de décision en octobre 2000 et le point d'achèvement en avril 2006, a rédigé son DSRP²⁵¹. Celui-ci, devenu Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (SCR) en 2008, se nomme désormais Stratégie de la Croissance et de l'Emploi (SCE)²⁵². L'un des objectifs de la SCE s'appuie sur l'agriculture pour maintenir la croissance, réduire la pauvreté rurale et valoriser le domaine industriel²⁵³. La SDSR mise en œuvre et

²⁴⁵ Sephora Kengné, *La pénurie d'huile de palme est pour demain*. p2.

²⁴⁶ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p49.

²⁴⁷ Ibid. p31.

²⁴⁸ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p33.

²⁴⁹ Patricia NGO Ngouem, *Cameroun: Dizangue - Voyage dans l'univers du palmier à huile*. Mutations multimédia. Décembre 2009. p1.

²⁵⁰ Ibid. p1.

²⁵¹ Odoia Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p24.

²⁵² République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et de mesure d'impact et du projet d'amélioration de la compétitivité agricole*. Rapport final. Décembre 2009. p16.

²⁵³ République du Cameroun, DSRP. p39.

modifiée en 2006 renforce les axes déjà contenus dans le Rapport 2008 et le Cadre stratégique de 2011 de la BM. Ils s'inscrivent dans l'optique de durabilité et visent à : garantir la sécurité alimentaire et l'autosuffisance alimentaire, rechercher la croissance économique, augmenter le revenu des ruraux, améliorer leurs conditions de vie et gérer durablement les ressources²⁵⁴. L'atteinte des objectifs se fera par la combinaison d'éléments suivants : l'augmentation durable de la production; la gestion durable des ressources; le développement communautaire, des finances, de l'emploi et de la formation agricoles; la gestion des risques et l'implantation d'un cadre institutionnel²⁵⁵. Ces stratégies rejoignent complètement celles du Rapport 2008 et du Cadre stratégique 2010 destinés aux pays producteurs d'huile de palme comme le Cameroun. Mais l'on ne peut s'empêcher de se demander comment une stratégie identique surtout dans le cas du récent Cadre stratégique peut convenir à des pays dont les trajectoires politiques, économiques, sociales et environnementales sont différentes? L'on ne peut ainsi qu'émettre des réserves sur ses garanties de succès.

1.3 Les effets des réformes sur la filière

1.3.1 Une filière en difficulté

Au Cameroun de culture vivrière²⁵⁶ à l'origine, l'huile de palme deviendra sous la colonisation allemande une culture industrielle avec la création des premières plantations industrielles de palmeraies à huile²⁵⁷. Poursuivies durant le mandat franco-britannique et la période postcoloniale, elles couvrent actuellement plus de 160 000 ha que se partagent trois différents secteurs : le secteur agro-industriel détient plus de 60 000 hectares, celui des exploitations commerciales et le secteur traditionnel 100 000 ha²⁵⁸. Toutefois, la filière qui

²⁵⁴ Ministère de l'agriculture et du développement rural, République du Cameroun, *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) : synthèse du volet agriculture et développement rural*. Document travail, janvier 2006. p13.

²⁵⁵ Ibid. p16.

²⁵⁶ Selon les auteurs, elles « sont moins exigeantes en investissements, assurent l'essentiel de la sécurité alimentaire tout en contribuant de manière significative au revenu des ménages agricoles. Avec une contribution de 80% au PIBA ». cf. *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. p21.

²⁵⁷ Hervé Soukoudjé in WRM, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. p13.

²⁵⁸ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, p20.

couvrait la demande nationale en huile de palme brute durant les années 80 est officiellement en déficit depuis 1997²⁵⁹. Le déficit estimé à près de 50.000 tonnes s'explique aussi par le début de la production du biocarburant et par l'évolution de la consommation nationale²⁶⁰. En effet, celle-ci est passée de 70.000t pour une production de 73 000t en 1982 à plus de 177.000t pour une production de 170.000t en 2007²⁶¹. Une situation qui s'est certainement aggravée depuis 2008²⁶² et qui constitue une régression par rapport aux filières malaisienne et indonésienne. Celles-ci contrôlent près de 80% de la production mondiale et 92% des exportations mondiales²⁶³, alors que la production camerounaise est loin derrière avec à peine 0.5% de la production mondiale²⁶⁴. Afin de comprendre un tel recul, le point suivant aborde les difficultés rencontrées par les secteurs industriel et traditionnel au niveau de leurs productions et transformations ainsi que les rapports tendus entre les agro-industries et les producteurs.

Les 3 systèmes de production, divisés entre le secteur agroindustriel et le secteur artisanal rencontrent chacun des difficultés de productivité qui affaiblissent davantage la filière camerounaise. Le premier est structuré autour de 5 plantations agroindustrielles (SOCAPALM, SAFACAM, SPFS, CDC et PAMOL Ltd.). Il regroupe les huileries, les plantations industrielles (PI) et les PVE²⁶⁵. Le groupe des sociétés privatisées a mis en place une stratégie pour développer les agro-industries : le choix des meilleurs sites, l'amélioration de l'outil de production industrielle, la réduction des coûts de production et l'augmentation de la production²⁶⁶. Le secteur agroindustriel compte sur des investissements de l'ordre de 110 milliards de FCFA sur 5 ans pour accroître l'offre de l'huile de palme à 15%, sachant que la SOCAPALM et la CDC possèdent encore respectivement 14 605 et 8 657 ha de réserves foncières²⁶⁷. Malgré de telles réserves, il n'en reste pas moins que sa production risque de stagner dans la prochaine décennie du fait du vieillissement de plus 30% de ses plantations²⁶⁸. Ces plantations ont une moyenne d'âge de 30 ans. Un handicap qui empêche

²⁵⁹ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p58.

²⁶⁰ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, p18.

²⁶¹ *Ibid.* p18.

²⁶² *Ibid.* p18.

²⁶³ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p46.

²⁶⁴ P. Lebaillly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p19.

²⁶⁵ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p12.

²⁶⁶ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p27.

²⁶⁷ P. Lebaillly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p27.

²⁶⁸ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p12.

d'exploiter davantage le domaine foncier entravé aussi par des capacités d'extension réduites à cause des délais de mise en valeur dépassés²⁶⁹. De fait, la seule possibilité d'étendre la production se fait par des replantations²⁷⁰. Les exploitations commerciales dont les surfaces vont de 15 ha à une centaine²⁷¹ appartiennent aussi à ce groupe, car elles utilisent les services agro-industriels. Ce qui leur permet de recevoir l'aide financière et technique, en plus de leurs moyens financiers qui leur permettent d'utiliser des intrants de meilleure qualité²⁷². Toutefois, comme les agro-industries, certaines de leurs palmeraies sont âgées. Ce qui limite leur rendement à environ 15t de régimes loin des standards internationaux qui se situent autour de 20 à 25t de régimes²⁷³.

Le secteur artisanal rencontre aussi les mêmes difficultés aggravées par la faiblesse des investissements. Pourtant, c'est le secteur le plus dynamique dont la production future risque d'augmenter et de répondre à la hausse de la demande²⁷⁴. Mais par rapport au premier groupe, il est plus hétérogène et dispersé²⁷⁵ parce qu'il est composé des plantations villageoises dont certaines sont dirigées par des ONG, des savonniers artisanaux ou semi-industriels, des grossistes et des commerçants²⁷⁶. De même, il souffre, d'après la plupart des auteurs, d'un manque de données qui rend son évaluation plus difficile. Par conséquent, les données divergent concernant la superficie, la production nationale et le nombre de producteurs : environ 43 300 hectares pour une production nationale d'huile de 21 à 26 %²⁷⁷ contre 35 000 ha exploités par 10 000 producteurs²⁷⁸ ou alors près de 2800 petits ou moyens producteurs assurant la transformation du produit et approvisionnant les usines grâce à l'usage du matériel artisanal²⁷⁹. À cela s'ajoutent les problèmes de productivité soulignés par la plupart des auteurs qui l'empêchent de se développer et d'être compétitif. Ils se traduisent par les mauvais choix agronomiques, le manque de formation technique et d'organisation de producteurs, la présence des maladies et ravageurs; les conditions climatiques; les problèmes

²⁶⁹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p54.

²⁷⁰ Ibid. p54.

²⁷¹ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p42.

²⁷² Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p47.

²⁷³ Ibid. p48.

²⁷⁴ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

²⁷⁵ P. Lebailly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p26.

²⁷⁶ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p12.

²⁷⁷ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p27.

²⁷⁸ P. Lebailly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p27

²⁷⁹ FAO/NEPAD, *Profil de projet d'investissement bancaire du PDDAA-NEPAD*. 2004. p12.

de distribution, de gestion, d'entretien et de transformation; les conflits d'intérêts ainsi que la coordination²⁸⁰. À ces contraintes s'ajoutent le difficile accès aux intrants²⁸¹ et surtout la marginalisation des producteurs par l'État et les AGI²⁸². Une marginalisation qui pour certains résulte des privatisations²⁸³ et pour d'autres, date de la période des indépendances²⁸⁴. Quoi qu'il en soit, celle-ci est à l'origine des nombreuses difficultés rencontrées par la petite paysannerie.

Tableau 1 : Total des superficies développées au Cameroun

Année	Superficies développées en ha	Pourcentage (%)
Petits producteurs et exploitations commerciales	100 000	62.2
Grands producteurs		
Cameroon Development Corporation	15 601	9.7
PAMOL	9 300	5.8
SAFACAM	4 500	2.8
Fermes Suisse Palm 'Or	3 683	2.3
SOCAPALM	27 801	17.3
TOTAUX grands producteurs	60 885	37.8
Total général	160 885	100

Source : MINADER/UNEXPALM. Grosse-Rüschkamp et F. H. Mkounga (2009).

Le secteur de la transformation est divisé entre la transformation industrielle et la transformation artisanale. La première est assurée par les cinq AGI dont quatre sont désormais privatisées : la PAMOL détenue par l'État, Unilever, la CDC et les trois AGI de Socfinal²⁸⁵. Elles se composent de la Société Anonyme des fermes agro-industrielles du Cameroun (SAFACAM), de la Société des plantations de la ferme suisse (SPFS) et de la SOCAPALM²⁸⁶. Quant à la CDC, seule la filière thé a été privatisée en 2002 par un

²⁸⁰ Ibid. p12.

²⁸¹ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p49.

²⁸² République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, p55.

²⁸³ Cheyins et Rafflegeau, *Loc.cit.*, 2005. p111.

²⁸⁴ J.M. Éla, *Op. cit.*, 1990. p188.

²⁸⁵ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p29.

²⁸⁶ Thomas Deltombe, *Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*. Avril 2009. p4.

consortium sud-africain²⁸⁷. Le secteur industriel requiert d'énormes investissements pour disposer d'un matériel technologique très performant²⁸⁸. Matériel qui lui permet de faire des économies en main-d'œuvre, d'avoir d'importantes capacités de traitement et de production, de disposer d'importants rendements et de faibles coûts de transformation ainsi qu'une excellente qualité permanente de produits finis²⁸⁹. Cependant, malgré ces avantages les 10 huileries industrielles déjà très polluantes²⁹⁰ restent en deçà de leur capacité de transformation. En effet, *leur capacité théorique totale atteint 242 tonnes de régimes à l'heure, pour un traitement moyen de 484.000 tonnes de régimes par an, ce qui correspond à 58 % de leur capacité théorique annuelle*²⁹¹. Les performances de l'outil industriel ne sont donc que partiellement utilisées²⁹². Un handicap attribué aussi à la pénurie des matières premières qui pourrait expliquer la faiblesse du taux d'extraction avoisinant les 21 %²⁹³. À cela s'ajoutent, les problèmes de saturation en période de pointe (février à avril) qui se soldent par d'immenses pertes de régimes et de profit et par la diminution de la collecte. Ces difficultés résultent d'une part, de la disparité des livraisons mensuelles déterminées par les conditions agroécologiques de certaines zones de production inadéquates à la culture par rapport à d'autres qui le sont comme l'étroite bande du littoral sud²⁹⁴. D'autre part, elles sont liées aux livraisons importantes des producteurs qui, en période de saturation, préfèrent livrer leur excédent d'huile aux huileries à cause de son faible prix de vente²⁹⁵. Celui-ci fixé *par l'arrêté du ministre du Commerce du 8 novembre 2006* était de 450 F CFA/HT²⁹⁶. En 2007, il était de 1200 FCFA²⁹⁷ et en février 2011, il tournait autour de 550 à 600 FCFA²⁹⁸. Même s'il ne tient pas encore compte des prix internationaux d'huile de palme brut (HPB) volatiles qui subissent *des hausses mensuelles de plus de 15% depuis le début de l'année*²⁹⁹, il n'en reste pas moins que cette hausse augmente plus les importations et favorise légèrement l'AGI que

²⁸⁷ Baba Wamé, *Main basse sur le thé camerounais*. Dans, afrikECO.com, Octobre 2002. p1.

²⁸⁸ P. Lebailly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p53

²⁸⁹ Ibid. p53.

²⁹⁰ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p22.

²⁹¹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p47.

²⁹² Ibid. p47.

²⁹³ Ibid. p47.

²⁹⁴ Ibid. p27.

²⁹⁵ Ibid. p48.

²⁹⁶ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p36.

²⁹⁷ Bertille Missi Bikoun, *Production : Résorber le déficit d'huile de palme d'ici 2012*. octobre 2010. p1.

²⁹⁸ Bernard Tchami, *Huile de palme : des opérateurs demandent l'exonération des taxes*. Nouvelle Expression.info. Février 2011. p1.

²⁹⁹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p37.

les petits paysans. En effet, l'AGI qui ne dépend que de 10% de la production paysanne³⁰⁰ et dont les usines sont souvent saturées en période de pointe peut avec la fluctuation des prix, sous-payer ou restreindre l'achat de régimes qui coûte 48 FCFA/kg³⁰¹. Ce qui désavantage surtout le producteur sous-traitant que l'indépendant qui peut écouler sa production auprès des commerçants ou au marché local.

Mais, cette production peut aussi enregistrer des pertes dues aux choix du producteur. En effet, le producteur par mesure de sécurité financière et de sa production, pour cause d'enclavement ou pour éviter le remboursement du crédit et les relations conflictuelles avec les AGI choisit la voie artisanale³⁰². Ce qui explique la croissance de la transformation artisanale à l'intérieur et à l'extérieur des bassins d'approvisionnements des agro-industries³⁰³. Mais à cause des méthodes d'extraction diverses, elle enregistre des taux d'extraction inférieure à ceux de l'industrie; une tonne de régimes équivalent à près de 180kg contre 250 kg d'huile normalement³⁰⁴. En effet, certains producteurs utilisent des presses artisanales, d'autres des moyens plus rudimentaires comme des sacs tissés en fibres synthétiques enroulés autour d'un bâton³⁰⁵. Même si de telles méthodes enregistrent d'importantes pertes d'huiles : entre 2 et 8%³⁰⁶, il n'en reste pas moins qu'elles révèlent la faiblesse de l'état financier du producteur. Une faiblesse des finances peu mentionnée qui permet pourtant de distinguer les méthodes rudimentaires et les difficultés des petits paysans indépendants en comparaison de ceux aidés par les ONG et de ceux des moyens ou gros producteurs. À cause de l'insuffisance de ses procédés de transformation, ce dernier groupe est celui qui a le plus de pertes et qui recourt le plus aux services des AGI à qui il livre une partie de sa production; l'autre issue du verger naturel est destinée aux commerçants. Tel est par exemple le cas de M. Diméné, exploitant d'une moyenne palmeraie qui livre des régimes de palmiers sélectionnés aux AGI et transforme lui-même ses palmiers naturels en une huile rouge qu'il vend ensuite aux commerçants³⁰⁷. Celle-ci *provient principalement de la variété DURA qui existe à l'état sauvage, mais qui est refusée ou décotée par les unités*

³⁰⁰ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p48.

³⁰¹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p36.

³⁰² Bakoumé et al, *Loc. cit.*, Pp 50-53.

³⁰³ Ibid. p50.

³⁰⁴ Ibid. p53.

³⁰⁵ Ibid. p49.

³⁰⁶ P. Lebailly et J. Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p53.

³⁰⁷ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p39.

*industrielles*³⁰⁸. Ceci à cause d'un taux d'acidité élevé qui rend cette huile appréciée par 80 % des habitants de Yaoundé, où elle est perçue comme un produit de terroir au goût spécifique qui le distingue de l'huile rouge industrielle³⁰⁹. Cette préférence souvent mentionnée dans la plupart des études devrait être retenue, selon Cheyns, dans le but d'améliorer les procédés et la sélection variétale³¹⁰.

Par ailleurs, la transformation artisanale soulève un problème peu traité par les auteurs : le transport. Ce moyen reste long et coûteux et pénalise autant l'AGI que le producteur. Il résulte du mauvais état des routes qui représente un sérieux handicap pour la collecte de la production³¹¹. Le manque d'entretien des pistes de collecte par l'État s'est donc répercuté sur les producteurs et les AGI. Les derniers n'entretiennent que leurs routes et ont réduit leur secteur de collecte, comme la SOCAPALM dont les producteurs paient des frais élevés³¹². Les frais englobent le temps d'arrêt du véhicule souvent long, et *varient en fonction de l'état de la route et du moyen de transport utilisé*³¹³. Ce qui pénalise la production d'une huile de palme de qualité qui doit être évacuée et traitée dans les 48 heures après la récolte. Ceci est surtout valable *pour l'agro-industrie, car en transformation artisanale ce délai est un peu moins strict*³¹⁴. C'est certainement pour cela que les producteurs dépourvus de moyens financiers adoptent divers moyens de transport comme leur dos³¹⁵, la brouette, le vélo, la moto ou un véhicule³¹⁶. D'ailleurs l'étude du PACA de décembre 2009 qui s'est penchée sur le cas des producteurs membres d'OP des provinces du centre, est, ouest et littoral, donne un aperçu de la distance parcourue par le produit et son temps de transport. Au centre où l'automobile est plus utilisée, les distances sont longues (13.5 à 79.25 km) pour un temps de transport de 30min à 3h. Il est légèrement bas à l'est (2h30) où seulement 8% de producteurs utilisent la moto et l'auto à cause d'une distance de 57.50km. À l'ouest par contre, elle est plus courte (5.75 à 8.33km), mais la longueur du temps (2h à 5h) incite 25 à 50% de producteurs à utiliser la charrette. Cela n'est pas le cas du littoral où les distances (14km à

³⁰⁸ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p31.

³⁰⁹ Emmanuelle Cheyns, *Le marché d'un produit vivrier issu d'une culture de rente La qualité de l'huile de palme « rouge » sur deux marchés : Yaoundé et Abidjan*. CIRAD 2004. p 2.

³¹⁰ Ibid. p2.

³¹¹ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p35.

³¹² Ibid. p35.

³¹³ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. p76.

³¹⁴ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p21.

³¹⁵ Ibid. p21.

³¹⁶ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. p79.

25.5km) et le temps (20 min à 2h) ainsi que les frais sont relativement bas³¹⁷. Ces chiffres, même s'ils ne donnent qu'un aperçu de la difficulté et du coût de transport d'une minorité de producteurs, il n'en reste pas moins qu'ils permettent de comprendre la faible livraison de leur production aux AGI pendant la période de pointe et leur choix pour la transformation traditionnelle. Une transformation qui permet aux producteurs de faire des économies et fixe la paysannerie en fournissant plus d'emploi contrairement à l'AGI³¹⁸.

La faiblesse de la filière éléicole camerounaise repose aussi sur les rapports tendus entre les différents acteurs. Ceux-ci ne se sont pas améliorés depuis la privatisation puisque, les AGI, qui se sont pourtant engagés à respecter les engagements contractuels envers les producteurs les ont plutôt modifiés. Ils se bornent désormais à *l'achat de la production et à l'organisation de la collecte*³¹⁹ et cela même si les services varient d'un agroindustriel à un autre. Par exemple, la CDC offre toujours ses services d'entretien routier, de collecte ou d'encadrement, alors que la SOCAPALM a rajusté ses services selon sa rentabilité³²⁰. En outre, si la privatisation de la SOCAPALM par SOCFINAL a mis fin à la concurrence dans la zone d'approvisionnement du groupe, elle lui a également permis de resserrer son contrôle sur le remboursement du crédit du producteur et sur sa production surtout lorsqu'elle est excédentaire³²¹. Par contre, l'État plus affaibli est incapable d'entretenir le réseau routier et peine à offrir des services d'encadrement surtout aux producteurs éloignés des zones de collecte³²². Ce qui a certainement favorisé l'émergence d'ONG et la création d'une OP. Les ONG civiles comme Apica et religieuses comme la mission catholique d'Otélé et le Centre de développement Auto-Centré à Sangmélima (CEDAC) essaient de soutenir les paysans malgré des interventions à court terme³²³. Créer pour défendre les intérêts des producteurs, professionnaliser et valoriser l'éléiculture, l'Union des exploitants de palmier à huile (UNEXPALM) n'a pas encore réalisé d'actions marquantes pour attirer plus de membres³²⁴. Des membres toujours marginalisés par des agroindustriels qui se consolident de plus en plus.

³¹⁷ Ibid. p79.

³¹⁸ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p50.

³¹⁹ Ibid. p51.

³²⁰ Ibid. p51.

³²¹ Ibid. p51.

³²² Ibid. p51.

³²³ Ibid. p52.

³²⁴ Ibid. p52.

En somme, les contraintes mentionnées ci-dessus sont celles qui à notre avis expliquent la faiblesse ainsi que le manque de compétitivité de la filière camerounaise qui font l'objet de relance depuis les années 2000 à travers divers rapports. Ceux-ci soulignent les mêmes problèmes et font sensiblement les mêmes propositions : le renforcement de la production et la productivité; l'expansion de la monoculture du palmier à huile; le développement des infrastructures et des unités de transformation; la promotion de la formation; l'établissement des organisations paysannes et d'un système de crédit et de financement ainsi que la transparence de la filière³²⁵. Certains éléments des propositions précédentes figuraient déjà dans les plans quinquennaux qui mettaient l'accent, entre autres, sur l'augmentation de la production et des surfaces qui sont encore les mêmes objectifs à atteindre.

1.3.2 Des enjeux d'augmentation de production élœicole camerounaise et des superficies pour produire du biocarburant?

L'huile de palme appartient à l'ensemble des cultures vivrières et est catégorisée comme une culture structurante³²⁶. C'est-à-dire *celles qui ont un fort enjeu de sécurité alimentaire, de développement de l'agro-industrie et de l'exportation. Elles ont une envergure nationale en matière de consommation et peuvent à terme devenir des cultures de rente*³²⁷. Toutefois, la production élœicole camerounaise bien qu'elle se situe autour de 190 000 t (tableau 2) reste très faible. Pourtant pour la BM, elle offre *d'intéressantes possibilités de croissance des revenus et de la compétitivité commerciale*³²⁸. Son augmentation permettrait *d'améliorer durablement le niveau de vie des paysans*³²⁹ et de répondre à la demande locale et sous-régionale en hausse. Pour atteindre cet objectif, le Projet d'Amélioration de la Compétitivité agricole (PACA) financé par la BM compte mettre en place une série d'actions. Il s'agit d'utiliser 1500 à 2000 ha pour replanter des palmeraies villageoises et les mêmes superficies pour en étendre de nouvelles autour et à l'extérieur des

³²⁵ Bakoumé et al. 2002, Evelyne Fèvre 2002; FAO/NEPAD 2004; Lebailly et Tentchou 2009

³²⁶ République du Cameroun, *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. p21.

³²⁷ Ibid. p21.

³²⁸ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p11.

³²⁹ République du Cameroun, *Rapport d'audit financier et technique des dépenses financées sur ressources PPTE*. Comité consultatif, et de Suivi de la Gestion des Ressources PPTE CCS/PPTE, Exercice 2004. p22.

usines agro-industrielles, en plus de développer des plantations villageoises dans les zones pionnières comme à l'est du pays en valorisant des usines modernes motorisées³³⁰.

Tableau 2 : Évolution de la production d'huile de palme au Cameroun

Année	Production (X 1000 tonnes)
1980	85
1985	102
1990	158
1995	125
2000	140
2001	153
2002	163
2003	162
2004	170
2005	173
2006	176
2007	180
2008	185
2009	195

Source : World Perspectives, MINADER, FAOSTAT, A. Grosse-Rüschkamp et F. H. Mkouonga (2009).

Selon les prévisions, l'huile de palme camerounaise passerait de 248 milliers de tonnes en 2010 à 350 milliers de t en 2015 soit une croissance de 7.1% en 5 ans³³¹. Une augmentation qui offre donc de nouvelles perspectives pour produire du biocarburant et cibler les marchés nationaux et régionaux³³². Selon l'OXFAM, les biocarburants sont *des carburants liquides fabriqués à partir de matériaux organiques, dont la vaste majorité est produite à partir de plantes cultivées. Ils sont habituellement mélangés à des combustibles fossiles pour le fonctionnement des véhicules conventionnels*³³³. On distingue deux catégories de biocarburants : les biocarburants de première génération issus *des céréales, de la betterave sucrière, des graines oléagineuses, de l'huile de palme, des racines et des tubercules* et les biocarburants de deuxième génération issus *des résidus agricoles ou encore des cultures provenant de la production de la biomasse*³³⁴. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la production des biocarburants vise à *garantir la*

³³⁰ Charlotte Cheumani Noudjieu, *Cadre de gestion environnementale du PACA*. p56.

³³¹ Ibid. p16.

³³² Ibid. p22.

³³³ Oxfam, *La pauvreté roule aux biocarburants*, Note d'information Oxfam, novembre 2007. p2

³³⁴ OECD, *Biofuel Support Policies: An economic assessment*. 2008. p15.

sécurité de l'approvisionnement énergétique, d'améliorer l'environnement notamment en atténuant les changements climatiques, de créer de nouveaux débouchés ou de stimuler la demande des produits agricoles, de favoriser le développement régional et de dynamiser l'activité économique³³⁵. La plupart de ces arguments sont repris par les PeD comme la Malaisie et l'Indonésie pour justifier leur participation récente dans la production du biodiesel uniquement destinée au marché européen³³⁶. Ces pays qui ne bénéficient d'aucune subvention ont pourtant produit chacun 0.24 et 0.30 million de tonnes de biodiesel en 2007³³⁷. Leurs gouvernements, s'appuyant sur des projets de biocarburants actuels, prévoient déjà produire 6 millions de tonnes par an, un taux correspondant à la moitié de la production actuelle³³⁸.

Le fait d'augmenter ainsi la production pour satisfaire une demande européenne croissante donne ainsi l'impression que les deux gouvernements, les IFI, les firmes multinationales (FMN) et les banques internationales impliqués dans la production visent la rentabilité. En effet, les uns, selon le *World Rainforest movement* (WRM), rembourseront leur dette et auront accès à des devises étrangères. Les autres engrangeront des profits grâce à *un produit bon marché avec un prix foncier avantageux, des contrôles environnementaux inexistant, des moyens financiers facilement disponibles et d'autres soutiens ainsi qu'un court cycle de croissance*³³⁹. Une telle raison expliquerait aussi l'engagement du Cameroun, onzième pays producteur en 2008 qui produit du biocarburant depuis 2005³⁴⁰. Une production encore réservée aux agro-industries qui ont su profiter du plan du Ministère de l'Agriculture (MINAGRI) de 2001 qui prévoyait l'augmentation de la production à 250 000 tonnes en 2010³⁴¹. Un taux pourtant suffisant pour combler la demande locale et régionale, mais qui va permettre aux 5 grandes exploitations privatisées ou en cours de l'être de continuer d'exporter l'huile de palme vers le Nigéria, la France, l'Italie, l'Indonésie et la Malaisie³⁴². De même, le gouvernement favorable à ce nouveau marché prévoit d'étendre la superficie de 40 000 ha à 110 000 ha en 2015 et d'élargir les réserves de productivité de 1.1 t/ha (...) à 1.5

³³⁵ Ibid. Pp25-26.

³³⁶ P. Thoenes, *Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus*. p4.

³³⁷ OECD, *Biofuel Support Policies: An economic assessment*. p18.

³³⁸ P. Thoenes, *Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus*. p4.

³³⁹ World Rainforest Movement, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. Pp 9-10

³⁴⁰ Sylvestre Tetchiada, *Le biocarburant à partir du palmier à huile menace des populations*. Janvier 2007. p1

³⁴¹ Julien-François Gerber, *Cameroun : les plantations de palmier à huile*. p1

³⁴² Sylvestre Tetchiada, *Le biocarburant à partir du palmier à huile menace des populations*. p1.

*t/ha d'huile de palme brute (...) soit quadrupler la production d'ici 2015*³⁴³. Et ce malgré l'opposition de plus en plus vive des paysans qui reste vaguement mentionnée par la BM, qui fait davantage état des opportunités contradictoires des biocarburants. Selon elle, la production des biocarburants crée de nouveaux marchés pour les producteurs agricoles et requiert moins de coûts technologiques que ceux du carburant classique. Mais la plupart des PeD ne possèdent pas des moyens financiers pour investir dans la technologie actuelle³⁴⁴. Concernant les conséquences environnementales, elle affirme que les avantages liés aux biocarburants pour diminuer les gaz à effet de serre (GES) manquent de clarté, tout comme elle doute des retombées économiques sur les petits producteurs³⁴⁵. Cependant, malgré ces contradictions liées ou créées par la production des biocarburants, la BM loin de la proscrire propose plutôt de définir des politiques publiques pour les biocarburants qui mettraient l'accent sur des réglementations et des systèmes de certification. Elle recommande aussi aux gouvernements *d'évaluer prudemment les bénéfices économiques, environnementaux et sociaux, ainsi que le potentiel en matière de sécurité énergétique*³⁴⁶.

Il ressort de cette première partie que l'État camerounais en appliquant les mécanismes de l'économie de traite - économie valorisant les cultures d'exportations, l'aide extérieure et des mesures d'insertion paysanne dans le marché mondial - a contribué à affaiblir et à déstructurer ses filières agraires comme celle de l'huile de palme. Le modèle en crise a donc été remis en cause. Les réformes instituées par la Banque mondiale et mises en place par l'État camerounais favorisent le développement d'une agriculture commerciale et accordent une grande place au secteur privé en vue de relancer la filière pour en augmenter la production. Toutefois, jusqu'à présent, le modèle réformé ne réussit pas à enrayer les difficultés d'une filière privatisée qui risque encore d'être moins compétitive. Outre l'augmentation de la production qui ne comble pas encore le déficit et qui, semble-t-il, servira aussi à la production du biocarburant, les contraintes de productivité mentionnées ci-haut demeurent, ainsi que celles des finances et des transports. De même, les rapports entre les opérateurs, l'État et les producteurs restent difficiles d'autant plus que les derniers sont

³⁴³ République du Cameroun. *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. p22

³⁴⁴ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2008*. Pp 82-83.

³⁴⁵ Ibid. P83.

³⁴⁶ Ibid. p84.

toujours marginalisés. En plus, leurs choix et moyens de production qui seraient très polluants sont critiqués par divers rapports. Des critiques étonnantes pour des rapports qui reconnaissent pourtant l'absence de données sur ce secteur. Comment peuvent-ils donc évaluer la responsabilité environnementale de la transformation artisanale? De plus, en encourageant la réduction des méthodes de ce secteur, pourquoi ne pointent-ils pas les limites de la transformation industrielle déjà saturée en période de pointe et coûteuse pour le producteur; enregistrant des pertes et produisant une huile rouge moins appréciée par les consommateurs?

CHAPITRE 2

LES ACTIONS MISES EN PLACE PAR LES BÉNÉFICIAIRES

Dans le premier chapitre, nous avons vu que l'augmentation de la production reste l'une des principales priorités. C'est pourquoi de nombreuses actions ont été mises en place pour l'atteindre. Celles-ci figurent autant dans les plans palmiers des années 1960 que dans les politiques de libéralisation des années 1990. Elles ont certes permis la hausse de la production qui avoisine en 2009 les 190 000t (tableau 2), mais elles ont aussi déstructuré la filière de l'huile de palme. C'est donc pour relancer cette dernière et profiter aussi de ses retombées que des stratégies issues des réformes de la BM sont mises en œuvre par les acteurs publics et privés. Ce sont ces stratégies pour le développement de l'agriculture commerciale qui seront analysées dans ce chapitre. Nous verrons donc comment les politiques nationales en faveur du développement de la filière élæicole sont mises en place par les bénéficiaires : l'État, les organisations de producteurs (OP) et les agro-industries (AGI) surtout de SOCFINAL.

2.1 Les actions de l'État camerounais

Afin de relancer l'élæiculture pour pouvoir bénéficier de ses retombées, l'État a participé à un certain nombre de projets qui vont des projets Pépalm, *South West Development Authority* (SOWEDA), Projet de Pôle de développement rural (PPDR) au PACA. Si les 3 premiers ont mis l'accent sur le soutien financier et technique ainsi que

*l'intégration du palmier à huile dans les systèmes de productions familiales*¹, le PACA dont une section concerne l'huile de palme est encore en stade préparatoire. Il vise à *libérer les potentialités des plantations villageoises dans le cadre de partenariat avec les agro-industries*². En d'autres mots, insérer la production des petits producteurs appartenant à des OP à celle des AGI pour augmenter la production nationale et la rendre compétitive. Ces objectifs qui détermineront certainement le prochain plan palmier reposent sur des actions qui visent avant tout l'augmentation de la croissance et la réduction de la pauvreté. Mais, celles-ci ne peuvent être atteintes et générer des retombées que si l'État parvient aussi à surmonter ses handicaps institutionnels et économiques qui minent le développement du secteur.

2.1.1 Des actions pour lutter contre la pauvreté

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la pauvreté est due à une consommation matérielle déficiente, ainsi qu'à l'impuissance et à la marginalisation³. Mais les données de la deuxième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM II) en 2001 révèlent que la notion de pauvreté revêt plus une dimension monétaire⁴. Elle se traduit par un manque de moyens matériels et financiers en vue de combler les besoins essentiels comme l'alimentation, la santé, l'éducation, le logement et les conditions de vie et touche plus les jeunes et les femmes⁵. C'est pour enrayer cet état que la lutte contre la pauvreté se retrouve au cœur des politiques de développement depuis le courant des années 1990. En effet, l'augmentation de la pauvreté dans les PeD et particulièrement au Cameroun résulte de la crise de la dette et de l'échec des politiques d'ajustement⁶. Des causes qui ont entraîné la remise en question de la légitimité des IBW, qui pour y mettre fin ont préparé l'initiative PPTE lancée par le G7 en 1996⁷. L'initiative PPTE a pour objectif de réduire la charge de la dette extérieure d'une quarantaine de pays pauvres dont la dette est considérée comme « non soutenable » après application des mécanismes traditionnels d'allégement les plus favorables (annulation par le Club de Paris de 67 % de la

¹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p52.

² République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p41.

³ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*, Mai 2006. p57.

⁴ République du Cameroun, *DSRP*. p11.

⁵ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p56.

⁶ S. Mouafo, *L'initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté*. p11.

⁷ Ibid. p11.

dette publique commerciale)⁸. Le Cameroun qui a atteint le point de décision en octobre 2000 et le point d'achèvement en avril 2006 a vu ainsi sa dette réduite à 2 445 milliards FCFA⁹. Ce montant inclut également les 705 milliards FCFA prévus du Contrat de désendettement et de développement (C2D)¹⁰. Le C2D est une initiative bilatérale française destinée aux pays ayant atteint le point d'achèvement et marquée dans le budget de l'État comme des fonds du gouvernement camerounais¹¹. Ces fonds servent à *financer les politiques de réduction de la pauvreté définie dans le contrat, et en cohérence avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté*¹², devenu Stratégie de la Croissance et de l'Emploi. Le document qui a un volet participatif comprend un ensemble de stratégie et s'appuie sur le secteur non pétrolier comme l'agriculture pour réduire la dette et lutter contre la pauvreté rurale¹³.

Ainsi, l'agriculture est encore utilisée pour continuer à jouer son rôle d'absorption dans l'économie du pays. Afin de renforcer ce rôle, la SDSR a été mise en œuvre par l'État. Elle vise la compétitivité des cultures de rente et les cultures vivrières pour développer le secteur agricole et rural¹⁴. Le PACA a ainsi été *conçue pour contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté de manière durable*¹⁵. Il a donné lieu à la sélection de 6 filières stratégiques, dont l'huile de palme qui table sur ses avantages comparatifs¹⁶. Ils postulent que *chaque région doit tendre à se spécialiser dans la production pour laquelle elle est la mieux placée, soit du fait des conditions naturelles, soit grâce à sa dotation en facteurs de production*¹⁷. Il s'agit donc pour le Cameroun de se spécialiser non plus sur les 3 filières qui étaient jusqu'alors le socle de son économie à savoir le cacao, le café et le coton, mais sur *six filières à fort potentiel de croissance ciblées*¹⁸. Ce sont les filières riz, maïs, plantain, palmier à huile, porc et volaille¹⁹. L'huile de palme, une des composantes du palmier à huile, bénéficie effectivement d'une forte demande nationale et

⁸ Banque de France, *Rapport Zone franc 2000*. p39.

⁹ République du Cameroun, *Point d'achèvement de l'initiative PPTE : Opportunité pour la relance de l'économie camerounaise après deux décennies de crise économique?* Décembre 2007. p1.

¹⁰ Ibid. p2.

¹¹ Ibid. p3.

¹² Ibid. p3.

¹³ République du Cameroun, *DSRP*. p 39.

¹⁴ Ibid. p 9.

¹⁵ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. P11.

¹⁶ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, Pp25-26.

¹⁷ Gérard Azoulay et Jean-Claude Dillon, *Op. cit.*, p139.

¹⁸ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. P11.

¹⁹ Ibid. p11.

d'un secteur de transformation artisanale dynamique²⁰. Elle dispose d'un meilleur emplacement géographique, des conditions climatiques généralement favorables à la culture, la proximité des marchés régionaux et internationaux, la hausse du prix du baril et l'augmentation de la production du biocarburant, la suppression des taxes à l'importation sur les oléagineux par l'Inde et la faiblesse de l'offre des huiles végétales concurrentes comme le soja²¹. Toutefois, à l'instar des 5 autres filières, la filière éléicole est pénalisée par la faiblesse de ses rendements et ses coûts de productivité élevés²². Des contraintes résultant des handicaps institutionnels et financiers.

2.1.2 Des handicaps institutionnels et financiers

2.1.2.1 Au niveau institutionnel :

Jusqu'en 1986, l'État camerounais à travers les plans quinquennaux est fortement impliqué dans tous les secteurs économiques comme l'agriculture²³. Un secteur dans lequel il est censé permettre le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture moderne²⁴. De fait, ses actions visent le maintien et la consolidation de l'autosuffisance alimentaire; le développement des cultures d'exportation et l'amélioration du niveau et des conditions de vie en milieu rural²⁵. Il s'appuie aussi sur ses organismes et agro-industries pour offrir divers services aux producteurs comme la fourniture d'intrants, de crédits, la production de semences et plants, et l'encadrement²⁶. Toutefois, les résultats restent mitigés à cause d'un processus de planification contrôlé par les autorités publiques, d'une allocation de ressources à des entreprises parapubliques peu performantes, des objectifs ambitieux, mais des stratégies floues et surtout d'un interventionnisme fort et inefficace²⁷. Cet interventionnisme est illustré par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MINADER) et le Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (MINEPIA) dont les spécialités communes

²⁰ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p39.

²¹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. Pp25-26.

²² E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. P28.

²³ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p8.

²⁴ Ibid. p8.

²⁵ Valentine Achanchi et Anne Lothoré, *Loc. cit.*, p1.

²⁶ Ibid. p1.

²⁷ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p5.

dans l'élaboration et la mise en place des politiques agricoles empêchent leur mise en cohérence²⁸.

À partir du milieu des années 1980, le cadre institutionnel change²⁹ notamment avec l'application des politiques de libéralisation et de la NPA en vigueur dès 1990. L'État dont la stratégie s'est essouffée n'est plus capable d'assurer ses fonctions dans le secteur productif³⁰. En accord avec les IBW, il adopte des politiques de libéralisation qui prônent son retrait de la sphère productive et le recentrage de ses activités³¹. Diverses mesures en vue d'implanter un cadre *attractif et sécurisant pour l'économie de marché*³² sont ainsi mises en place. Elles portent sur la déréglementation, les privatisations et une nouvelle législation pour le secteur privé³³. Toutefois, elles ont des résultats insuffisants et cela malgré l'implication du secteur privé dans certaines sphères d'activité comme le secteur productif³⁴.

De plus, loin de profiter de son rôle restreint dans l'élaboration des politiques agricoles pour corriger les difficultés de ses ministères et leur manque de coordination, l'État a au contraire multiplié les organes ministériels. Ce qui a eu pour effet de diminuer les rôles du MINADER et du MINEPIA affaiblis par le contrôle du Ministère de l'Économie et des Finances (MINEFI) *sur les grandes orientations de politiques économiques*³⁵. Les deux ministères *se sont ainsi trouvés totalement impuissants quant à la pression fiscale affectant directement la compétitivité des entreprises et des producteurs du secteur agricole*³⁶. Une pression fiscale à mettre sur le compte de la loi fiscale de 2006 ayant *supprimé l'exonération de la TVA sur les intrants agricoles et le matériel d'élevage*³⁷.

Ainsi l'implication de divers ministères affecte, non seulement, le développement du secteur agricole, mais, montre aussi que l'État ne dispose pas d'un cadre institutionnel adéquat. Un handicap préjudiciable à la filière élœicole, car il fait perdurer les négociations entamées entre UNEXPALM et le gouvernement concernant *la réduction des charges liées à*

²⁸ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. p9.

²⁹ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p9.

³⁰ Ibid. p9.

³¹ Ibid. p9.

³² Ibid. p9.

³³ Valentine Achanchi et Anne Lothoré, *Loc. cit.*, p2.

³⁴ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p9.

³⁵ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. p12.

³⁶ Ibid. p12.

³⁷ Ibid. p12.

*l'importation des engrais (...), facteurs de production les plus importants dans la culture du palmier à huile*³⁸.

2.1.2.2 Au niveau financier : de faibles ressources financières allouées à l'agriculture

Le secteur agricole camerounais reçoit peu de financement en contraste avec son rôle majeur dans l'économie³⁹. Environ 5% des fonds seulement lui sont consacrés alors qu'il contribue à près de 30% au produit intérieur brut (PIB)⁴⁰. Les ressources financières en baisse depuis la période de la crise économique 75/79 sont passées de 17% à 15% entre 1980 et 1984⁴¹. De 53 milliards lors de l'exercice de 86/87, le budget du MINADER n'était que de 26,2 milliards FCFA lors de l'exercice suivant⁴². Malgré cette baisse, ces montants sont de loin supérieurs à ceux accordés au secteur ces dernières années. En effet, lors de *l'exercice budgétaire 2000/2001, le secteur production dont fait partie l'agriculture n'aura reçu que 42 018 millions de FCFA soit 5,36 % du budget national*⁴³. Le tableau suivant montre que le budget du MINADER reste faible, la hausse de 2006 n'étant attribuable qu'aux fonds PPTE. Ceux-ci ont été consacrés à sept projets du MINADER, mais ils restent faiblement utilisés à cause de : *l'inadéquation du système de financement par rapport aux temps forts du calendrier agricole; la lourdeur des procédures de passation des marchés et [celle] des mécanismes de décaissement des fonds PPTE*⁴⁴. Visant à réduire la pauvreté et à améliorer durablement les ressources des paysans, les fonds PPTE en 2004 ont permis, via le programme de développement des palmeraies villageoises (PDPV), la sélection de 3740 producteurs et la formation de 2200 ainsi que la distribution de 240.000 plants à 1600 petits exploitants à raison d'un ha par exploitant⁴⁵.

³⁸ Ibid. p44.

³⁹ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p50.

⁴⁰ Ibid. p50.

⁴¹ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p49.

⁴² Ibid. p49.

⁴³ Ibid. p50.

⁴⁴ Ibid. Pp53-54.

⁴⁵ Ibid. p54.

Tableau 3 : Budgets 2004-2006 du MINADER (en millions de FCFA)

Rubrique	Exercice 2004	Exercice 2005	Exercice 2006
Budget de fonctionnement	24 451	23 451	23 451
Budget d'investissement	3 050	3 050	1 800
Ressources PPTE	-	5 500	7 000
BUDGET TOTAL	27 251	26 501	32 251

Sources : Ondo Manga Tobie, 2006.

Ces petits producteurs ont difficilement accès au crédit contrairement aux AGI et reçoivent très peu d'aide de l'État et des banques commerciales. Ces dernières, dont les services, sont inadaptées aux ruraux n'ont financé que 6% de ménages en 2001⁴⁶. Un faible financement qu'elles attribuent au manque de garanties classiques et au refus des garanties proposées; aux faibles emprunts des ruraux; au remboursement incertain et au risque que présente le secteur⁴⁷. Ainsi, seuls les AGI bénéficient des financements puisqu'elles représentent moins de risque et répondent à leurs critères de profitabilité⁴⁸. Certaines AGI ont toutefois instauré leur propre système de fourniture de crédit et d'accès aux intrants. *La Ferme Suisse et SAFACAM approvisionnent certains planteurs sous conditions (à crédit pour les planteurs réguliers et au comptant pour les autres)*; alors que la SOCAPALM ne fournit les engrais et le crédit qu'aux producteurs regroupés autour d'une OP⁴⁹. Les producteurs qui n'ont donc pas accès à ces soutiens recourent aux coopératives et aux tontines⁵⁰. Concernant les financements externes, l'accès demeure encore plus difficile à cause de nombreuses conditions contraignantes et de la faible mobilisation des ressources qui retardent le lancement des projets⁵¹.

Toutes ces contraintes expliquent donc en partie le sous-financement du secteur agricole camerounais. Un sous-financement que tente de corriger le gouvernement qui a alloué 80.79 milliards FCFA au secteur de la production lors du budget 2010⁵². En plus, la BM par le biais de sa filiale, l'Association internationale de développement (IDA), a accordé un prêt de 60 millions de dollars (30 milliards FCFA) au Cameroun pour le financement du

⁴⁶ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p49.

⁴⁷ Ibid. p49.

⁴⁸ Ibid. p50.

⁴⁹ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p35.

⁵⁰ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p49.

⁵¹ Ondo Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p54.

⁵² Moane Ehindi, *Budget 2010 de l'État du Cameroun : Allocation des enveloppes*. Dans Cameroon Report.com. p1.

*projet de compétitivité agricole (PACA)*⁵³. Une telle somme devrait encore faire augmenter les ressources allouées à l'agriculture. Toutefois, il est encore tôt de savoir si les fonds seront suffisants pour redynamiser réellement le secteur à cause de nombreux besoins des 6 filières. En plus, si l'on tient compte que ces fonds sont soumis à des conditions et qu'ils pourraient être retardés à cause des lourdeurs administratives, le sous-financement risque de perdurer et de retarder la relance de la filière élæicole. Ce qui empêcherait le Cameroun d'atteindre le taux de 10% fixé dans la Déclaration de Maputo de 2003⁵⁴. Un taux qui vise à atteindre les objectifs de croissance agricole, de développement rural et de sécurité alimentaire contenus dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA)⁵⁵.

2.1.2.3 Les contraintes liées à l'accès aux marchés

L'accès aux marchés pour les producteurs et opérateurs reste insuffisant. C'est encore un facteur dominé par de nombreuses contraintes telles le faible réseau de voies de communications, un réseau d'infrastructures désuet, la désorganisation de la filière et la faible capacité de gestion des acteurs⁵⁶. La faiblesse du réseau de communication conduit à restreindre les capacités économiques du pays à cause d'un réseau routier en mauvais état et un réseau ferroviaire faiblement développé⁵⁷. Le premier est handicapé par le manque d'entretien autant de l'État que du secteur privé et par un nombre insuffisant de voies routières⁵⁸. Les plus touchés restent les producteurs se trouvant à l'extérieur des zones de marchés qui font face aux difficultés d'écouler leur production, d'acquérir des intrants⁵⁹ ou de livrer leur production aux usines de transformation comme c'est le cas des régimes de palme⁶⁰. Le réseau ferroviaire reste faiblement développé, car handicapé par de faibles infrastructures et diverses pratiques répréhensibles⁶¹. La faiblesse du réseau d'infrastructures réduit les capacités de stockage et de transformation. Ce qui entraîne des pertes de production

⁵³ Les Afriques, *Le Cameroun à l'heure des grands projets*. N° 103 - 14 au 20 janvier 2010. p12.

⁵⁴ CAADP/NEPAD, *Déclaration de Maputo : où en sont les pays concernés?* Rapport sur les politiques. Juin 2009. p1.

⁵⁵ FAO/NEPAD, *Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT)*. P11.

⁵⁶ Ministère de l'agriculture et du développement rurale, *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. Document travail, janvier 2006. p9.

⁵⁷ FAO/NEPAD, *Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT)*. P17.

⁵⁸ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p52.

⁵⁹ Ibid. p52.

⁶⁰ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p28.

⁶¹ FAO/NEPAD, *Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT)*. P17.

et une forte variation de l'offre et des prix⁶². Quant à la désorganisation de la filière, elle conduit à une absence d'information des acteurs sur les opportunités du marché et donc à une faible circulation de la production⁶³. Celle-ci est également aggravée par la faible capacité de gestion des acteurs, qui non seulement *expose les producteurs aux chocs du marché*, mais aussi entraîne des coûts de commercialisation élevés⁶⁴. Toutes ces défaillances minent la compétitivité des producteurs dont les produits sont concurrencés sur les marchés locaux par des produits importés et empêchent l'intégration sur les marchés mondiaux. Des marchés dont l'instabilité de prix a des incidences sur les exportations⁶⁵.

Ces contraintes auxquelles s'ajoutent la faiblesse de la productivité, les conditions de vie difficiles des ruraux, les problèmes liés à l'emploi, la formation, à la gestion des ressources naturelles et aux financements figurent dans la plupart des rapports. Elles sont normalement prises en compte par les autorités camerounaises et les institutions internationales dans l'élaboration des projets de relance. Ce qui explique l'objectif des actions priorisées par ces acteurs. Actions qui vont faire l'objet de notre analyse dans la partie suivante.

2.1.3 Des actions mitigées pour profiter des retombées de l'huile de palme

Les stratégies sectorielles de développement du secteur rural sont identiques à celles recommandées par les auteurs des divers rapports sur la relance de l'huile de palme. Elles portent sur la modernisation de l'appareil productif, la restructuration du cadre institutionnel, la mise en place d'un cadre incitatif, la gestion durable des ressources naturelles⁶⁶, l'augmentation et partage des revenus⁶⁷. Nous mettrons plus d'accent sur la première action.

2.1.3.1 La modernisation de l'appareil productif

La modernisation de l'appareil productif du palmier à huile vise à accroître la production et la productivité en facilitant l'accès aux facteurs de production que sont le

⁶² PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p52.

⁶³ Ibid. p53.

⁶⁴ Ibid. p53.

⁶⁵ Ibid. p53.

⁶⁶ République du Cameroun, *Document de stratégie de développement rural (version provisoire)*. 2002. p41.

⁶⁷ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p39.

foncier, l'eau et les intrants et en promouvant l'innovation technologique par le renforcement de la recherche et la vulgarisation⁶⁸.

Concernant les actions de l'État pour faciliter l'accès au foncier, même si elles sont encore limitées par des modalités, il n'en reste pas moins qu'elles sont de plus en plus favorables aux producteurs et aux investisseurs. En effet, la législation foncière régie auparavant par le droit coutumier qui considérait la terre comme un bien collectif inaliénable sera profondément modifiée avec les lois coloniales et postcoloniales⁶⁹. Les premières instaurent le concept de terres « vacantes et sans maître » et se caractérisent *par l'attribution de vastes concessions qui permettent la création de plantations avec la protection d'un titre foncier garantissant les droits du propriétaire*⁷⁰. Les secondes, se déroulent en trois étapes : le décret du 9 janvier 1963 [instituant] *le patrimoine collectif du Cameroun* permet à l'État de récupérer les terres « vacantes et sans maître »⁷¹. Mais la résistance populaire le force à procéder à une autre réforme foncière en 1974⁷². Il reste le propriétaire de toutes les terres alors que les collectivités n'héritent que d'un droit d'usage⁷³. Finalement, il renforce son pouvoir sur le foncier avec le décret de décembre 1995. Celui-ci détermine la vocation des terres et leur planification en distinguant le domaine forestier du domaine agroforestier⁷⁴. Le développement économique influence aussi les règles de gestion foncière, par exemple, l'introduction des cultures pérennes transforme la terre en un bien marchand⁷⁵. Une évolution observable dans la région du Sud-Ouest alors que, dans les 4 autres régions (littoral; centre; est et sud) la terre est surtout cédée aux cadres et élites influentes⁷⁶. Toutefois, selon le PNUD, *l'accès et l'usage du capital foncier restent plus préoccupants pour les femmes et les jeunes, à cause notamment des pratiques traditionnelles discriminatoires d'accès à la propriété foncière*⁷⁷. Facteur de production incontournable pour la production de l'huile de palme, l'eau reste très peu abordée dans les divers rapports de relance même si elle fait

⁶⁸ République du Cameroun, *Document de stratégie de développement rural (version provisoire)*. p41.

⁶⁹ J.F Gerber 2008. p12.

⁷⁰ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p56.

⁷¹ Ibid. p56.

⁷² Ibid. p56.

⁷³ Ibid. p56.

⁷⁴ Ibid. p56.

⁷⁵ Ibid. p56.

⁷⁶ Ibid. p57.

⁷⁷ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p47.

l'objet d'un programme qui vise à valoriser le potentiel hydrique⁷⁸. Pourtant certaines plantations de la zone côtière malgré une pluviométrie importante connaissent *un faible déficit hydrique et un faible ensoleillement*⁷⁹.

Concernant les intrants dont les prix sont en hausse depuis 2007⁸⁰, les actions étatiques sont entravées par l'absence des décrets d'application des lois encore en attente⁸¹. Il s'agit de la loi sur les semences de 2001 portant sur l'amélioration de la réglementation et la loi sur les engrais de 2003 appuyée par l'USAID et visant à faciliter les importations et le commerce des engrais⁸². Cette absence à l'origine du laxisme dans la certification des semences, seraient dus au décalage des cadres réglementaires des lois avec la logique de recherche de compétitivité. Ce qui nécessiterait une révision⁸³. Néanmoins, même s'il est difficile de savoir si les actions proposées par la BM redéfinissent les cadres d'application, il n'en reste pas moins qu'elles pénalisent le secteur semencier camerounais. Car, elles préconisent l'amélioration de l'accès aux intrants par la réduction des droits de douane et les taxes sur les services portuaires et le transport⁸⁴. Cette fiscalité rend encore le secteur compétitif et retarde son déclin.

L'action de l'État sur la promotion de l'innovation technologique consiste à renforcer la vulgarisation et la recherche. Pour la vulgarisation, le Programme national de vulgarisation et de recherche agricole (PNVRA) créée en 1988 a pour objectif *d'améliorer la productivité des exploitations agricoles grâce à une recherche agricole opérationnelle et une vulgarisation efficiente*⁸⁵. Il se divise entre la phase d'expansion du programme à l'échelle du pays et de l'intégration de la recherche et celle de la réorientation de ses objectifs⁸⁶. Cela consiste à abandonner la vulgarisation de masse qui visait à soutenir les agriculteurs au profit de la vulgarisation ciblée sur les organisations de producteurs⁸⁷. Celle-ci, à son tour, vise à soutenir *les organisations de producteurs dans la planification et la mise en œuvre de leurs*

⁷⁸ République du Cameroun, *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. P47.

⁷⁹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p27.

⁸⁰ Banque mondiale, *Rapport sur l'agriculture*. 2008

⁸¹ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. P61.

⁸² Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p28.

⁸³ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. P61.

⁸⁴ Ibid. P61.

⁸⁵ Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation, Institut de recherche agricole pour le développement, *Plan stratégique de la recherche agricole Horizon 2008-2012*. Avril 2008. p6.

⁸⁶ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. P59.

⁸⁷ Ibid. p59.

« *micros projets* »⁸⁸. Cette réorientation certes due aux contraintes budgétaires, en réduisant le nombre d'agriculteurs, montre plutôt les limites de la stratégie initiale et celles des agents manquants de formation et incapables de répondre aux multiples besoins. Les lacunes du personnel ont ainsi conduit à leur isolement par d'autres programmes et ONG *qui préfèrent recruter, former et rémunérer leurs propres agents afin de mieux les maîtriser*⁸⁹. Cette stratégie n'améliore pas, non seulement, les investissements humains et ne profite pas au développement durable⁹⁰, mais surtout elle démontre que les différents acteurs mènent des initiatives individuelles, de quoi hypothéquer leurs chances de relancer une filière stratégique. Concernant la recherche, l'IRAD à qui appartient le CEREPAH fournit des semences de base pour le palmier à huile,⁹¹ mais sa production ne répond pas à la demande. C'est certainement, pour corriger cette lacune que l'organisme a mis en place des projets dont l'un vise à *améliorer le rendement du palmier à huile et de sélectionner le matériel d'altitude à haut rendement*⁹². L'autre compte augmenter la productivité des palmeraies et enrayer l'usage du MV de mauvaise qualité en *améliorant qualitativement et quantitativement la production de semences et de la fertilisation du palmier à huile*⁹³. Poursuivant ce même objectif, le programme national de production des semences de palmier à huile amélioré a reçu du gouvernement un investissement d'environ 4 millions de FCFA⁹⁴.

2.1.3.2 La restructuration du cadre institutionnel et la mise en place d'un cadre incitatif

Les actions de l'État pour restructurer le cadre institutionnel et établir un cadre incitatif mettent l'accent sur l'organisation de la professionnalisation des producteurs, l'amélioration de la contractualisation, de la collecte du produit ainsi que des structures du marché⁹⁵. Pour les OP, l'étude menée dans les PV de la zone PACA note que l'UNEXPALM ou la Plateforme nationale des Organisations de Producteurs Agrosylvopastoraux du Cameroun (PLANOPAC) ne bénéficient pas d'un appui adéquat. *Leur rôle et les missions*

⁸⁸ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. p9.

⁸⁹ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p11.

⁹⁰ Ibid. p11.

⁹¹ République du Cameroun, *Plan stratégique de la recherche agricole Horizon 2008-2012*. Avril 2008. p34.

⁹² Ibid. p34.

⁹³ Ibid. p34.

⁹⁴ Patricia Ngo Ngouem, *Cameroun: Dizangue - Voyage dans l'univers du palmier à huile*. p1.

⁹⁵ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p20.

doivent être redéfinis et complétés pour répondre aux besoins des producteurs⁹⁶. Mais au lieu de corriger ces lacunes, le PACA se focalise plutôt sur le développement de leurs capacités pour la négociation, gestion, élaboration des stratégies, dialogue politique, opérations diverses en direction des OP de base⁹⁷. De même, l'étude note que les initiatives de l'État restent peu structurantes et mènent à la dispersion des palmeraies. D'autre part, elles créent des effets nuisibles⁹⁸. Par exemple :

La mise en œuvre de programmes de distribution de plants financés par l'État a entraîné le développement de micro-plantations hors des zones de collecte industrielle, une pression sur l'offre de plants amenant la distribution de plants dits sélectionnés, mais provenant de filières non professionnelles, la distribution par l'État de pressoirs artisanaux peu performants⁹⁹.

2.1.3.3 La gestion durable des ressources naturelles

Les actions de l'État sur la gestion durable des ressources naturelles ne reposent que sur l'organisation et la promotion des initiatives multipartites pour un *développement durable respectueux de l'environnement*¹⁰⁰. Ce qui suppose d'établir une gestion coordonnée et concertée de l'espace rural, de protéger et rétablir les potentiels de production pour leur développement durable et garantir une gestion locale des infrastructures rurales collectives¹⁰¹. L'initiative semble intéressante, mais avec un manque de participation des populations et des fonds insuffisants ou absents, elle semble vouée à l'échec. De même, concernant le rejet des effluents des huileries agro-industrielles, l'État ne propose aucune action concrète pour éviter la pollution de l'air et de l'eau, si ce n'est l'action de la Revue du secteur rural (RSR) pour traiter les effluents d'usine¹⁰². Elle préconise aussi la valorisation des terrains dégradés et la protection des ressources génétiques¹⁰³. Or comment valoriser les sols dégradés si le secteur reste sous-financé? Et comment protéger les ressources forestières si l'on valorise la monoculture? Ne transforme-t-elle pas la faune et la flore?

⁹⁶ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, P54.

⁹⁷ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. p22.

⁹⁸ Ibid. p53.

⁹⁹ Ibid. p53.

¹⁰⁰ République du Cameroun, *Document de stratégie de développement rural (version provisoire)*. 2002. p106.

¹⁰¹ Ibid. p106.

¹⁰² Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p20.

¹⁰³ Ibid. p20.

2.1.3.4 L'augmentation et le partage des revenus

Les privatisations et liquidations d'entreprises d'État depuis 1998 ont fait perdre près de 10 000 emplois au secteur rural¹⁰⁴. Afin de mettre fin à cette tendance, l'État oriente ses actions sur un certain nombre d'activités ainsi que sur l'emploi et la formation, deux secteurs visés également par la BM dans son rapport sur l'agriculture de 2008. La première partie d'actions porte sur la baisse des coûts de transport, l'augmentation des capacités de stockage du secteur artisanal, la valorisation des usines de transformation artisanale performante et la mise à l'écart de celles à proximité des huileries¹⁰⁵. Une mise à l'écart, surtout des unités artisanales performantes, qui mettrait assurément fin à la concurrence et profiterait aux huileries qui pourraient ainsi modifier les prix des régimes. La seconde partie d'actions vise les secteurs emploi et formation. En effet, l'État compte profiter des débouchés qu'offre le secteur éléicole notamment dans l'AGI, les PV, la commercialisation et la transformation¹⁰⁶. Selon Lebailly et Tentchou, il faut consolider le secteur de la savonnerie, seul débouché des AGI¹⁰⁷ confronté depuis 1997 à la pénurie d'huile¹⁰⁸. Ils préconisent également un appui à court terme à la formation des pépiniéristes ainsi que des mesures attractives pour les métiers agricoles, l'organisation du salariat, la réduction du travail saisonnier, la réforme du système de financement et la facilitation de l'accès au foncier aux jeunes¹⁰⁹.

Pour le moment, il est encore difficile d'évaluer les retombées de ces actions sur le pays, aussi nous tournons nous sur les actions du secteur privé.

2.2 Les actions du secteur privé

2.2.1 Les actions des organisations d'appui et des organisations paysannes

Les organisations paysannes sont nées à la suite de la loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 sur la liberté d'association¹¹⁰. Elles se distinguent entre les organisations d'appui (OA) qui sont généralement composées d'ONG impliquées dans le développement rural, des

¹⁰⁴ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. p72.

¹⁰⁵ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p41.

¹⁰⁶ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. p72.

¹⁰⁷ Ibid. p78.

¹⁰⁸ Sephora Kengné, *La pénurie d'huile de palme est pour demain*. p1.

¹⁰⁹ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p78.

¹¹⁰ République du Cameroun, *Document de stratégie de développement rural (version provisoire)*. p51.

organisations de type communautaire qui se réunissent pour satisfaire un besoin social et les organisations professionnelles agricoles (OPA) qui se regroupent selon leurs intérêts économiques¹¹¹.

2.2.1.1 Les organisations d'appui : cas des ONG impliquées dans le développement de l'huile de palme

Les organisations non gouvernementales s'intéressent à l'oléiculture depuis le début des années 1970¹¹². Elles se composent de l'organisation civile Apica¹¹³ et des ONG religieuses comme la Mission catholique d'Otélé, le CEDAC, la Fédération des Églises et des Missions évangéliques du Cameroun (FEMEC) et la Manyu Oil Palm Cooperative Association (MOPCA)¹¹⁴. Leurs objectifs visaient à l'origine à contrer l'exode rural et à développer *la production de corps gras pour l'autoconsommation au sein des exploitations familiales*¹¹⁵. Leurs projets tablent sur la création des palmeraies par l'établissement des pépinières villageoises et des techniques culturales, l'organisation communautaire et le développement agricole comme le défrichage, la valorisation des cultures vivrières et la fourniture du MV¹¹⁶. Même si leurs actions sont à court terme et limitées par de moyens financiers irréguliers¹¹⁷, il n'en reste pas moins qu'elles favorisent le développement des palmeraies et la transformation artisanale. Par exemple, pour la transformation, les ONG mettent en place *des techniques de traitement des régimes en étudiant et en installant des huileries communautaires avec l'aide d'artisans locaux (...) et en diffusant des presses manuelles ou motorisées pour faciliter l'extraction de l'huile*¹¹⁸. L'aide du CEDAC en 2001 dans les régions du centre et du sud a permis de développer des palmeraies sur 2400 hectares¹¹⁹. Sa collaboration avec Apica a permis de créer le GIE OPC (Outils pour les

¹¹¹ Ibid. p40.

¹¹² Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p5.

¹¹³ Ibid. p14.

¹¹⁴ Ibid. p5.

¹¹⁵ Ibid. p5.

¹¹⁶ Ibid. p5.

¹¹⁷ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p52.

¹¹⁸ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p5.

¹¹⁹ Ibid. p28.

Communautés)¹²⁰. Il s'agit d'une PME spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de petits équipements agricoles¹²¹.

2.2.1.2 Les actions des organisations de producteurs : cas d'UNEXPALM

Les organisations professionnelles agricoles sont apparues au Cameroun au courant des années 2000. Il s'agit de l'UNEXPALM créée en décembre 2000, de l'Association des Transformateurs des Produits oléagineux (ATPO) créée aussi la même année et de la PLANOPAC créée en octobre 2007¹²². De toutes les trois OP, l'UNEXPALM est celle qui s'occupe spécifiquement de la filière éléicole, raison pour laquelle nous nous y attarderons davantage.

L'UNEXPALM a été créée par des cadres et de gros producteurs¹²³ pour résoudre leurs difficultés depuis la privatisation de la SOCAPALM et des autres agro-industries œuvrant dans la culture du palmier à huile¹²⁴. En effet, la privatisation a mis fin aux services offerts par les AGI, services contenus dans leur convention d'établissement avec l'État¹²⁵. Ils concernaient le transport, la distribution d'engrais, la transformation de produits, l'aménagement des pistes, etc.¹²⁶. L'UNEXPALM vise donc à défendre les intérêts des producteurs face aux agro-industries, à moderniser la culture du palmier à huile avec des besoins en formation et information pour la recherche de la rentabilité de l'exploitation, et à valoriser la production par le développement de la transformation artisanale et l'extension de l'aire de culture¹²⁷. Elle compte 2000 membres composés d'urbains et des élites locales¹²⁸ qui déboursent chacun 10 000 FCFA en frais d'adhésion et 1000 Frs/ha/an en frais de cotisation¹²⁹. En retour, elle offre divers services qui vont de la mise à disposition des noix de qualité prégermées à la création des unités d'extraction d'huile¹³⁰.

¹²⁰ Ibid. p14.

¹²¹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p34.

¹²² République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p35.

¹²³ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p50.

¹²⁴ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. p43.

¹²⁵ Ibid. p43.

¹²⁶ Ibid. p43.

¹²⁷ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p50.

¹²⁸ Voir la liste établie par Léger Ntiga du Quotidien *Mutations*. Mai 2004 p3.

¹²⁹ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. p44.

¹³⁰ Ibid. p44.

Afin de redynamiser la filière, elle organise des ateliers dans les régions rurales ayant des conditions agroécologiques favorables au développement du palmier à huile et des séminaires réunissant les opérateurs nationaux¹³¹. Son objectif dans le premier groupe est de gagner l'approbation de la paysannerie pour étendre la monoculture dans la forêt. Pour ce faire, elle met de l'avant les retombées économiques de l'élæiculture, mais omet de révéler la difficulté de ses rendements et ses coûts élevés¹³². Dans le second cas, elle prépare avec les opérateurs des stratégies pour combler le déficit national de 50 000 tonnes, accroître la production nationale pour dépasser les quelque 130 000 tonnes d'huile produites en 2007 et satisfaire la demande locale, régionale et mondiale¹³³. Elle collabore également avec le Syndicat national des producteurs d'huile de palme du Cameroun (SNPHPC) composé des 5 compagnies agro-industrielles qui dominent le marché camerounais¹³⁴ et la PLANOPAC. Le partenariat avec le SNPHPC *permet de négocier et fixer à chaque début de campagne les prix d'achat des régimes des planteurs villageois ainsi que d'autres mesures d'accompagnement (approvisionnement en plants sélectionnés et engrais, entretien routier, etc.)*¹³⁵. La collaboration ne s'arrête pas là puisqu'en 2007, les deux organisations ont procédé à l'augmentation du prix du litre d'huile de palme destiné à la consommation qui est passé de 600 à 800 FCFA (0.90 à 1.21 euro)¹³⁶. Une augmentation qui avait déjà donné lieu à un bras de fer entre le Ministère du Commerce et la SOCAPALM en 2007¹³⁷. Ce dernier évoquait la compétitivité asiatique, le coût de l'énergie, la pression fiscale, le mauvais état des routes pour la justifier¹³⁸. La PLANOPAC, dont l'objectif, est *de défendre les intérêts des producteurs et les représenter à travers leurs organisations professionnelles*, ne fournit qu'un appui supplémentaire à l'UNEXPALM¹³⁹. Celle-ci bénéficie aussi *de l'appui du Projet de développement de palmeraies villageoises (PDPV) sous financement PPTE et dont elle est*

¹³¹ Léger Ntuga, *Huile de palme : Ce que peuvent les producteurs locaux*. Quotidien Mutations. Mai 2004. p1.

¹³² Ibid. p2.

¹³³ Louis D. EDZIMBI, *Palmier à huile : le développement de la filière préoccupe*. Cameroon Tribune, Février 2008. p1.

¹³⁴ Cameroon Tribune, *Huile De Palme : Une Réflexion Pour Combler Le Déficit*. Dans Cameroun-one. Mars 2008. p6.

¹³⁵ Ibid. p6.

¹³⁶ Etienne Tassé et Wilfried J. Tankeu, *Biocarburants : De l'huile de palme pour rouler et cuisiner*. p1.

¹³⁷ Leopold Chendjou, *Huile de palme: Bras de fer entre le Mincommerce et la Socapalm*. Dans, Le Messager, Août 2007. p1

¹³⁸ Ibid. p1.

¹³⁹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p35.

le maître d'œuvre¹⁴⁰. Elle est en effet chargée de sa *structuration, sa représentation et sa gestion*¹⁴¹.

Le PDPV I (2003-2008) vise à *améliorer durablement le niveau de vie des paysans producteurs vivant en milieu rural, par une augmentation des revenus stables tirés de la production de l'huile de palme*¹⁴². Il a été mis graduellement en place dans les six provinces, centre, est, littoral, sud, sud-ouest, nord-ouest, où les conditions agroécologiques sont favorables¹⁴³. Il s'agissait de stimuler la culture du palmier à huile auprès de 2300 petits producteurs occupant chacun 1ha; acquérir des unités de transformation pour accroître le taux d'extraction d'huile de palme et améliorer la productivité; faciliter la disponibilité de l'huile de palme pour la satisfaction des besoins alimentaires; promouvoir et consolider l'organisation professionnelle pour défendre les intérêts des paysans et garantir la gestion de la filière¹⁴⁴. Mais les lacunes du projet ont limité les résultats attendus. En effet, le comité consultatif a noté les manquements suivants : le choix du modèle de développement de type familial ne correspond pas avec la conception du projet; l'absence de prise en compte de la durée du projet caractérisée par l'absence de contrat avec le paysan; le manque de visibilité d'UNEXPALM sur le terrain et la faiblesse de l'organisation des activités pour commander, acquérir et stocker les engrais¹⁴⁵. De telles pratiques ont des incidences sur la compétitivité de la filière, la fourniture d'intrants et l'attrait des investisseurs pour la transformation¹⁴⁶. Par conséquent, le comité a préconisé des recommandations pour corriger les lacunes sur la transformation, la contractualisation et la présence d'UNEXPALM, mais surtout pour rendre l'organisation plus crédible auprès des producteurs réticents¹⁴⁷. Pour la transformation, les activités doivent maintenir le modèle de petites plantations regroupées autour d'un bassin de production et conduire à des études pour choisir le meilleur emplacement et le mode de gestion adaptés aux unités de transformation¹⁴⁸. La contractualisation doit permettre de

¹⁴⁰ République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. p44.

¹⁴¹ Cameroon Tribune, *Huile De Palme : Une Réflexion Pour Combler Le Déficit*. p6.

¹⁴² République du Cameroun, *Rapport d'audit financier et technique des dépenses financées sur ressources PPTE : évaluation physico-financière des projets PPTE en cours d'exécution*. Comité consultatif, et de Suivi de la Gestion des Ressources PPTE CCS/PPTE, Exercice 2004. p22.

¹⁴³ Ibid. p22.

¹⁴⁴ Ibid. p22.

¹⁴⁵ Ibid. p24.

¹⁴⁶ République du Cameroun, *évaluation physico-financière des projets PPTE en cours d'exécution*. Pp46-47.

¹⁴⁷ Ibid. 24.

¹⁴⁸ Ibid. p24.

valoriser l'outil industriel, de négocier le prix d'achat des régimes par les huileries et d'organiser l'approvisionnement des planteurs en matériel végétal sélectionné et en intrants agricoles¹⁴⁹. Elle est soumise à condition que le paysan soit membre d'UNEXPALM et qu'il réalise une meilleure palmeraie en appliquant l'itinéraire technique adapté¹⁵⁰. Depuis avril 2010, le projet en est à sa deuxième phase pour une durée de 5 ans. Il vise cette fois à améliorer la transformation surtout des producteurs des zones éloignées et la protection sociale du paysan¹⁵¹. Financé par l'État et les producteurs, le PDPV II :

Se fixe des objectifs de production plus ambitieuse à savoir : structurer et organiser la palmeraie villageoise dans des bassins de production; étendre et améliorer la gestion de la palmeraie villageoise; mettre en place des unités industrielles de transformation des régimes; optimiser l'approvisionnement de ces unités par l'entretien des pistes de collecte et; mettre en place un mécanisme facilitant l'accès au crédit¹⁵².

Toutefois, les objectifs du PDPV II risquent d'être entravés en partie par le retard des fonds PPTE.

Toutes ces faiblesses et conditions expliquent le peu d'engouement des producteurs d'adhérer à UNEXPALM¹⁵³. Des producteurs, dépourvus de moyens financiers et qui ne sont pas encore convaincus des actions de l'organisation¹⁵⁴. Une organisation dont les partenariats surtout avec le syndicat des AGI impliquent une certaine domination de leurs intérêts et montrent aussi que ses actions leur sont plus profitables.

2.2.2 Les stratégies des agro-industries

Les stratégies des AGI sont très peu développées dans les divers rapports, avant de les aborder présentons d'abord les AGI.

¹⁴⁹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p53.

¹⁵⁰ République du Cameroun, *évaluation physico-financière des projets PPTE en cours d'exécution*. p24.

¹⁵¹ Prosper Mimboé, *Cameroun : spéculations autour du palmier à huile*. Dans Africa- info, Mai 2010. p2.

¹⁵² Ibid. p1.

¹⁵³ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p52.

¹⁵⁴ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p52.

Tableau 4 : Capacité de transformation des principales agro-industries

Opérateur	Région	Capacité de transformation des régimes	%
CDC		90 t/heure	31.1
• Mondoni	Sud-Ouest	40 t/heure	
• Idenau	Sud-Ouest	25 t/heure	
• Iloani (projections 2009)	Sud-Ouest	25 t/heure	
PAMOL		30 t/heure	10.4
• Lobe	Sud-Ouest	15 t/heure	
• Mundemba	Sud-Ouest	15 t/heure	
SAFACAM		20 t/heure	6.9
• Edea	Littoral	20 t/heure	
SOCAPALM		134 t/heure	46.4
• Dibombari	Littoral	40 t/heure	
• Mbongo	Littoral	40 t/heure	
• Eseka	Centre	14 t/heure	
• Kienke	Sud	40 t/heure	
Ferme Suisse d'Or		15 t/heure	5.2
• Dehane	Littoral	15 t/heure	
TOTAL		289 t/heure	100

Source : A. Grosse-Rüschkamp et F. H. Mkouonga (2009).

Située dans la région du Littoral la Ferme suisse-PALM'OR dispose de 5.700 ha et d'une usine de raffinage d'une capacité totale de 50 tonnes HPB/jour¹⁵⁸. Mais elle n'utilise que 45 tonnes/HPB/jour et ne reçoit que 20% de la production villageoise¹⁵⁹. Depuis le 1^{er} juillet 2010, l'activité de SPFS est réduite au raffinage d'huile de palme. Les activités agricoles et l'huilerie ont été intégrées à la SOCAPALM¹⁶⁰. La SAFACAM, créée en 1897, cultive des plantations d'hévéa et possède 15.500 hectares, dont 4.700 hectares en palmier à huile¹⁶¹. Son usine créée en 1989 et qui produit de l'HPB dispose d'une capacité de 20 tonnes/heure dont seulement 70% est exploité¹⁶². La CDC est une société d'État partiellement privatisée, créée à l'indépendance pour prendre la succession de la Commonwealth Development Corporation (COMDEV) qui avait été créée en 1947 sous mandat britannique¹⁶³. Ses usines basées dans la région du sud-ouest ne sont ravitaillées que par 5.700t de production villageoise pour à peine 30% d'huile de palme produite (tableau 4). Également située dans la même province, la PAMOL est une société parapublique détenue par l'État (54%), Unilever (10%), la CDC et

¹⁵⁸ Ibid. p29.¹⁵⁹ Ibid. p43.¹⁶⁰ SOCFINAF S.A, Rapport Annuel 2010. p13.¹⁶¹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, p29.¹⁶² Ibid. p29.¹⁶³ Ibid. p28.

les trois agro-industries de SOCFIN qui se partagent 36% des parts¹⁶⁴. Ses deux usines ne produisent que 10% d'huile de palme (tableau 4). Ce qui en fait la plus faible production agro-industrielle. Les 5 AGI ne dépendent donc pas de la production villageoise comme c'est le cas du nouveau venu DK OLMUHLN. Basée aussi au littoral, Ölmühlen est une compagnie composée d'investisseurs allemands et camerounais et ne possède pas de palmeraies¹⁶⁵. Son usine créée en 2008 dispose d'une capacité de produire 60t/d'HPB/jour et dépend entièrement de la production villageoise¹⁶⁶. C'est probablement pour cela qu'elle *prend en charge le prix de transport jusqu'à une distance de 45 km*, au-delà, le producteur débourse 5 FCFA/t/km¹⁶⁷. L'entreprise a signé un contrat de 6 mois avec le Groupement des exploitants de palmier à huile, Edea Sud (GEXPALM) pour une livraison de 1800t de régimes par mois¹⁶⁸. Mais elle ne réussit à transformer que 15% de la livraison¹⁶⁹. Une incapacité qui s'ajoute à sa faiblesse de satisfaire les termes du contrat avec GEXPALM¹⁷⁰.

Il ressort donc que les AGI ont de fortes carences en transformation (tableau 4), attribuables à la vieillesse des palmeraies, à la réduction de l'expansion foncière et de la vétusté de l'outil industriel¹⁷¹ et qui a des incidences sur les rendements. Malgré ces faiblesses, elles bénéficient toujours du soutien des investisseurs et de la BM. En effet, l'institution soutient les AGI à travers le PACA, qui en insérant la production des petits producteurs membres d'OP à celle des AGI pourrait la faire augmenter à des taux appréciables. De sorte que la production agro-industrielle dépendrait davantage de celle des petits producteurs comme c'est le cas en Côte d'Ivoire où elle représente *plus de la moitié de la production traitée*¹⁷². Cependant, l'on ne peut s'empêcher de se demander si cette aide sera suffisante pour redynamiser le secteur le moins dynamique et le plus coûteux? Et si les actions des AGI, que nous allons maintenant présenter, sont complémentaires à celles de la BM?

¹⁶⁴ Ibid. p29.

¹⁶⁵ Ibid. p75.

¹⁶⁶ Ibid. p45.

¹⁶⁷ Ibid. p45.

¹⁶⁸ Ibid. p131.

¹⁶⁹ Ibid. p131.

¹⁷⁰ Ibid. p131.

¹⁷¹ Ibid. Pp54-55.

¹⁷² Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p54.

2.2.2.2 Les actions des agro-industries : cas de SOCFINAL filiale de la multinationale Bolloré

Les stratégies des AGI sont très peu mentionnées dans les rapports concernant le développement de l'huile de palme. Néanmoins, celles qui y figurent visent l'augmentation de la production, mais avec des politiques redéfinies. L'une, par exemple, porte sur la réduction des mesures d'encadrement pour faire suite au désengagement de l'État qui s'est soldé par la liquidation du Fonds National d'Aide au Développement rural (FONADER)¹⁷³. En effet, la disparition du FONADER, *moteur du développement des palmeraies villageoises entre 1978 et 1991*¹⁷⁴, s'inscrit dans la logique des programmes d'ajustement ainsi que par « *ses mauvaises performances financières et son incapacité à mobiliser et recycler l'épargne rurale* »¹⁷⁵. Elle a ainsi mis fin aux soutiens financiers et techniques dont bénéficiaient les producteurs¹⁷⁶. Sa disparition s'est accompagnée de la fin des à la plantation et la réduction des actions de développement envers la petite paysannerie¹⁷⁷. L'échec de l'organisme était déjà prévisible dans les écrits de J.M Éla, dès 1982, puisque ses fonctions de départ avaient changé. Créé pour s'occuper de « l'agriculture, l'élevage, les forêts, la pisciculture, l'artisanat, l'habitat et plus généralement (...) toute action concourant au développement économique et social en milieu rural »¹⁷⁸, l'organisme s'est transformé en organisme de financement utilisé par les autorités en place¹⁷⁹. Il « a créé, sur le plan agricole, un nouveau groupe restreint des privilégiés »¹⁸⁰ en les octroyant des crédits agricoles au détriment de la petite paysannerie¹⁸¹. En changeant sa fonction, il n'est donc pas étonnant que les finances aient chuté. De fait, les agents n'ont désormais pour mission que de *s'assurer de la qualité, des quantités et de bonnes conditions de livraison des produits aux usines, mais ils ne sont*

¹⁷³ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p19.

¹⁷⁴ Ibid. p19.

¹⁷⁵ Hervé Bella, *Agriculture et croissance économique au Cameroun*. Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) - Ingénieur d'Application de la Statistique 2009. p50.

¹⁷⁶ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p19.

¹⁷⁷ Ibid. P20.

¹⁷⁸ Jean-Marc Éla, *L'Afrique des villages*. Paris, Khartala, 1982. p161.

¹⁷⁹ Ibid. p161.

¹⁸⁰ Ibid. p161.

¹⁸¹ Ibid. p161.

plus habilités à prodiguer des conseils pour de nouvelles surfaces¹⁸². Ceux du MINADER n'ont pris le relais qu'occasionnellement et n'ont pas toujours les compétences requises¹⁸³. Par conséquent, l'appui technique n'est plus structuré et les producteurs sont livrés à eux-mêmes¹⁸⁴. Ils conduisent individuellement leur système d'exploitation et certains se font facilement duper par des pépiniéristes peu scrupuleux qui leur vendent du MV de mauvaise qualité¹⁸⁵. Ceux en sous-traitance bénéficient du suivi propre à chaque AGI. D'autres mesures mises en place par le groupe SOCFINAF auquel appartiennent SOCAPALM, Ferme Suisse et SAFACAM, seront aussi appliquées par CDC et PAMOL. Mais avant de les évoquer, présentons d'abord SOCFINAF.

C'est lors de l'assemblée générale du 10 janvier 2011 que le groupe abandonne le nom Intercultures pour celui de SOCFINAF S.A.¹⁸⁶. Cette compagnie luxembourgeoise est « constituée le 22 octobre 1961 et est cotée en bourse de Luxembourg¹⁸⁷ ». Elle gère « un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de près de 90.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique¹⁸⁸ ». Détendue à 61% par SOCFIN, la société mère, SOCFINAF contrôle des compagnies de cultures au Nigéria, Libéria, RDC, Kenya, Côte d'Ivoire et Cameroun. Ici, elle détient 67% d'actifs de Palmeraies du Cameroun (PALMCAM) qui contrôle 63% d'actifs de SOCAPALM, qui à son tour possède 100% d'action de Ferme Suisse¹⁸⁹. SOCFINAF est la filiale détenue à 40% par le groupe français Bolloré, géré par Vincent Bolloré et la famille belge Fabri¹⁹⁰. Le groupe créé en 1822 a toujours appartenu à la famille de l'homme d'affaires français, Vincent Bolloré. Il se place parmi les cinq cents premiers conglomérats du monde. S'il est implanté un peu partout, l'Afrique semble sa terre d'élection, même si elle ne constitue qu'un quart de son chiffre d'affaires officiel (1,4 milliard d'euros sur 6,4 en 2007)¹⁹¹. Le groupe a en effet, profité des privatisations imposées par les IFI dans le cadre

¹⁸² E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p3.

¹⁸³ Ibid. p3.

¹⁸⁴ Ibid. p4.

¹⁸⁵ Ibid. p4.

¹⁸⁶ SOCFINAF S.A, *Rapport Annuel 2010*. p4.

¹⁸⁷ Ibid. p4.

¹⁸⁸ Ibid. p4.

¹⁸⁹ Ibid. p5.

¹⁹⁰ Fanny Pigeaud - QUOTIDIEN Libération, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré Social. En grève, les ouvriers dénoncent des conditions de travail et de vie indignes*. Mars 2008. p1.

¹⁹¹ Thomas Deltombe, *Les guerres africaines de Vincent Bolloré*. Dans, *Le Monde Diplomatique*, Avril 2009. p1.

des PAS pour s'approprier des secteurs clés des économies africaines en général et du Cameroun en particulier¹⁹². Ici, son dirigeant est surnommé « le dernier empereur » à cause de sa mainmise dans la vie politique et économique du pays¹⁹³. Mainmise considérée comme une forme de néocolonialisme ou comme « un État dans l'État » et qui pour certains, pourrait être économiquement fatale pour le pays¹⁹⁴. Elle est marquée dans les secteurs du transport, de la logistique et des plantations¹⁹⁵.

Dans le secteur des transports, le groupe contrôle le domaine maritime et ferroviaire. En effet, il est propriétaire du terminal à conteneurs du plus important port du pays (Douala) où transitent les marchandises destinées aux pays enclavés limitrophes du Cameroun¹⁹⁶. Cette emprise s'étend aussi dans les ports de certains pays d'Afrique de l'Ouest comme Abidjan en Côte d'Ivoire, de Tema au Ghana ou de Tincan à Lagos, au Nigeria¹⁹⁷. Selon Deltombe :

Si les ports africains sont à ce point convoités, c'est qu'ils constituent d'incalculables sources de pouvoir à la fois politique et économique : grâce à eux, douanes obligent, de nombreux États remplissent leurs caisses ; à travers eux aussi, on contrôle, information précieuse, les flux entrants et sortants du continent¹⁹⁸.

Dans le domaine ferroviaire, Bolloré est propriétaire de la Compagnie ferroviaire du Cameroun (CAMRAIL), pour 30 ans¹⁹⁹. Le secteur qui permet de relier le Sud et le nord du pays et qui joue un rôle essentiel dans le désenclavement du Tchad et de la Centrafrique²⁰⁰, reste selon la FAO sous exploité²⁰¹. Pourtant, la stratégie du groupe concernant le transport des marchandises est de bénéficier de meilleurs retours sur investissement résultant de l'augmentation des tarifs et de la fermeture de certaines lignes « non rentables » du transport voyageur²⁰². Concernant la logistique, la multinationale gère la logistique minière de Rio Tinto Alcan, la logistique pétrolière du pipeline Tchad-Cameroun, la logistique « door to

¹⁹² Ibid. p1

¹⁹³ Julien-François Gerber, *Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale*. pp 19-20.

¹⁹⁴ Benoît Collombat, *Les révélations qui fâchent Bolloré*. Les Damnés de la Terre, Avril 2009. p2.

¹⁹⁵ Thomas Deltombe, *Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*. Dans, Le Monde Diplomatique, Avril 2009. p1.

¹⁹⁶ Ibid. p4.

¹⁹⁷ Thomas Deltombe, *Les guerres africaines de Vincent Bolloré*. Avril 2009. p2.

¹⁹⁸ Ibid. p3.

¹⁹⁹ Benoît Collombat, *Les révélations qui fâchent Bolloré*. Les Damnés de la Terre, Avril 2009. p2.

²⁰⁰ Thomas Deltombe, *Les guerres africaines de Vincent Bolloré*. Avril 2009. p2.

²⁰¹ FAO/NEPAD/République du Cameroun, *Programme national d'investissement à moyen terme*. P17.

²⁰² Thomas Deltombe, *Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*. Avril 2009. p4.

door » de Total ainsi qu'un parc en bois par la Société d'Exploitation des Parcs à Bois du Cameroun (SEPBC)²⁰³.

Pour ce qui est donc des plantations, elle a fait l'acquisition de la SOCAPALM en 2000 dans laquelle elle détient 38.75% des actions²⁰⁴ par sa filiale SOCFINAL. Celle-ci contrôle aussi la SAFACAM et la Ferme suisse. Avant la réorientation récente de ses activités pour la culture de l'hévéa²⁰⁵, l'ancienne stratégie de la SOCAPALM reposait sur le choix de meilleurs sites, l'amélioration de l'outil industriel, la réduction des coûts de production et l'augmentation de la production²⁰⁶. Hormis la SAFACAM dont nous ne disposons pas de données, la Ferme suisse, par exemple, avant d'être complètement absorbée par la SOCAPALM et voir ses activités réduites seulement au raffinage²⁰⁷, menait un certain nombre d'activités. Il s'agissait de *la production de régimes, la première transformation en huile de palme brute et deuxième transformation en huile raffinée de sa propre huile brute avec aussi des approvisionnements extérieurs et récemment la production de biocarburant pour ses besoins propres*²⁰⁸. Tandis que pour le gros complexe agro-industriel du Cameroun, la SOCAPALM, la stratégie d'investissement *repose sur le déficit national en huiles végétales, la possibilité d'étendre les plantations et les gains de productivité qu'il est possible de réaliser au niveau de la production et de la transformation*²⁰⁹. Pour ce faire, le groupe a mis en place toute une pépinière de plants de palmiers à huile, construit une usine de transformation et produit du biocarburant depuis 2005²¹⁰. Cette orientation encouragée par l'État suscite par contre colère et protestation au sein de la société civile et des populations rurales pour qui la production du biocarburant est synonyme d'insécurité alimentaire et foncière²¹¹. De même, pour ces communautés la récupération de SOCAPALM par le groupe français réveille des souvenirs douloureux. En effet, celles-ci n'oublient pas les conditions de travail aux allures de travaux forcés qui régnaient dans les plantations soixante-dix ans plus

²⁰³ Ibid. p1.

²⁰⁴ Ibid. p4.

²⁰⁵ SOCAPALM, *Note d'information. POUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE SOCAPALM PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE*. SGBC. PSI, Organisme Conseil de SOCAPALM, Chef de file de l'Opération. 2009. p 36.

²⁰⁶ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p26.

²⁰⁷ SOCFINAL, Société Anonyme Holding. *Déclaration intermédiaire de la Direction 1er semestre 2010*.

²⁰⁸ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p29.

²⁰⁹ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p59.

²¹⁰ Etienne Tassé et Wilfried J. Tankeu, *Biocarburants : De l'huile de palme pour rouler et cuisiner*.p1.

²¹¹ Ibid. p1.

tôt pendant la colonisation, et qui ne se sont pas réellement améliorées²¹². Citant en exemple l'article de Pigeaud intitulé « un Germinal sous les tropiques »²¹³, Deltombe dénonce les pratiques antisyndicales et antisociales du groupe qui ont donné lieu à une grève des travailleurs²¹⁴. Pour terminer, l'article de l'organe de presse en ligne *Talassa* rapporte la toute dernière pratique du groupe concernant l'introduction à la bourse de Douala de la SOCAPALM qui a tout d'une immense escroquerie sur ses nouveaux actionnaires²¹⁵, des allégations réfutées par les principaux concernés²¹⁶.

Il ressort de cela que les actions des acteurs parapubliques visent toutes à augmenter la production pour rendre la filière compétitive et de pouvoir profiter des retombées pour réduire la pauvreté. Or comment réduire la pauvreté si l'on n'implique que les producteurs qui n'appartiennent qu'à des OP? Et que fait-on des autres? Comment réduire un problème si l'on marginalise une grande partie ou réprime ceux qui protestent contre « les travers du ministère de l'Agriculture dans ses missions d'accompagnement des producteurs : corruption, instrumentalisation des paysans, détournements, affairisme »²¹⁷? Et qui dénoncent également « l'inefficacité des solutions qui sont pour l'heure apportées aux vrais problèmes de l'agriculture camerounaise et attirez l'attention sur la baisse continue du niveau de vie des producteurs »²¹⁸. Ne doit-on justement pas les écouter pour apporter des solutions efficaces?

²¹² Thomas Deltombe, *Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*. Avril 2009. p3.

²¹³ Fanny Pigeaud, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré* p1

²¹⁴ Thomas Deltombe, *Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*. Avril 2009. p3

²¹⁵ Talassa, Affaire Socapalm : « Vincent Bolloré a-t-il corrompu la Bourse de Douala et la CMF ? ». Dans, *les Échos des Marchés*. Novembre 2009. p1.

²¹⁶ P. Airault et P. Perdrix, *Bolloré contre-attaque*. Jeune Afrique. Novembre 2009. p1.

²¹⁷ Boris Bertolt, « 37 paysans interpellés à Yaoundé. Le Jour. Mai 2011. p1.

²¹⁸ Ibid. p1.

CHAPITRE 3

QUELS EFFETS SOCIO-ÉCONOMIQUES?

Les chapitres précédents ont montré que le modèle réformé vise plus à renforcer les mécanismes de l'agriculture commerciale qu'à enrayer réellement les difficultés de la filière élœicole, surtout celles des petits producteurs dont on ne dispose pas de données précises hormis celles des membres d'OP des zones du PACA. Celles-ci font état, entre autres, des difficultés de transport, des relations conflictuelles et de l'approvisionnement difficile en intrants¹. Ce qui n'empêche pas la production villageoise d'être dynamique et d'être la cible des projets comme celui du PACA qui compte l'améliorer pour augmenter la production des AGI. Ce secteur peine toujours à satisfaire la demande intérieure et ses visées ne portent plus seulement sur la consommation alimentaire. C'est donc un modèle exclusif dont les stratégies dictées par les institutions financières comme la BM sont appliquées par l'État et le secteur privé. La paysannerie exclue ne constitue qu'un moyen de production qui subit directement les effets de ces stratégies. À ceux-ci s'ajoutent, ceux générés par les accords multilatéraux et bilatéraux et des cours mondiaux volatils qui ont des incidences sur le marché et les prix locaux. Ce qui par conséquent, affecte des retombées de l'huile de palme déjà difficiles à évaluer et n'améliore pas la situation socioéconomique et environnementale du pays et des couches rurales. Tous ces différents facteurs constituent donc l'objet de ce chapitre divisé en 3 parties : les effets des accords multilatéraux et bilatéraux et les effets des cours mondiaux; les incidences sur le marché, la fiscalité, les retombées économiques; les conséquences environnementales, sociales.

¹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p11.

3.1 Les effets des accords multilatéraux et bilatéraux et les effets des cours mondiaux

3.1.1 Les effets des accords multilatéraux : le cas des accords de l'OMC

Depuis 1960, le Cameroun est signataire de nombreux accords multilatéraux et bilatéraux. Il est membre de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) depuis le 1^{er} janvier 1995 et signataire des accords des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP)². Créée en avril 1994 suite au cycle d'Uruguay (1984-1994), l'OMC qui succède à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) est mise en place le 1^{er} janvier 1995³. L'accord signé à Marrakech comprend un mémorandum, des décisions ministérielles et 29 accords, dont celui sur l'agriculture⁴. Ce secteur fortement protégé a bénéficié du soutien des États et a généré d'importants excédents. Ce qui par conséquent a donné lieu à une « guerre commerciale » entre les pays industrialisés⁵. Afin d'*apporter un minimum de discipline aux échanges et aux politiques de soutien [ces pays ont] intégré l'agriculture dans les négociations du cycle d'Uruguay*⁶. L'accord sur l'agriculture en vigueur depuis juillet 1995 est en renégociation depuis janvier 2000⁷. Il vise la libéralisation du commerce des produits agricoles et le renforcement du *rôle du marché dans l'orientation des politiques appliquées; ce qui améliorerait la prévisibilité et la sécurité tant pour les pays importateurs que pour les pays exportateurs*⁸. Il s'articule autour de trois mesures et de normes : l'accès au marché, le soutien interne et les subventions à l'exportation ainsi que l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)⁹. Ce sont ces mesures et normes qui affectent l'agriculture camerounaise.

² Constantin Abena Nguema, Impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun, négociation et mise en œuvre. *Programme Intégré Conjoint d'Assistance Technique*, CNUCED, Février 2006. p7.

³ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales pour l'agriculture au Cameroun*. Dans GRET. Mai 2005. Pp9-10.

⁴ Ibid. p10.

⁵ Ibid. p13.

⁶ Ibid. Pp13-14.

⁷ Ibid. p22.

⁸ Constantin Abena Nguema, *Impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun*. p18.

⁹ OMC, Accord sur l'agriculture. *Acte final de l'Uruguay Round de négociations commerciales de 1986-1994*.

L'accès au marché vise la transparence des niveaux de protection et leur réduction ainsi qu'à faciliter l'ouverture des marchés intérieurs aux importations¹⁰. Toutefois, l'accès aux marchés des pays développés (PD) pour les produits agricoles reste difficile et complexe à cause de l'application des droits de douane qui diffère d'un pays à l'autre¹¹. Par exemple, *la progressivité des droits de douane, l'augmentation des droits au fur et à mesure de la transformation d'un produit, qui protège l'industrie de transformation des pays importateurs, s'appliquent encore dans plusieurs domaines importants de produits* comme les graines oléagineuses¹². Les crêtes tarifaires limitent également l'entrée des produits agricoles dans les marchés du Nord¹³. Celles appliquées par les PD sur les huiles végétales sont de l'ordre de : 77.95 pour les États-Unis, 19.1 du Japon, 74.4 de l'UE et de 18.3 du Canada¹⁴. De telles mesures, par conséquent, freinent les PeD comme le Cameroun qui veulent sortir du cycle de la spécialisation de matières premières et diversifier *leurs structures productives par le biais de la transformation de leurs activités productives*¹⁵.

Par ailleurs, l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) représente un obstacle additionnel pour les échanges agricoles des PeD en général et ceux du Cameroun en particulier. Transformées en barrières tarifaires¹⁶, les normes sanitaires n'empêchent certes pas l'entrée des produits agricoles camerounais dans les PD, mais il n'en reste pas moins que *la moyenne ad valorem des tarifs demeure plus élevée pour les produits agricoles, de l'ordre de 40% pour certains d'entre eux, contre 4% dans l'industrie*¹⁷. Ce qui risque de compromettre les perspectives de développement des exportations camerounaises déjà handicapées par *la contrainte liée au respect des limites maximales de résidus (LMR) de pesticides fixées par la Commission européenne et jugées plus sévères que la référence internationale en la matière (Codex alimentarius)*¹⁸. D'autre part, les produits des pays de la communauté économique et monétaire des États de l'Afrique Centrale (CEMAC) et surtout

¹⁰ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p14.

¹¹ FAO, *Rapport sur les marchés des produits 2001-2002*. Division des produits et du commerce international. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, 2002. p72.

¹² Ibid. p72.

¹³ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p65.

¹⁴ Ibid. p66.

¹⁵ Hakim Ben Hammouda et Nassim Oulmane, *Les négociations agricoles dans le cycle du développement de Doha*. Dans *L'Afrique et les négociations agricoles*. Commission économique pour l'Afrique, Maisonneuve et Larose, 2005. p167.

¹⁶ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p17.

¹⁷ Constantin Abena Nguema, *Impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun*. p50.

¹⁸ Ibid. p52.

du Cameroun dont les exportations agricoles avoisinent les 70%¹⁹, risquent d'être davantage marginalisés²⁰.

Le soutien interne concerne les catégories d'aides regroupées autour de 3 « boîtes » dont les effets de distorsion sont plus ou moins importants sur les échanges²¹. Il s'agit de la boîte verte, la boîte bleue et la boîte orange²². La « boîte verte » dont les PeD demandent le plafonnement des aides, pour l'instant illimitées, regroupe *des aides, qui n'ont pas ou ont peu d'effets de distorsion*²³. Les aides de la « boîte bleue », dont seule l'Union Européenne (UE) a encore recours²⁴, *sont en partie «découplées» et sont attribuées aux producteurs dans le cadre de programmes de limitation de la production*²⁵. Ayant pour objectif de baisser les excédents agricoles²⁶, *elles ne sont pas soumises à des engagements de réduction et ne peuvent pas être augmentées*²⁷. Quant aux soutiens de la « boîte orange » ou mesure globale de soutien (MGS), ce sont des mesures de soutien aux prix élevés qui assurent des revenus aux producteurs, ils contiennent des aides à réduire qui faussent le commerce²⁸. En 2002, les Européens ont supprimé l'aide spécifique aux oléagineux pour *une aide directe à l'hectare alignée sur le paiement des grandes cultures*²⁹. Les Américains, producteurs d'huile de soja concurrente de l'huile de palme, utilisent le « *marketing assistance loan program* »³⁰. Il s'agit d'un *programme de prêts publics du ministère de l'Agriculture (...) basé sur un prix garanti, assimilable au montant unitaire du prêt (« loan rate »)*³¹. Ces soutiens dont bénéficient les agriculteurs américains constituent selon Montfort, des subventions indirectes à l'exportation. *Elles déconnectent le producteur américain des prix mondiaux et limitent les risques liés aux variations de prix*³². Cependant, depuis 2002, dans un contexte d'augmentation des prix du

¹⁹ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p23.

²⁰ Emmanuel Douya, Bénédicte Hermelin, Vincent Ribier, *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et Sao Tomé et Principe d'un Accord de partenariat économique avec l'Union européenne*. Paris, Gret, mars 2006. Pp65-66.

²¹ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p15.

²² Ibid. p15.

²³ Ibid. p15.

²⁴ Jean Marie Warègne, *l'OMC après Seattle: le chantier inachevé*. Dans *Courrier Hebdomadaire* n° 1712-1713, 2001. p31.

²⁵ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p16.

²⁶ Jean Marie Warègne, *Loc. cit.*, p31.

²⁷ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p16.

²⁸ Ibid. p16.

²⁹ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p70.

³⁰ Ibid. p71.

³¹ Ibid. p71.

³² Ibid. p71.

soja et de prix garantis restés stables, le niveau des aides versées au titre de mécanismes basés sur les prix a diminué³³. Par ailleurs, Européens et Américains subventionnent toujours leur agriculture pour produire du biocarburant. Les Européens, par exemple, ont mis en place d'importantes mesures pour produire le biocarburant issu de l'huile de colza³⁴. Il s'agit des mesures incitatives à la consommation et à la production qui vont des subventions directes comme l'aide aux cultures énergétiques (ACE) mise en place dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) en 2003, aux subventions aux intrants ou à la prime verte³⁵. Ces mesures stimulent ainsi la compétitivité du colza qui produit environ 84% de biocarburant loin devant les 13% du tournesol, les 2% du soja et autres huiles et du 1% de l'huile de palme³⁶. Cette forte production qui nécessite tout de même des coûts de production très élevés a entraîné l'augmentation d'environ 2.5 millions de tonnes d'huiles alimentaires importées pour combler le déficit en huile de colza³⁷. L'augmentation d'importations d'huile pour l'Europe s'est répercutée surtout sur l'huile de tournesol dont les prix mondiaux ont considérablement augmenté ces dernières années³⁸. Ces subventions que l'OCDE justifie pour leur effet sur la réduction des GES³⁹ ont sans aucun doute des incidences sur les cours mondiaux. Elles touchent les 3 catégories d'aides et vont continuer d'augmenter, ce qui nous fait douter des effets des accords sur la mesure concernant la réduction des soutiens.

Amin et Founou qui distinguent plutôt 4 types de « boîtes » : rouge, orange, bleue, verte, au lieu de 3 considèrent qu'elles *constituent une seule, qualifiée à juste titre de « boîte noire »* dont l'effet est le même sur la production, le volume et son efficacité, et les prix⁴⁰. Ils prennent en exemple l'aide alimentaire pour illustrer leur propos. Classée dans la catégorie verte, l'aide alimentaire malgré la disposition de l'OMC⁴¹ garantit aux pays industrialisés comme les États-Unis qui en 2002 fournissaient 56% de l'aide alimentaire mondiale un autre débouché pour sa production agricole⁴². Utilisée, en période de baisse de prix des denrées et

³³ Ibid. p72.

³⁴ P. Thoenes, *Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus*. Pp5-6.

³⁵ OECD, *Biofuel Support Policies: An economic assessment*. 2008. Pp27-28.

³⁶ P. Thoenes, *Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus*. p5.

³⁷ Ibid. p6.

³⁸ Ibid. p6.

³⁹ OECD, *Biofuel Support Policies: An economic assessment*. 2008. p25.

⁴⁰ Bernard Founou-Tchuigoua et Samir Amin, *Soutiens publics et protection des agriculteurs*. p4.

⁴¹ Elle vise à prévenir le contournement des engagements en matière de subventions à l'exportation au moyen de transactions relevant de l'aide alimentaire. (Cf. Warègne p37).

⁴² Bernard Founou-Tchuigoua et Samir Amin, *Soutiens publics et protection des agriculteurs*. p4.

réduite en période de forte hausse de prix et de la demande, semble-t-il, pour aider la production nationale des pays bénéficiaires⁴³, elle est remise en question par l'UE et le groupe Cairns⁴⁴. Pour eux, il s'agit d'une *manière détournée pour les États-Unis d'accorder des subventions à l'exportation et d'écouler plus facilement leurs excédents*⁴⁵. Ce qui crée des effets de distorsions sur les marchés mondiaux⁴⁶. De fait, l'UE propose de la délier et la rendre gratuite ou l'utiliser qu'en cas de catastrophe humanitaire, en confier la gestion aux agences onusiennes et la notifier auprès de l'OMC⁴⁷.

Hormis l'aide alimentaire, les taxes différentielles à l'exportation sont aussi considérées comme des subventions par Montfort et Warêgne alors que ce n'est pas le cas de l'OMC pour qui *il n'existe pas de transfert direct de l'État vers le secteur privé*⁴⁸. Pouvant prendre la forme *d'assurance à l'exportation et de garantie de crédits à l'exportation*⁴⁹, ces taxes sont pourtant utilisées par l'Argentine et la Malaisie, respectivement pour leurs exportations de tourteaux de soja et d'huile de palme⁵⁰. De même, leur faible imposition à l'exportation favorise l'accès aux marchés étrangers des produits transformés⁵¹. Ce qui renforce, par exemple, la compétitivité de l'huile de palme malaisienne par rapport à celle du Cameroun, dont les producteurs, depuis le désengagement de l'État ne bénéficie toujours pas de soutien financier⁵², malgré les différents projets mis en place pour relancer la filière élœicole.

Les subventions aux exportations sont largement utilisées par l'UE, l'Australie et les États-Unis. Ce sont elles ainsi que les soutiens de la « boîte orange » qui faussent davantage le commerce. Et cela malgré le fait qu'elles sont soumises à une limite *et à des engagements de réduction annuelle pendant toute la période de mise en œuvre*⁵³. Elles permettent à un pays d'exporter ses produits agricoles à des prix inférieurs à ceux existant sur son marché

⁴³ Jean Marie Warêgne, *Loc. cit.*, P37.

⁴⁴ Le groupe Cairns soutient peu son agriculture et penche pour sa libéralisation complète. Il est composé : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Fidji, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande, Uruguay. (Cf. Hakim Ben Hammouda et Nassim Oulmane, p166).

⁴⁵ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p73.

⁴⁶ Ibid. p73.

⁴⁷ Ibid. p73.

⁴⁸ Ibid. p74.

⁴⁹ Jean Marie Warêgne, *Loc. cit.*, p35.

⁵⁰ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p74.

⁵¹ Ibid. p74.

⁵² Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p67.

⁵³ Jean Marie Warêgne, *Loc. cit.*, P32.

intérieur⁵⁴. Elles favorisent donc le « dumping »⁵⁵. Pour l'enrayer, le Cameroun, qui subventionne très peu ses exportations, applique des dispositions législatives contenues dans la loi n° 98-12 du 14 juillet 1998 de l'OMC *relative au dumping et à la commercialisation des produits d'importation subventionnés*⁵⁶. Cependant, au regard des chiffres avancés par Alpha et Douya nous pouvons supposer que la loi protège difficilement la production nationale, car le Cameroun n'impose qu'un taux de 10%, bien en deçà des 30% de la CEMAC⁵⁷. Et avec les accords ACP, ce taux risque de baisser davantage et donc de ruiner les efforts de relancer la production nationale.

3.1.2 Les effets des accords bilatéraux : le cas des accords ACP

Les Accords de partenariat économique (APE) visent à se conformer aux principes régissant le GATT : la clause de la Nation la Plus favorisée (NPF), la clause du traitement national et la réciprocité⁵⁸. La clause NPF *dispose que tout pays doit accorder à l'ensemble de ses partenaires commerciaux le traitement qu'il accorde à « la nation la plus favorisée » (c'est-à-dire, à laquelle il accorde le traitement commercial le plus favorable)*. Ensuite, la *clause du traitement national dispose que les produits importés doivent être traités de la même manière que les produits locaux*. Finalement, la réciprocité stipule que *chaque pays s'engage à accorder des avantages commerciaux équivalant à ceux que lui consent un pays partenaire*⁵⁹.

Ces accords s'inscrivent dans le cadre de l'accord de Cotonou conclu en juin 2000 entre l'UE et les pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP). Il a pour finalité l'établissement d'une zone de libre-échange (ZLE)⁶⁰. D'abord rejeté par les pays africains, l'APE intérimaire a finalement été signé par la Côte-d'Ivoire et ensuite par le Cameroun en janvier 2010 pour éviter la taxation de ses exportations en Europe selon le gouvernement⁶¹. En effet, le pays n'est pas considéré comme un des PMA (pays moins avancé) et ne bénéficie donc pas de

⁵⁴ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p16.

⁵⁵ Bernard Founou-Tchuigoua et Samir Amin, *Soutiens publics et protection des agriculteurs*. Pp5-6.

⁵⁶ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p68.

⁵⁷ Ibid. p59.

⁵⁸ E. Douya et al, *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et Sao Tomé et Principe* p45.

⁵⁹ Ibid. p45.

⁶⁰ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p76.

⁶¹ Les Afriques, *APE : le Cameroun signe*. Dans Journal de la finance africaine. Février 2009. p1.

l'Initiative qui leur est destinée. Celle-ci *constitue le régime commercial le plus favorable puisque totalement libre de douanes et de quotas*⁶². Pourtant, les accords d'un APE pour les échanges du Cameroun vers l'UE comptent plus d'inconvénients que d'avantages. Comme le rappelle Montfort, le système communautaire de préférences facilite déjà l'accès de nombreux produits comme l'huile de palme au marché européen⁶³ excepté pour la banane et le sucre⁶⁴. En revanche, la forte concurrence des importations oléagineuses d'Asie et d'Europe s'accompagne d'un double risque de pertes des parts de marchés locaux et régionaux pour le Cameroun⁶⁵. *De janvier à septembre 2008, les importations d'huile raffinée au Cameroun ont atteint 27 600 tonnes pour une valeur totale d'environ 11 milliards de FCFA*⁶⁶.

Par ailleurs, en tant que membre de la CEMAC, le Cameroun profite depuis 2002 d'un tarif extérieur commun (TEC) élevé qui permet de restreindre les importations en provenance de pays tiers⁶⁷. Le taux de protection des importations d'huile de soja dans la zone CEMAC est ainsi de 30%⁶⁸. *C'est grâce à ce niveau de protection important que l'huile de palme camerounaise est consommée localement et que les pays peuvent limiter leurs importations et protéger les filières locales*⁶⁹. Or dans les faits, ce taux reste négligemment appliqué puisque le taux consolidé sur les produits agricoles est de 80% et le taux NPF sur l'huile de soja de 10%⁷⁰. Ce faible taux risque donc avec la mise en œuvre des accords APE, porter gravement préjudice aux filières locales ainsi qu'aux productions paysannes déjà en proie à de nombreuses difficultés. D'autre part, l'État risque d'être plus affaibli notamment à cause des pertes en recettes douanières⁷¹. Des pertes s'élevant environ à 175 milliards de FCFA (...) sur un total de recettes douanières de 350 milliards en 2003⁷². De plus, la baisse de protections douanières requise par la BM pour améliorer l'accès aux intrants et à l'équipement de plantations performant⁷³ risque de profiter aux agro-industries. Elles qui *développent le*

⁶² Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p37

⁶³ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p76.

⁶⁴ Emmanuel Douya et al, *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et Sao Tomé et Principe*. Pp83-84.

⁶⁵ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p59.

⁶⁶ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p68.

⁶⁷ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p75.

⁶⁸ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p59.

⁶⁹ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p75.

⁷⁰ Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales*. p64.

⁷¹ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p77.

⁷² Ibid. Pp77-78.

⁷³ Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. P69.

raffinage et le conditionnement d'huiles végétales importées à bas prix sur le marché mondial. Ces huiles [vont dès lors], concurrencer les huiles locales et profiter ainsi à la SOCAPALM qui importe de l'huile brute de palme d'Indonésie⁷⁴.

3.1.3 Les effets des cours mondiaux : la volatilité des prix

Les cours internationaux des oléagineux sont très instables⁷⁵. D'après la CNUCED, *l'indice d'instabilité, soit l'écart type d'écarts par rapport aux tendances est supérieure à 10%⁷⁶*. Cette instabilité est due à *la volatilité à court terme des prix liée à des chocs exogènes perturbant l'offre et à la baisse tendancielle des prix due à la surabondance structurelle et l'inélasticité de l'offre agricole⁷⁷*.

⁷⁴ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p78.

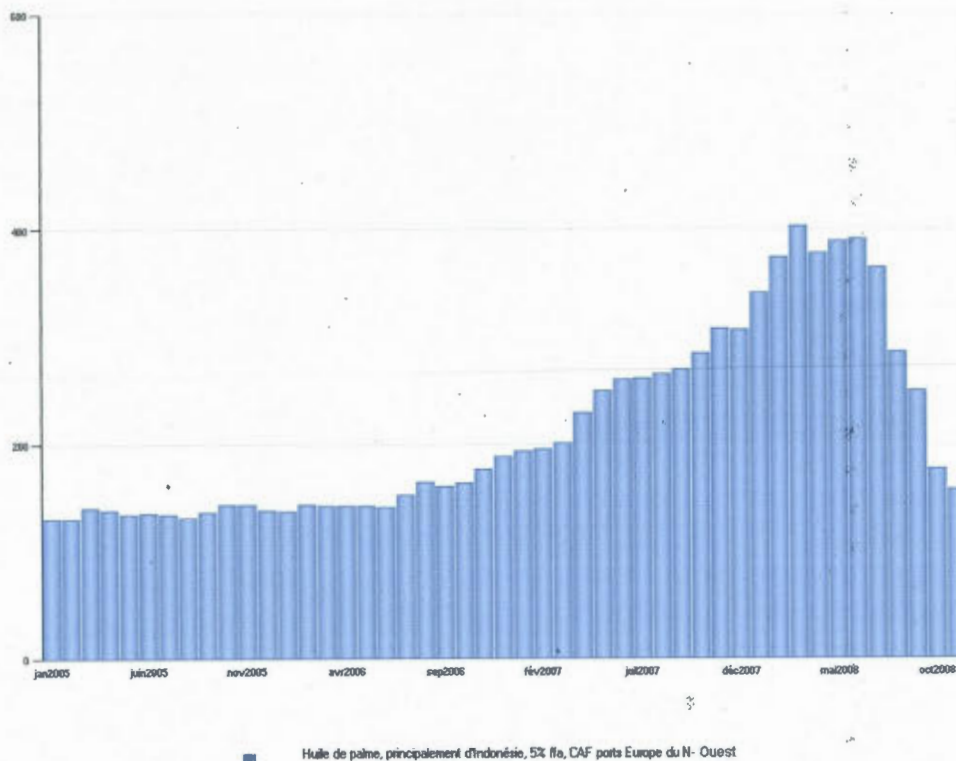
⁷⁵ Ibid. p79.

⁷⁶ Ibid. Pp79-80.

⁷⁷ Ibid. p79.

Figure 1 :

Moyennes mensuelles des indices de prix sur le marché libre (2005-2008)
Indicateur (Indices des prix 2000=100)



Source : Bulletin des prix des produits de base de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 2009

D'après ce graphique, de 2005 à 2006 les cours ont été stables, mais dès 2007 la tendance s'est inversée à cause de la forte demande en oléagineux des pays industrialisés⁷⁸. Après la relative accalmie d'octobre 2007, les cours sont de nouveau à la hausse dès les premiers mois de l'année 2008. En effet, l'huile de palme a atteint une moyenne de 1.170 \$/Mt sur les 7 premiers mois avec un pic de 1.285 \$/Mt au cours de la semaine du 13 mars 2008⁷⁹. Par la suite les cours d'huile ont de nouveau baissé, mais dès 2009 les cours d'huile de palme surtout ont augmenté⁸⁰. Durant 4 mois le cours de l'huile de palme brute en position CIF Rotterdam est passé de 562 \$/Mt à 820 \$/Mt (première semaine de mai), soit un bond de plus de 46% en 4 mois alors que l'ensemble des autres huiles végétales poursuivait une

⁷⁸ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p65.

⁷⁹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p24.

⁸⁰ Ibid. p24.

*tendance baissière ou stagnaient*⁸¹. La première cause est attribuable aux fluctuations du prix du pétrole revenu à 60\$ le baril qui ont entraîné la hausse des investissements des multinationales dans les palmeraies industrielles en vue de produire du biocarburant⁸². La seconde concerne la baisse des stocks de la Malaisie et de l'Indonésie causée par la hausse de la demande et la baisse des stocks prévus⁸³. La ré-application des taxes à l'exportation par l'Indonésie et la suppression des taxes à l'importation par l'Inde ainsi que la faiblesse de l'offre des autres huiles végétales (soja, tournesol et colza) constituent les autres éléments⁸⁴. D'autres facteurs entrent également en compte : les changements de politiques et d'environnements institutionnels, l'offre excédentaire, l'intégration verticale accrue le long des chaînes de valeur des matières premières, la faible réaction de la demande par rapport aux changements de prix des produits de base et le climat incertain⁸⁵. À cela s'ajoute, le financement par la BM des projets d'augmentation de la production depuis les années 1960 intégré aux Programme d'ajustement structurel agricole (PASA) des années 1980-1990 et les subventions à l'exportation⁸⁶. Tous ces facteurs qui ont des incidences sur les prix des matières premières comme l'huile de palme se répercutent sur les pays agricoles comme le Cameroun. Ces incidences sont d'ordre microéconomique et macroéconomique⁸⁷. Les premières ne permettent pas d'anticiper les choix productifs, freinent l'investissement et instaurent une situation de risque pour le producteur⁸⁸. Pour celui-ci, en effet, la volatilité des prix est source d'instabilité, de diminution progressive de revenus et d'incertitudes en matière de planification et d'investissement⁸⁹. Les secondes ont surtout des répercussions sur les gouvernements des PeD, car l'instabilité des prix complique la gestion des stratégies de développement du fait des recettes à l'exportation irrégulières et cause de l'instabilité concernant des réserves de devises étrangères⁹⁰. Ce qui par conséquent, *affecte la capacité de ces pays à faire face aux chocs climatiques et externes, à se diversifier et à améliorer leurs*

⁸¹ Ibid. p24.

⁸² Ibid. p25.

⁸³ Ibid. p25.

⁸⁴ Ibid. p25.

⁸⁵ South center, *Loc. cit.*, Pp14-15.

⁸⁶ Jacques Berthelot, *Agriculture, talon d'Achille de la mondialisation: clés pour un accord agricole solidaire à l'OMC*. L'Harmattan, Paris, 2001. Pp316-317.

⁸⁷ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p79.

⁸⁸ Ibid. p79.

⁸⁹ South center, *Loc. cit.*, p10.

⁹⁰ Ibid. p10.

*performances en matière d'exportations, et les expose au risque d'endettement*⁹¹. Bien plus, ces pays tributaires des produits de base sont par ailleurs importateurs nets de produits alimentaires, les changements de leurs termes de l'échange ont des répercussions sur leur capacité à se procurer des aliments importés et sur leur sécurité alimentaire⁹². De telles difficultés développent des conditions propices à une instabilité politique⁹³. Les émeutes de la faim qu'a connues le Cameroun en février 2008⁹⁴ ont failli ainsi déboucher sur une telle situation.

Ce qui mène à dire que la filière élæïcool camerounaise n'est plus entièrement vivrière surtout avec les objectifs de production intégrés dans les récents programmes de relance de filières. Pourtant cette perception de l'huile de palme sous l'angle vivrier depuis le retrait de l'État des activités productives persiste et influe encore négativement sur les choix des bailleurs de fonds et des décideurs⁹⁵. Elle ne prend pas en considération de nombreux facteurs tels que : le statut d'importateur d'oléagineux du Cameroun, la part importante de la production villageoise dans celle des AGI, l'augmentation croissante des moyens et gros producteurs se spécialisant dans l'élæiculture, les pertes des rendements issus de la transformation artisanale et l'impact écologique né de la production et de la transformation artisanale⁹⁶. À cette perception économique imparfaite s'ajoute

une sous-estimation de la contribution financière de la filière structurée aux finances de l'État. (...) la TVA sur la seule première transformation (Huile brute de palme) représente 17.6 milliards F CFA. Le développement non programmé d'unités artisanales lui faisant perdre par ailleurs non seulement la TVA non perçue sur les 30.000 Mt d'HPB commercialisée (2.6 milliards F CFA), mais également la TVA sur les pertes d'huile due aux faibles rendements qui peuvent être considérées comme équivalentes⁹⁷.

Il ressort de cela donc que les facteurs internationaux, autant les accords que la volatilité des prix, ont des effets non négligeables sur la filière ainsi que sur l'État et les producteurs. Qu'en est-il alors de leurs incidences sur le marché intérieur et la fiscalité? Et quelles en sont surtout les retombées économiques?

⁹¹ Ibid. p14.

⁹² Ibid. p14.

⁹³ Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p79.

⁹⁴ Dorothee Ndoumbé, *Cameroun : un an après les émeutes de la faim, rien n'a changé*. Dans, Afrik.com. février 2009.

⁹⁵ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p22.

⁹⁶ Ibid. p23.

⁹⁷ Ibid. p23.

3.2 Quelles incidences sur le marché intérieur et la fiscalité et quelles retombées économiques?

3.2.1 Le marché intérieur et la fiscalité

L'huile de palme brute (HPB) est la plus consommée sur le marché intérieur camerounais loin devant l'huile de palme raffinée et l'huile de coton⁹⁸. *Les niveaux de consommation varient entre 10 et 18 kg d'huile/tête/an*⁹⁹. Une enquête menée entre 1999 et 2000 dans 4 villes : Douala, Yaoundé, Mbalmayo et Ebolowa révèle que sur 150 produits alimentaires, l'huile de palme occupe la 7e place avec 2.5% de dépenses alimentaires¹⁰⁰. Même si elle reste encore faiblement consommée surtout dans les 3 autres villes que celles de Douala, l'huile de palme raffinée progresse dans les modes de consommation des familles les plus aisées et les plus démunies. En effet, les plus aisées allouent 0,30% de leur budget contre 0,20% des familles pauvres¹⁰¹. De plus, tablant sur ces 4 villes, les auteurs estiment que *la demande intérieure d'huile rouge serait de l'ordre de 60.000 t/an, satisfaite en partie par la production du secteur moderne, en partie par celle du secteur artisanal*¹⁰². Cette forte demande donne ainsi lieu à une *forte compétition entre les savonneries industrielles et artisanales, les unités de raffinage ou de fractionnement, les consommateurs d'huile brute*¹⁰³. Ces opérateurs se ravitaillent surtout auprès du secteur industriel dont la qualité d'huile convient à divers usages¹⁰⁴. Alors que l'huile du secteur artisanal qui ne dure pas longtemps à cause de son taux d'acidité important et de sa forte teneur en eau et en fibres est vendue aux commerçants locaux et aux savonneries¹⁰⁵. Les productions des deux secteurs n'arrivent donc pas à combler *les besoins nationaux en huile de palme se situant à 310 000 tonnes, soit un déficit de 110 000 tonnes* selon l'UNEXPALM¹⁰⁶. De fait, les pénuries sont durement

⁹⁸ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p54.

⁹⁹ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p69.

¹⁰⁰ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p54.

¹⁰¹ Ibid. p55.

¹⁰² Ibid. p55.

¹⁰³ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p11.

¹⁰⁴ Ibid. p11.

¹⁰⁵ Ibid. p11.

¹⁰⁶ Bernard Tchami, *Huile de palme : des opérateurs demandent l'exonération des taxes*. Nouvelle Expression, Cameroun Actu. Février 2011.

ressenties par la population qui doit faire face à de fortes augmentations de prix¹⁰⁷. Les usines de transformation, elles, ralentissent leurs activités et réduisent leur main-d'œuvre¹⁰⁸. Cette situation favorise le recours aux importations d'huiles végétales. Elles tournent autour de 15000t/an¹⁰⁹ alors que celles de l'huile de palme sont plus soutenues et élevées depuis 2002 (tableau 5). Elles proviennent d'Asie à des prix de plus en plus élevés avec la hausse des cours mondiaux : 100.000 tonnes [en 2011] pour combler le déficit de production¹¹⁰. La hausse des cours influe sur des prix qui varient d'un mois à l'autre. Par exemple, en janvier 2011 le prix du litre d'huile coûtait environ 750 francs CFA (1.67\$ CAD), le mois suivant il se situait entre 550 francs CFA (1.22\$ CAD) et 600 francs CFA. (1.33\$ CAD)¹¹¹.

Tableau 5 : Exportations et Importations d'huile de palme du Cameroun (quantité en tonnes) de 2002 à 2008

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Exportations (quantité en Mt)	4.113	12.267	7.623	32.893	3.209	ND	30.000
Importations (quantité en Mt)	10.261	24.855	20.843	18.099	41.050	27.355	43.200

Sources : FAOSTAT

Les importations en hausse surtout en 2006 et en 2008 et des prix variables nuisent à terme au consommateur ainsi qu'à la production locale. Le consommateur dont le coût de la vie a considérablement régressé peine ainsi à se procurer l'huile lorsque les prix augmentent¹¹². D'ailleurs, le rapport de l'Agence française de développement (AFD) sur les pays de la zone franc prévoyait une consommation des ménages morose pour le Cameroun : de l'ordre de 1,5 % pour 2005-2007¹¹³. Quant à la production locale, elle est non seulement menacée à long terme¹¹⁴, mais aussi les revenus du producteur agricole diminuent progressivement générant ainsi plus de pauvreté et de difficultés. En effet, à mesure que le volume d'importation d'huile végétale augmente, le prix de vente d'huile domestique au contraire baisse légèrement

¹⁰⁷ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p8.

¹⁰⁸ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p69.

¹⁰⁹ Bakoumé et al, *Lc. cit.*, p55.

¹¹⁰ Bernard Tchami, *Huile de palme : des opérateurs demandent l'exonération des taxes*. p1.

¹¹¹ Ibid. p2.

¹¹² Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p69.

¹¹³ Jacky Amprou et al, *Jumbo Rapport de conjoncture et prévisions des pays de la zone franc*. Agence française de développement. Avril 2006. p21.

¹¹⁴ FAO, *Rapport sur les marchés des produits 2001-2002*. p78.

ou stagne comme ce fut le cas dans les provinces du centre et du Nord-Ouest entre 1999 et 2004¹¹⁵. Cette tendance ne profite donc pas au producteur puisque ses revenus baissent à cause de la diminution des ventes d'huile, ce qui l'empêche de se procurer des intrants ni de faire appel à la main-d'œuvre autre que familiale¹¹⁶.

Afin de contrer ces augmentations et pertes, le Cameroun qui n'a pas de loi spécifique aux huiles¹¹⁷ s'est borné à appliquer des tarifs douaniers et à créer *un comité ad hoc pour déterminer la pénurie du taux de production, les quotas à importer et le prix de référence à appliquer*¹¹⁸. Ce comité qui a également pour rôle de réguler les importations d'huile brute doit émettre un certificat de carence au vu de la situation du marché en matière d'huile. Ce certificat permet à l'importateur de bénéficier d'une TEC (taxe à l'importation) au taux de 10% dérogatoire du régime général de 30%¹¹⁹. Une telle initiative vise plus à encourager les importations que les exportations et ne protège pas les producteurs locaux. Elle assure plutôt des approvisionnements aux AGI. D'ailleurs, la seule initiative entreprise par l'État vise uniquement à protéger l'industrie de la raffinerie. Il s'agit de la décision No 488 MINFI/DGD du 27 mars 2009 fixant le prix pour taxer les importations d'huile raffinée à 1.500F CFA le litre¹²⁰. En effet, même si l'huile de palme raffinée reste encore peu consommée, il n'en reste pas moins que ses importations progressent et minent le secteur industriel camerounais. Le secteur qui a dû baisser ses prix à cause de la chute des ventes et de son chiffre d'affaires, embauche de moins en moins de travailleurs et peine à solder ses impôts depuis des années¹²¹. Car l'huile de palme raffinée représente 22 200 tonnes soit plus de 80% des importations totales pour une valeur totale déclarée de 8.112 milliards de FCFA correspondant à une valeur de 365 405 FCFA la tonne (780\$US/tonne)¹²².

Concernant la fiscalité, les oléagineux profitent de 56% de droits de douane provenant d'un droit d'entrée de 30% (Tarif extérieur commun à tous les pays de la CEMAC), d'une TVA de 18,7% et d'une taxe informatique de 1,5%¹²³. De même, la taxe

¹¹⁵ David Puewoh Pingpoh and Jean Senahoun, *Extent and impact of vegetable oils*. p8.

¹¹⁶ Ibid. Pp7-9.

¹¹⁷ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, p37.

¹¹⁸ David Puewoh Pingpoh and Jean Senahoun, *Op. cit.*, p1.

¹¹⁹ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. *Op. cit.*, p38.

¹²⁰ Ibid. p38.

¹²¹ David Puewoh Pingpoh and Jean Senahoun, *Op.cit.*, p7.

¹²² Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p20.

¹²³ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p55.

communautaire d'intégration (TCI) sur les importations en provenance des pays autres que ceux de la CEMAC est appliquée depuis 2003¹²⁴. Elle consolide le droit d'entrée à 10% même si elle survient dans un contexte de fortes tensions entre opérateurs à cause des pénuries chroniques d'huile sur le marché¹²⁵. Cependant, ces taxes qui devraient permettre à l'État de profiter de quelques revenus supplémentaires restent faiblement appliquées. Dans d'autres cas, elles sont supprimées. Tel est le cas de la taxe sur les produits d'exportation et la TVA sur les intrants supprimés par la loi sur les finances du 1^{er} juillet 1998¹²⁶. De plus, étant signataire des accords de l'OMC et des accords ACP, il se pourrait que la taxation soit encore réduite. Une telle baisse favorisera certainement les importations et fera encore régresser les exportations. Par conséquent, la filière camerounaise affaiblie ne pourra pas profiter des tendances haussières de l'huile de palme sur les marchés internationaux. Ce qui nuira sûrement aux retombées sur l'économie du pays et davantage les revenus des producteurs.

3.2.2 Quelles retombées économiques?

3.2.2.1 Un PIB en déclin

L'agriculture joue un rôle majeur dans l'économie notamment dans la contribution au PIB, aux exportations, à l'emploi et à la sécurité alimentaire¹²⁷. Concernant le PIB, le secteur rural contribue au moins à hauteur de 35%¹²⁸. Un taux à mettre sur le compte des effets d'entraînement *du secteur agricole sur les autres secteurs ou sous-secteurs de l'économie impliqués dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles (industries agroalimentaires, industries du bois, transports, etc.)*¹²⁹.

¹²⁴ Ondoua Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p39.

¹²⁵ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p68.

¹²⁶ Ondoua Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. p38.

¹²⁷ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. Pp38-42.

¹²⁸ Ibid. p38.

¹²⁹ Ibid. p38.

Tableau 6 : Contribution du secteur rural au PIB de 2000 en 2004 en %

Années	2000	2001	2002	2003	2004
PIB au prix du marché (en milliards de FCFA)	6612.4	7061.4	7583.1	7917.0	8378.0
Secteur primaire	20.5	20.4	20.4	20.1	20.1
Secteur secondaire	33.3	30.1	29.6	28.4	28.7
Secteur tertiaire	38.7	41.7	42.4	44.1	43.8
Taux de croissance annuel du PIB	4.8	4.5	4.0	4.1	3.5

Sources : MINEFI/DAE 2005 dans PNUD 2006

Tel que le montre le tableau ci-contre, de 2000 à 2004 la contribution du secteur primaire (production végétale, production animale, sylviculture) au PIB a stagné et est restée la plus faible par rapport aux deux autres secteurs. Toutefois, la situation a évolué puisque selon les données de la Banque de France en 2009, le PIB évalué à 1 257 dollars US se répartit entre les 29,3 % (dont pétrole 7,3 %) du secteur primaire, les 22,1 % du secteur secondaire et les 48,6 % du secteur tertiaire¹³⁰. Malgré ces chiffres, le taux de croissance du PIB est en recul (tableau7). Il est légèrement en dessous de la moyenne CEMAC. La baisse dans la CEMAC est attribuable à la crise économique mondiale¹³¹. Mais contrairement aux PD où la crise est financière, en zone CEMAC elle est causée *par les canaux de transmission réels, notamment par le biais du commerce des biens et services (pétrole, bois, autres matières premières), les termes de l'échange se dégradant de 32,8 % sur l'année*¹³². Ainsi, la conséquence de la crise économique ajoutée à la baisse de la production pétrolière a peu impulsé le secteur pétrolier et ralenti le secteur hors pétrole¹³³. Seulement 0.8% pour un secteur *qui représente près d'un quart du PIB réel de la zone*¹³⁴. Au Cameroun, le secteur pétrolier a reculé de 5.5% alors que le secteur hors pétrole a augmenté de 2.5% du PIB¹³⁵. Pour ce qui est du secteur agricole, les cultures vivrières qui ont fait l'objet des projets de

¹³⁰ Banque de France, *Rapport annuel de la Zone franc 2009: Cameroun*. P187.¹³¹ Ibid. p187¹³² Banque de France, *Rapport annuel de la Zone franc 2009 : Évolution économique et financière dans la zone CEMAC*. P53.¹³³ Ibid. p53.¹³⁴ Ibid. p53.¹³⁵ Ibid. P188.

relance ont contribué à 0.7% du PIB alors que les cultures d'exportations ont eu un taux de croissance nul¹³⁶.

Tableau 7 : Taux de croissance du PIB en volume de la zone CEMAC

Années	2006	2007	2008	2009 (prévisions)
Cameroun	3.2	4.0	3.7	2.0
Centrafrique	4.3	2.6	2.0	1.4
Congo	7.0	-2.5	5.2	6.7
Gabon	1.3	4.9	1.6	0.2
Guinée équatoriale	5.3	23.2	15.2	4.6
Tchad	0.8	2.6	-1.8	-1.1
CEMAC	3.2	4.7	3.9	2.1

Sources : BEAC, Banque de France

Ces tendances sont donc loin de celles de 2006 dans lesquelles le secteur agricole représentait 54.5% des exportations du pays¹³⁷. À cette période, les hydrocarbures désormais en baisse constituaient environ 30% et cinq produits représentaient *plus de 27% des recettes totales d'exportation du Cameroun*¹³⁸. Il s'agissait du cacao (11.4%), du coton (5.2%), du café (5.2%), de la banane (2.5%) et de l'huile de palme (0.9%)¹³⁹. En 2009 en revanche, le coton et le café sont en baisse respectivement de -4% et de -5.1%¹⁴⁰. Ce déclin expliquerait donc la sélection par le PACA des *six filières jugées stratégiques à la fois pour la sécurité alimentaire et pour leur avantage comparatif sur le marché national et les marchés régionaux (riz, maïs, plantain, palmier à huile, porc, et volaille)*¹⁴¹.

Au niveau de l'emploi, le secteur agricole reste encore le *premier pourvoyeur avec 60 % de la population active bien que celle-ci ait diminué de 10% au cours de la dernière décennie du fait de la faible rémunération des activités rurales et de la précarité du cadre de vie*¹⁴². En outre, même si les retombées en emploi sont difficilement quantifiables à cause de la polyvalence des usines de production et d'un grand nombre d'activités informelles, le

¹³⁶ Ibid. p188.

¹³⁷ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p39.

¹³⁸ Emmanuel Douya et al, *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et Sao Tomé et Principe*. p28.

¹³⁹ Ibid. p28

¹⁴⁰ Banque de France, *Rapport annuel de la Zone franc 2009: Cameroun*. P188.

¹⁴¹ République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et des mesures d'impact du PACA*. P17.

¹⁴² PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p40.

secteur reste une source incontournable de richesses. Il est notamment à la *base du pouvoir d'achat des populations rurales*¹⁴³. Cependant, cela ne semble pas suffisant puisque les ruraux restent les plus pauvres. D'après l'enquête ECAM II, *sur une population estimée à 10,1 millions d'habitants résidant dans ce milieu en 2001, près de 5,3 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté qui est de 232 547 FCFA par équivalent adulte et par an*¹⁴⁴. Ils disposent de moins de 1\$ par jour pour se nourrir et subvenir à leurs propres besoins¹⁴⁵.

Par ailleurs, depuis les années 1980 la production agricole s'accroît moins que la population camerounaise¹⁴⁶ estimée à 19,1 millions d'habitants en 2009¹⁴⁷. Elle est *près de 16 % inférieure à ce qu'elle était au milieu de la décennie 1970 (...) à un niveau à peine supérieur au seuil de consommation à partir desquels on considère que les populations sont sous-alimentées*¹⁴⁸. Le Cameroun est donc moins performant en matière de sécurité alimentaire. En effet, la ration alimentaire (2.260 calories/jour/hab.) est légèrement supérieure à celle de l'ASS (2.200 calories) et inférieure à celle des PeD (2.680 calories)¹⁴⁹. De même, 25% de la population reste affectée par des problèmes de nutrition¹⁵⁰ et la disponibilité alimentaire se détériore au fil des ans. Elle touche autant les secteurs des céréales, légumineuses, féculents, huiles végétales, que ceux du sucre et de la viande¹⁵¹. Par conséquent, le pays appartient à la catégorie des pays faibles à déficit vivrier (PFDV). Les PFDV sont des pays pauvres dont le revenu net par habitant est moins de 1395 dollars USD¹⁵². Ils sont également *importateurs nets d'aliments dont les importations de denrées alimentaires de base ont dépassé les exportations au cours des trois dernières années*¹⁵³. Dans le cas de l'huile de palme, le tableau 5 sur les exportations et les importations illustre parfaitement cette tendance.

¹⁴³ Ibid. p40.

¹⁴⁴ Institut national de la statistique, *Deuxième enquête camerounaise auprès des ménages : profil de pauvreté en milieu rural au Cameroun en 2001*. Décembre 2002. p3.

¹⁴⁵ Ibid. p3.

¹⁴⁶ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p41.

¹⁴⁷ Banque de France, *Rapport annuel de la Zone franc 2009: Cameroun*. P187.

¹⁴⁸ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p41.

¹⁴⁹ Ibid. p41.

¹⁵⁰ FAO/NEPAD, *Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT)*. P4.

¹⁵¹ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p41.

¹⁵² En ligne sur le site de la FAO. *Pays à faible revenu et à déficit vivrier*.

¹⁵³ Ibid.

3.2.2.2 Quelles retombées de la production d'huile de palme en milieu rural?

En général, le secteur de l'huile de palme est source d'emploi et de revenus pour les ruraux¹⁵⁴. Toutefois, les retombées varient selon les producteurs dont certains recourent encore aux activités vivrières pour améliorer leurs conditions d'existence.

Tableau 8 : Flux financiers générés par l'élœiculture

Activités	Composantes	Flux total
Achat de régimes villageois		
Socapalm :	28.000 t x 45.000 F/t	1.260 MF CFA
SPFS :	10.000 t x 35.000 F/t	350 MF CFA
CDC :	5.700 t x 40.000 F/t	228 MF CFA
Pamol :	3.800 t x 32.000 F/t	122 MF CFA
Safacam :	2.000 t x 40.000 F/t	80 MF CFA
Sous total :		2.040 MF CFA
Vente d'huile artisanale	$((24.400\text{ha} \times 6\text{t/ha}) - 50.000\text{t}) \times 14\% \times 350\text{F/kg}$	4.723 MF CFA
Salaires des employés directs et indirects des agro-industries	$60.000\text{ ha} / 5\text{ ha/personne} \times 45.000\text{ F/mois} \times 12\text{ mois}$	6.480 MF CFA
Vente de plants Pépipalm	127.000 plants x 1.300 F	165 MF CFA
Total		13.408 MF CFA

Sources : Bakoumé et al. 2002.

Tel que l'indique ce tableau, les revenus sont tirés des activités liées à l'achat des régimes par les agro-industries, à la vente d'huile artisanale et des plants ainsi qu'à la rémunération des employés de l'agro-industrie¹⁵⁵. Ils dépendent toutefois d'un certain nombre de critères tels : le rendement qui dépend du type de palmier (palmier naturel ou palmier sélectionné) ou des conditions d'exploitation et les charges d'exploitation qui tiennent compte de l'usage d'intrants et du coût de transport¹⁵⁶. Quant aux recettes, elles tiennent compte du mode de valorisation du produit choisi, soit la vente des régimes aux AGI ou celle aux transformateurs, de la capacité de négocier le prix, des capacités de stockage et de la

¹⁵⁴ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p28.

¹⁵⁵ Éveline Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

¹⁵⁶ Ibid. p46.

qualité du produit¹⁵⁷. À cela s'ajoute l'application de la TVA par certains producteurs lors de la vente des régimes¹⁵⁸.

Concernant le prix des régimes officiellement fixé à 48F par le gouvernement¹⁵⁹, il n'est pas respecté par les agro-industries qui ont chacun un prix propre (tableau 8) et qui peuvent le revoir à la baisse lors de l'achat des régimes. Telle est la pratique de la SOCAPALM envers ses producteurs. Jean-Marie Diméné et Blaise Din, par exemple, livraient leur production à l'agro-industrie qui achetait leurs régimes de palmiers sélectionnés au coût de 35 FCFA/kg bord champ et leurs régimes de palmiers naturels à 15 FCFA¹⁶⁰. Ces faibles prix les ont ainsi incités respectivement à se procurer une presse manuelle et à opter pour la transformation artisanale¹⁶¹. L'enquête de la journaliste française Fanny Pigeaud fait même état des prix plus bas pratiqués par l'unité de la SOCAPALM basée à Kienké qui propose 22 francs CFA pour un régime de 15 kg et 8 francs FCFA pour un régime de 10kg¹⁶². Pour les petits producteurs contractualisés, de tels prix qui tiennent compte des critères susmentionnés ne procurent pas un revenu permettant d'avoir des conditions de vie décente. Le salaire moyen de 45000 FCFA/mois indiqué dans le tableau et que doit supposément recevoir les employés des AGI, n'est finalement qu'un indicateur puisqu'il n'est alloué qu'à ceux qui cultivent 5 ha de plantations ou qui travaillent dans les usines. Ce qui veut dire que le salaire de ceux qui cultivent moins de 5 ha est encore plus bas que celui des producteurs indépendants. Par conséquent, le paysan contractualisé après remboursement de son prêt commençant dès la sixième année de la production de la palmeraie ne jouit pas de son labeur. Peinant, à subvenir aux besoins de sa famille, il s'appauvrit davantage. Sa situation d'indigence ne diffère pas de celle de l'employé de l'entreprise agro-industrielle dont les conditions de travail et de vie sont encore plus désastreuses. C'est ce que rappellent les reportages d'Isabelle Ricq¹⁶³ et l'article de Fanny Pigeaud qui s'attarde entre autres sur la paie dérisoire des employés de la SOCAPALM-Kienké qui gagne *en moyenne 35 000 francs CFA (environ 53 euros) par mois, ce qui ne leur permet pas de vivre décemment*¹⁶⁴. En

¹⁵⁷ Ibid. p46.

¹⁵⁸ République du Cameroun, PACA – Palmier Mission avril mai 2009. p9.

¹⁵⁹ Ibid. p9.

¹⁶⁰ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, Pp 38-40.

¹⁶¹ Ibid. Pp 38-40.

¹⁶² Fanny Pigeaud, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré* Pp1-2.

¹⁶³ Voir ses différents reportages photos en ligne.

¹⁶⁴ Fanny Pigeaud, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré* Pp1-2.

revanche, cela n'est pas le cas des producteurs indépendants qui gagnent nettement mieux que leurs collègues contractualisés. Le producteur indépendant Kotto Mbellé François ne livre pas sa production à la SOCAPALM à cause de la faiblesse du prix des régimes/tonne qui lui priverait de gagner au moins 100 000 FCFA par mois (220.20\$ CAD) pour nourrir sa grande famille¹⁶⁵. Blaise Din, propriétaire de 10 ha de palmeraies et pépiniériste Pépipalm, transforme sa production de façon artisanale et vend tous les produits issus du palmier à huile comme le vin de palme et les larves de Rhynchophores¹⁶⁶. Ses revenus en période de pointe oscillent entre 300 000 FCFA à 450 000 FCFA/mois. Ce qui lui permet de couvrir ses frais d'investissement et d'avoir recours à la main-d'œuvre salariée¹⁶⁷. En effet, pour un producteur qui produit du palmier sélectionné et qui effectue lui-même ses travaux, le coût de production est estimé à 300 000 FCFA. Mais pour le producteur qui utilise la main-d'œuvre salariée, les coûts de production vont de 700 000 à 800 000 FCFA¹⁶⁸. Ces coûts sont donc récupérés au fur et à mesure que la palmeraie entre en production, c'est-à-dire dès la 3e année; *l'expression maximum de leur potentiel s'effectue à l'âge adulte (à partir de la 6e année)*¹⁶⁹. Mais en attendant l'entrée en production et le début des retombées, le producteur connaît des moments financiers difficiles comme ce fut le cas de Blaise Din qui pourtant est un ancien employé de la SOCAPALM¹⁷⁰. Pour le producteur qui n'a pas un autre emploi et qui dispose de peu de moyens, il est amené à faire des choix. Il peut, par exemple, se procurer *des produits de substitution aux intrants classiques*¹⁷¹, développer des cultures vivrières concurrentes à l'élæiculture¹⁷² ou revoir la main-d'œuvre à la baisse. Concernant cette dernière, elle se compose des ouvriers et des membres de la famille. Mais les coûts varient des régions francophones faibles en démographie, aux régions anglophones à forte densité de population provenant de la province de l'Ouest ou du Nigéria¹⁷³.

¹⁶⁵ Isabelle Alexandra Ricq et Danielle Nomba, *Palme catastrophique* p2.

¹⁶⁶ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, Pp 40-41.

¹⁶⁷ Ibid. p41.

¹⁶⁸ Ibid. p42.

¹⁶⁹ Ibid. p14.

¹⁷⁰ Ibid. p41.

¹⁷¹ Ibid. p42.

¹⁷² Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

¹⁷³ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p42.

Tableau 9 : Coût de la main-d'œuvre en fonction de la zone

Coût de la main-d'œuvre en palmeraie	Zone francophone	Zone anglophone
Chef de culture	50 à 80 kF/mois	30 à 50 kF/mois
Ouvrier permanent	25 à 40 kF/mois	15 à 30 kF/mois
Ouvrier occasionnel		
• Récolte, élagage, pressage :	1500 à 2000 F/jour	1500 à 2000 F/jour
• Défriche, sortie des régimes, effrutage :	1000 à 1500 F/jour	800 à 1200F/jour

Sources : Bakoumé et al. 2002.

Le tableau ci-contre montre que les salariés en zone francophone gagnent légèrement plus que ceux du côté anglophone sauf au niveau des travailleurs saisonniers embauchés pour la récolte, l'élagage et le pressage où les salaires sont identiques¹⁷⁴. Par ailleurs, en matière d'emplois le secteur villageois embauche plus de travailleurs que le secteur industriel. Cela est attribuable au fait que *la plantation villageoise aurait recours à trois fois plus de main-d'œuvre à l'hectare comparativement à la plantation agro-industrielle*¹⁷⁵. D'après les chiffres et estimations du comité ad hoc, l'agro-industrie emploierait 19 000 travailleurs et le secteur artisanal 46000 travailleurs permanents et saisonniers¹⁷⁶. Toutefois, ces chiffres sont à prendre avec précaution puisque la BM ne confirme pas ces données. Elle situe plutôt *le coût total de la main-d'œuvre salariale au même niveau dans les deux systèmes d'exploitation*¹⁷⁷. Pour Lebailly et Tentchou même s'il est difficile d'évaluer le nombre d'emplois créés par la filière, il n'en reste pas moins que :

Pour une superficie de 135 000 ha de palmeraies et une production de 215000t d'huile, la filière génère au minimum 65 000 emplois directs et indirects avec un chiffre d'affaires annuel de 190 milliards FCFA. Un accroissement annuel de 10000 ha de la superficie consacrée au palmier à huile permet la création d'environ 5000 emplois¹⁷⁸.

Malgré de tels chiffres, il est encore difficile d'évaluer les retombées générées par l'élœiculture dans l'économie nationale à cause des faibles devises à l'exportation et de la domination du secteur informel¹⁷⁹, mais elles restent importantes en milieu rural¹⁸⁰.

¹⁷⁴ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p43.

¹⁷⁵ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile*. p73.

¹⁷⁶ Ibid. p73.

¹⁷⁷ Ibid. p73.

¹⁷⁸ Ibid. p73.

¹⁷⁹ Éveline Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

¹⁸⁰ Ibid. p31.

Toutefois, cette importance est à relativiser puisque le secteur rural reste le plus pauvre du pays et attire encore moins des jeunes pour la plupart scolarisés. En plus, le développement de la filière loin de créer des conditions propices à un développement rural génère plutôt des effets négatifs. Ceux-ci qui tendent à être enrayés dans les récentes initiatives sociales et environnementales développées dans le PACA, appauvrissent encore les plus vulnérables et créent des situations conflictuelles.

3.3 Les impacts environnementaux et sociaux générés par le développement de la filière

Avant de les aborder, présentons d'abord les initiatives développées dans le cadre du PACA pour les atténuer.

3.3.1 Des initiatives du cadre de gestion environnementale et sociale du PACA

Les initiatives environnementales et sociales du Cameroun reposent sur une importante législation et des normes internationales mises en œuvre par de multiples organismes publics ou privés¹⁸¹. La législation environnementale et les normes visent à protéger l'environnement en interdisant les pratiques à l'origine de la pollution de l'eau, du sol et de l'air comme *les déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de toutes natures*¹⁸². Toutefois, l'insuffisance des textes d'application limite la mise en œuvre du cadre de gestion environnemental (CGE) et retarde de fait une *gestion efficace de l'environnement pour un développement durable*¹⁸³. Sur le plan social, le DSRP reste *le cadre de référence de la politique gouvernementale en matière d'amélioration durable et effective des conditions de vie des populations*¹⁸⁴. Il comporte des politiques en matière d'inclusion sociale et de sécurité sociale qui ciblent les plus démunis¹⁸⁵. Le cadre social repose aussi sur des normes internationales concernant les droits de la personne et le droit du travail et sur une importante législation. Cette dernière concerne le foncier, les indemnisations, les associations

¹⁸¹ Charlotte Cheumani Noudjieu, *Cadre de gestion environnementale du PACA*. Pp33-40.

¹⁸² Ibid. p34.

¹⁸³ Ibid. P34.

¹⁸⁴ Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du PACA*. p33.

¹⁸⁵ Ibid. Pp33-34.

et coopératives, le droit du travail, les litiges et la protection sanitaire¹⁸⁶. Toutefois, la législation sur le foncier reste problématique à cause des divergences entre le droit coutumier et le droit moderne¹⁸⁷.

Par ailleurs, les initiatives du PACA sont globalement conformes aux politiques de sauvegarde de la BM. Concernant l'environnement, elles portent sur l'évaluation environnementale, les habitats naturels, la lutte antiparasitaire et la foresterie¹⁸⁸. Le PACA envisage de soumettre ses sous-projets à des évaluations environnementales précises pour atténuer les impacts négatifs¹⁸⁹. C'est aussi le cas des projets qui se trouvent sur des habitats naturels financés à cause de la mise en place *des mesures d'atténuation acceptables*¹⁹⁰. Ce sont les projets sur les infrastructures structurantes à réhabiliter comme les routes rurales et infrastructures d'irrigation et les projets productifs comme ceux des petits-paysans propriétaires d'exploitations familiales agropastorales¹⁹¹. Dans la politique de lutte contre les parasites, le PACA prévoit d'appuyer l'acquisition et l'utilisation d'intrants comme les pesticides¹⁹². Quant à la Foresterie, le PACA ne s'intéresse qu'à l'aspect de la conservation participative et de l'aménagement des richesses de la forêt¹⁹³. Au niveau social, le PACA compte procéder à une évaluation environnementale pour en diminuer les effets négatifs¹⁹⁴. Il compte également appuyer les réinstallations volontaires pour améliorer le niveau de vie des personnes déplacées en leur procurant des dédommagements et d'autres mesures d'aide¹⁹⁵. Ensuite, il prévoit anticiper les effets sur les populations autochtones en ne finançant que des projets qui leur procurent des retombées économiques et sociales¹⁹⁶. De la même façon, il compte protéger le patrimoine culturel en prenant des dispositions lors de la phase d'évaluation sociale¹⁹⁷. Dans le cas des zones litigieuses, le PACA prévoit s'abstenir de mener ses activités à moins que les contestataires soient favorables au projet¹⁹⁸.

¹⁸⁶ Ibid. 36-37.

¹⁸⁷ Ibid. p37.

¹⁸⁸ Charlotte Cheumani Noudjieu, *Cadre de gestion environnementale du PACA*. p41.

¹⁸⁹ Ibid. p41.

¹⁹⁰ Ibid. p42.

¹⁹¹ Ibid. p42.

¹⁹² Ibid. p42

¹⁹³ Ibid. Pp42-43.

¹⁹⁴ Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du PACA*. p39.

¹⁹⁵ Ibid. p39.

¹⁹⁶ Ibid. p39.

¹⁹⁷ Ibid. p40

¹⁹⁸ Ibid. p40.

Ainsi, le PACA reprend les politiques de la BM ainsi que l'objectif d'augmenter la production et la productivité de la filière éléicole africaine¹⁹⁹. Même si ce projet donne encore lieu à des études préliminaires, il n'en reste pas moins que le CGE du PACA ne mentionne pas s'il sera fait usage des terres dégradées tel que suggéré dans le cadre stratégique. Certes, l'un des points porte sur le renouvellement de près de 2000 ha de palmeraies, mais les 3 autres concernent l'extension de nouvelles palmeraies²⁰⁰. L'initiative concernant la Réduction des émissions résultantes du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+) vise à réduire la déforestation en orientant l'éléiculture vers les terres dégradées et abandonnées²⁰¹. Selon la BM, les terres dégradées constituent une solution pour le développement des palmeraies à huile parce que les rendements ne diffèrent pas de ceux issus de nouvelles terres²⁰². En plus, les AGI ne s'opposent pas à l'utilisation des terres dégradées puisqu'elle leur évitera de longues démarches administratives pour l'obtention des permis²⁰³. Néanmoins, leur participation est soumise à condition que l'État procède d'abord à l'aménagement du territoire²⁰⁴, ce qui requiert de nouvelles technologies et implique l'endettement de l'État pour acquérir des moyens financiers que la plupart des producteurs ne disposent pas. L'Indonésie et le Brésil ont été les premiers à mettre en place la REDD+²⁰⁵. Mais dans le cas du Cameroun, le contexte ne permet pas encore la mise en œuvre d'une initiative floue²⁰⁶. Ensuite, le pays manque de capacité technique; le secteur forestier reste limité par le manque de ressources humaines; le cadre pour mener des projets pilotes reste restreint et il n'existe pas d'organisme pour surveiller les émissions et absorptions de carbone²⁰⁷. De même, les dysfonctionnements du cadre institutionnel et de la gouvernance entravent les réformes du secteur forestier datant des années 1990. À cela s'ajoute le manque de coordination entre les institutions et l'absence de communication entre les membres de la société civile²⁰⁸. Finalement, la procédure du REDD+ reste exclusive et réservée qu'aux

¹⁹⁹ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC*. p29.

²⁰⁰ Charlotte Cheumani Noudjieu, *Cadre de gestion environnementale du PACA...*, p56.

²⁰¹ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC* p23.

²⁰² Ibid. p23.

²⁰³ Ibid. p23.

²⁰⁴ Ibid. p23.

²⁰⁵ Ibid. p22.

²⁰⁶ Guy Patrice Dkamela, *The context of REDD+ in Cameroon: Drivers, agents and institutions*. Center for International Forestry Research (CIFOR). 2011. p12.

²⁰⁷ Ibid. p12.

²⁰⁸ Ibid. p13.

élites. Les acteurs forestiers qui devraient jouer un rôle important n'en font pas partie. Il s'agit : des représentants des populations villageoises et autochtones, les membres des industries forestières et minières, des ONG et des gardes forestiers²⁰⁹. D'autre part, comme nous le verrons maintenant, les mesures du cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) et leurs moyens d'atténuation restent encore insuffisants.

3.3.1.1 Insuffisance des mesures environnementales

Les mesures environnementales visent à réduire les effets nuisibles à la biodiversité et à l'origine des émissions de GES déjà identifié dans le cadre stratégique²¹⁰. Elles portent sur la lutte contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol, la perte du couvert végétal, la transformation du paysage et les luttes contre les espèces en danger et les nouvelles et contre les incendies²¹¹.

La lutte contre la pollution de l'air causée par le transport routier doit être atténuée par la limitation des vitesses²¹². La pollution de l'eau causée par le mauvais usage des produits phytosanitaires, les engrais et les huiles de vidange doit être traitée par l'usage des produits phytosanitaires homologués, le respect des doses et des dates d'application, la formation des agriculteurs pour l'usage d'intrants et l'installation des bacs pour stocker les huiles usées²¹³. La pollution et l'érosion des sols causée par le déversement d'huile et l'usage excessif de l'eau à l'origine de la dégradation des plants et nappes souterraines doivent être résolus par le stockage des huiles, l'application des techniques culturales adéquates, la petite irrigation, l'usage des engrais et la fumure organique²¹⁴. Ensuite, la perte du couvert végétal suite à l'installation d'un seul tenant de palmeraie doit être atténuée en évitant les plantations d'un seul tenant en continu sur plusieurs dizaines de kilomètres et en interdisant l'agriculture sur brûlis²¹⁵. La transformation du paysage due aux nouvelles palmeraies doit être traitée en conservant certaines portions des forêts²¹⁶. Puis, la lutte contre la disparition des espèces en danger et l'émergence des espèces envahissantes doit être atténuée par la

²⁰⁹ Ibid. p14.

²¹⁰ Ibid. Pp19-20.

²¹¹ Charlotte Cheumani Noudjieu, *Cadre de gestion environnementale du PACA*. Pp57-59.

²¹² Ibid. p57.

²¹³ Ibid. p57.

²¹⁴ Ibid. Pp57-58.

²¹⁵ Ibid. p57.

²¹⁶ Ibid. p57.

protection des zones écologiques fragiles et la vérification des informations sur le développement et la multiplication de nouvelles espèces²¹⁷. Enfin, la lutte contre les incendies doit être résolue en organisant *des séances de formation en techniques de lutte contre les feux de brousse*²¹⁸.

Les mesures environnementales du PACA constituent un début, mais restent encore insuffisantes puisque les récentes enquêtes menées par des ONG sur certains sites de la SOCAPALM notent des effets négatifs. Par exemple, la pollution de l'eau et celle de l'air provoquée respectivement par le déversement des huiles usagées²¹⁹ et la fumée s'échappant de l'usine²²⁰ affecte l'environnement et la santé des populations villageoises. D'ailleurs, les résultats du Centre Pasteur sur un des prélèvements effectués en juillet 2010 dans une rivière près de la palmeraie de Dibombarie confirment le degré élevé de nocivité de ces rejets²²¹. En plus, comme le montre la carte suivante, la déforestation reste aussi l'une des principales préoccupations. En effet, entre 1990 et 2000, le pays a perdu annuellement en moyenne 0.14% de forêts²²². Il est le deuxième des pays du bassin du Congo à voir ses forêts détruites, derrière la République démocratique du Congo (RDC) qui perd 0.2% de forêts en moyenne par an²²³. En outre, l'évaluation des ressources forestières nationales de 2003-2004 indique que 25% de forêts seulement sont protégés contre 75% des forêts soumises à la pression exercée par l'exploitation forestière²²⁴.

²¹⁷ Ibid. p57.

²¹⁸ Ibid. p58.

²¹⁹ MISEREOR, CED, SHERPA, *L'impact de la privatisation de la SOCAPALM*. p9.

²²⁰ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. p23.

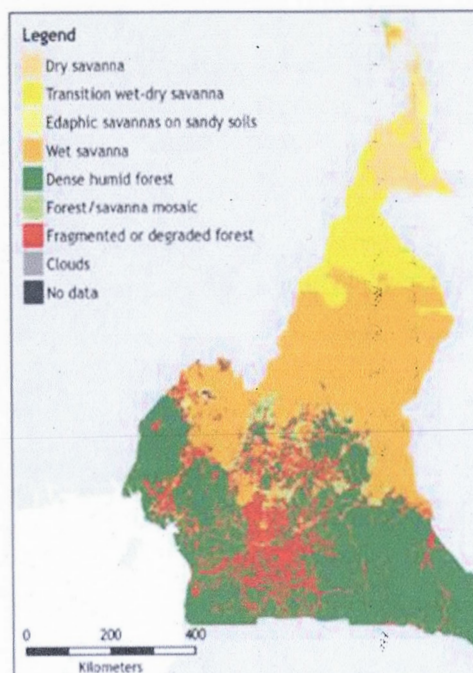
²²¹ MISEREOR, CED, SHERPA, *L'impact de la privatisation de la SOCAPALM*. p10.

²²² Guy Patrice Dkamela, *Loc. cit.*, p19.

²²³ Ibid. p19.

²²⁴ Ibid. p19.

Carte 2 : Les zones les plus touchées par la déforestation au Cameroun



Source : Woods Hole Research Center, CIFOR.

Les causes liées à la déforestation sont multiples, mais les plus importantes sont : le défrichement et la combustion de la biomasse, l'agriculture itinérante, la monoculture des cultures d'exportations comme l'huile de palme qui fait disparaître 30% de la couverture végétale, le déboisement, l'exploitation forestière et le développement des infrastructures routières et ferroviaires²²⁵.

3.3.1.2 Insuffisance des mesures sociales

Les mesures sociales visent à régler les conflits, les problèmes d'insécurité, les risques de marginalisation, les accidents de travail, les problèmes de vandalisme, de vol et de baisse de rendement²²⁶.

Les conflits opposant éleveurs et agriculteurs sur le choix des sites des pépinières et la destruction des cultures par les animaux doivent être réglés par la sensibilisation et la concertation entre les deux parties, la création des couloirs de transhumance et l'implication

²²⁵ Ibid. Pp23-24.

²²⁶ Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du PACA*. p56.

des autorités traditionnelles²²⁷. Les conflits de direction et ceux des pertes de cultures et d'arbres doivent aussi être traités par la sensibilisation des populations, la création des comités de gestion et l'allocation des indemnités selon la législation²²⁸. Afin de permettre aux petits producteurs indépendants d'avoir accès au marché, il est prévu de créer un programme d'accompagnement. Il est également prévu de régler les problèmes d'insécurité qui peuvent déboucher sur des accidents de travail, de vandalisme et de vol en faisant respecter les consignes de sécurité de travail, en créant des comités de vigilance et en construisant des infrastructures et équipements près des habitations²²⁹. L'amélioration des rendements des cultures doit se faire par le renforcement des services de vulgarisation, une meilleure gestion²³⁰ et l'accès facile des producteurs aux intrants²³¹.

Tout comme les mesures environnementales, les mesures sociales dont une partie reprend celles contenues dans les versions du Programme National de Développement Participatif (PNDP) de 2003 et 2009 restent encore insuffisantes. D'ailleurs, les enquêtes menées par les ONG font part de nombreux effets sociaux négatifs ayant lieu sur les sites de la SOCAPALM. Il s'agit: de la violation du droit de travail, les sociétés sous-traitantes nées des privatisations et dont les AGI ont recours, emploient des enfants de 10 à 14 ans dans des tâches contraignantes et n'allouent ni couverture médicale ni matériel de protection adéquat à leurs employés²³². Ceux employés par l'AGI disposent d'équipements médicaux vétustes et insuffisants²³³. De plus, les droits des syndicats restent limités. En effet, les enquêtes des mêmes ONG en 2008 révèlent que 84% des répondants *déclarent que malgré les revendications soumises, très peu ont abouti à des solutions favorables*²³⁴. En cas de manifestations, les employés sont menacés de perdre leur emploi, voire intimidés²³⁵. C'est ce que rappelle l'article de Fanny Pigeaud paru en mars 2008 à propos de la grève des ouvriers de la SOCAPALM-Kienké qui *dénonçaient des conditions de travail et de vie indignes*²³⁶. En

²²⁷ Ibid. p56.

²²⁸ Ibid. p56.

²²⁹ Ibid. p56.

²³⁰ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC*. p29.

²³¹ Gérard Ledoux Nanko, *Op. cit.*, p56.

²³² FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. p31.

²³³ Ibid. p31.

²³⁴ Ibid. p30.

²³⁵ Ibid. p31.

²³⁶ Fanny Pigeaud, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré*. p1.

*retour, la police a arrêté et détenu pendant quelques jours leur leader, Michael Agbor*²³⁷. Les mesures pour enrayer de tels abus ne figurent curieusement pas dans le PACA, pourtant si l'on se fie aux propos du directeur de la palmeraie : *la situation est la même dans les autres plantations du pays*²³⁸. De tels abus conduisent à s'interroger sur la responsabilité de l'État et celle des AGI privatisées. L'un, loin de protéger sa population s'allie plutôt avec le second pour la réprimer. Le non-respect et l'impunité du second, qui du reste ignore les sanctions quand elles ont lieu²³⁹, hypothèquent toute ambition de développement rural. Ce qui perpétue le cycle de la paupérisation des plus vulnérables qui n'ont finalement pour seul recours que des revendications à la source des conflits écosociaux.

3.3.2 Paupérisation des couches marginalisées

La culture de l'huile de palme peut permettre à une localité de disposer d'une activité économique importante comme la zone Dibombari/Bonaléa du littoral²⁴⁰ et être source d'évolution dans l'échelle sociale pour quelques-uns²⁴¹. Toutefois, ce n'est pas le cas pour un certain nombre qui s'appauvrit davantage. Cette portion fait partie des 63.2% des ménages ruraux camerounais qui disposent de moins de 2 ha²⁴². Dans cette catégorie les populations autochtones, les femmes et les jeunes sont les plus affectés.

3.3.2.1 Les populations autochtones

Les populations autochtones restent les plus marginalisées des populations villageoises²⁴³. Elles n'ont accès ni à la propriété foncière, ni aux facteurs de production et encore moins aux postes de responsabilités²⁴⁴. Souvent mis à l'écart à cause de leur vie nomade, des récents projets des bailleurs de fonds tentent de les sédentariser en les

²³⁷ Ibid. p1.

²³⁸ Ibid. p2.

²³⁹ Julien-François Gerber mentionne la sanction du ministère de l'environnement et des forêts contre Socapalm en 2001. Novembre 2008. p37.

²⁴⁰ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. p33.

²⁴¹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p43.

²⁴² République du Cameroun, *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. P8.

²⁴³ Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du PACA*. p33.

²⁴⁴ Ibid. p33

transformant en agriculteurs de produits vivriers et éleveurs²⁴⁵. La stratégie qui vise à améliorer leurs conditions de vie les éloigne plutôt progressivement de leurs activités traditionnelles et même de leur milieu de vie. Elle encourage aussi l'accaparement de leurs terres pour installer des plantations industrielles d'hévéa et de palmier à huile²⁴⁶. Ces dernières qui se trouvent dans l'un des secteurs de la communauté Bagyéli, Kilombo I, les ont ainsi conduits à quitter leur milieu de vie²⁴⁷. La petite portion embauchée temporairement par des sous-traitants n'est astreinte qu'aux tâches de désherbage²⁴⁸. Des tâches que la BM justifie par le fait que *les populations autochtones pratiquent généralement la culture itinérante, alors que les plantations privilégient généralement l'emploi d'ouvriers disposant d'une expérience dans l'agriculture sédentaire*²⁴⁹. Ainsi, lésées en ce qui concerne l'emploi et de leurs droits fonciers malgré leurs revendications, elles ne bénéficient toujours pas des mesures d'indemnisations ni de réinstallation pourtant figurant dans les politiques de la BM. Ce qui nous mène à dire que si de telles mesures ne sont pas respectées combien de fois celles recommandant la conservation des espaces sacrés et la discrimination positive pour l'admissibilité à divers projets²⁵⁰ le seront-elles? Et comment les autochtones pourront-ils bénéficier des retombées de l'élæiculture si déjà le gouvernement ne dispose pas de politique qui leur est spécifique hormis deux projets : le Plan de Développement pour les Peuples pygmées (PDPP) et le Plan pour les Peuples autochtones vulnérables (PPAV)?²⁵¹.

3.3.2.2 Les femmes

À l'échelle du pays, les femmes constituent 51% selon le PNUD²⁵². En milieu rural, elles sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes : 100 femmes pour 92 hommes²⁵³. Elles *jouent un rôle de premier plan dans l'agriculture et la sécurité alimentaire*²⁵⁴. Véritable moteur vivrier du pays, elles constituent 75% de la main-d'œuvre

²⁴⁵ Ibid. p33.

²⁴⁶ J.F Gerber, *Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale*. p39.

²⁴⁷ Ibid. p39.

²⁴⁸ Ibid. p39.

²⁴⁹ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC* p24.

²⁵⁰ Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du PACA*. p53.

²⁵¹ Ibid. p35.

²⁵² PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p75.

²⁵³ Ibid. p75.

²⁵⁴ FAO/NEPAD, *Appui à la mise en œuvre du NEPAD – PDDAA*. p15

agricole et 60% de la production alimentaire²⁵⁵. Ce sont des productrices agricoles par excellence puisqu'elles produisent la grande majorité des aliments consommés par leur famille et contribuent aux dépenses du ménage en utilisant les revenus qu'elles tirent de leurs activités de commerce et de transformation des produits agricoles²⁵⁶. D'ailleurs, elles sont au cœur des politiques gouvernementales et font partie de nombreuses associations²⁵⁷. Toutefois, elles restent tributaires de l'économie de subsistance à cause de nombreux obstacles d'ordre économique, social, culturel, et infrastructure²⁵⁸. Dans le secteur des palmeraies, leur charge de travail est plus importante : elles s'occupent du ramassage des fruits et de leur transport vers l'huilerie²⁵⁹. Elles se chargent également de la transformation traditionnelle et fabriquent de l'huile de palmiste noire utilisée en pharmacopée traditionnelle. Ces activités traditionnelles tendent à disparaître à proximité de l'oléiculture moderne et ne représentent plus que de faibles quantités du fait d'une mauvaise rémunération du temps de travail²⁶⁰. Leurs consœurs des AGI transportent des sacs de noix de 50 kg payés à 300 FCFA (0,5 euro) vers la gare où ils sont récupérés²⁶¹. Ce travail pénible explique pourquoi toutes ces femmes optent pour le travail vivrier surtout lors de la période de pointe. Ce choix pénalise le travail dans les exploitations familiales et dans les plantations industrielles²⁶² où les sous-traitants comme PRO-SERVICES les expulsent des habitations²⁶³. Au lieu d'alléger leurs charges voire même d'accorder à celles qui n'en disposent pas les mêmes droits que les hommes (accès à la terre, crédit, la formation, services de vulgarisation et résoudre le problème des transports)²⁶⁴, il est plutôt prévu de créer des plantations collectives féminines²⁶⁵. Un concept qui existe déjà et dont la revue du secteur rural fait part dans son exemple sur le GIC, aux retombées positives, supervisé par le CEDAC et dirigé par madame Zanga²⁶⁶. L'exploitation de cette palmeraie créée à l'origine par des femmes permet de subvenir à l'autoconsommation et à leurs besoins familiaux notamment grâce à la transformation et à la

²⁵⁵ Ibid. p 15

²⁵⁶ Ibid. p 15.

²⁵⁷ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. Pp75-76.

²⁵⁸ Ibid. p76.

²⁵⁹ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p43.

²⁶⁰ Ibid. p43.

²⁶¹ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. p32.

²⁶² Éveline Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

²⁶³ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. p32.

²⁶⁴ FAO/NEPAD, *Appui à la mise en œuvre du NEPAD – PDDAA*. Op, cit., p15.

²⁶⁵ Éveline Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p50.

²⁶⁶ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p35.

vente. Toutefois, l'endettement du groupe à la suite de l'acquisition d'une presse artisanale a entraîné le départ de certains membres dont une portion revient progressivement²⁶⁷. Au-delà de ce cas de réussite qui vise à promouvoir les plantations féminines, il n'en reste pas moins que le travail dans les plantations ainsi que la charge de travail des activités vivrières et domestiques reste pénible pour ces femmes. Cette pénibilité qui a pourtant des incidences sur la qualité des récoltes et la faiblesse des rendements²⁶⁸ ne semble pas encore prise en compte dans les rapports de relance. Seule l'absence des femmes due à leurs cultures vivrières pendant la période de pointe reste soulignée²⁶⁹.

3.3.2.3 Les jeunes

Selon le PNUD, les jeunes sont confrontés à de nombreuses difficultés et l'une d'elles porte sur l'exode rural²⁷⁰. Or, le vieillissement du milieu rural affecte la production²⁷¹. La vocation à l'emploi agricole étant peu promue, les jeunes s'orientent faiblement vers ce secteur²⁷². Afin d'inverser cette situation, augmenter les revenus et lutter contre la pauvreté et le chômage, le gouvernement a mis en place le Programme d'Appui à l'installation des jeunes agriculteurs (PAIJA)²⁷³. Ce programme d'insertion professionnelle vise à installer 15 000 jeunes par année en les orientant vers des métiers agricoles²⁷⁴. Concernant spécifiquement le secteur du palmier, le Plan des Palmeraies villageoises (PPV) devenu en 1996 le Centre Rural d'Appui à l'Auto Développement (CRATAD) a aidé près de 2000 jeunes à devenir producteurs²⁷⁵. Le programme était d'une durée de 20 ans et l'un de ses objectifs était de promouvoir la culture du palmier pour lutter contre l'exode rural²⁷⁶. Cela consistait à distribuer *gratuitement à des groupements de jeunes des graines prégermées et des intrants afin qu'ils réalisent une prépépinière, puis une pépinière*²⁷⁷. Par la suite, ceux devenus

²⁶⁷ Ibid. p35.

²⁶⁸ Évelyne Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p31.

²⁶⁹ Ibid. p31.

²⁷⁰ PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. p76.

²⁷¹ République du Cameroun, *SDSR : synthèse du volet agriculture et développement rural*. P43.

²⁷² Ibid. p43.

²⁷³ Ibid. p43.

²⁷⁴ Ibid. p43.

²⁷⁵ Bakoumé et al, *Loc. cit.*, p36.

²⁷⁶ Ibid. p36.

²⁷⁷ Ibid. p36.

producteurs devenaient des clients de l'organisme qui leur vendait désormais des intrants, alors que les autres ont finalement revendu leurs plants²⁷⁸.

Ces initiatives qui visent à fixer les jeunes en campagne semblent toutefois insuffisantes par rapport à toutes les difficultés rencontrées par les jeunes ruraux comme les problèmes de santé, d'éducation et d'habitat²⁷⁹. De plus, hormis l'intérêt pour les métiers agricoles, aucune initiative ne tend encore à valoriser les professions non agricoles destinées aux jeunes. Ce qui pourrait alléger la précarité et à l'austérité de leur cadre de vie, l'une des principales causes de l'exode rural²⁸⁰. En effet, selon les données du PNUD : *7 jeunes sur 10 quittent la campagne pour la ville à partir de 20 ans*²⁸¹. Parmi eux, 20% y vont pour étudier, 25% pour apprendre un métier spécifique et 55% pour un quelconque emploi ou pour toute autre raison²⁸². C'est donc dans ce dernier pourcentage que sont surtout compris ceux qui vont grossir les rangs des « laissés-pour-compte du développement urbain »²⁸³. Ceux qui restent ou qui reviennent sont ceux qui entrent en conflits contre les compagnies agro-industrielles à qui ils reprochent des expropriations des terres sans réelle compensation ou de bénéficier des retombées procurées par l'exploitation du palmier à huile²⁸⁴.

3.3.3 L'émergence des conflits écosociaux

Selon Martinez, les conflits écosociaux ne sont pas seulement des conflits d'intérêts, mais également des conflits de valeurs nés de la résistance des communautés locales contre l'usage abusif des ressources naturelles et des services par les plus puissants, symbolisés par l'État et le marché²⁸⁵. Ces conflits s'insèrent dans le courant de l'écologisme des pauvres né vers la fin des années 1980 en réaction au rapport de Bruntland²⁸⁶. Ce mouvement dans lequel les femmes occupent une position clé met l'accent sur les dégâts environnementaux causés par la pauvreté et a pour but est d'*expliquer les conflits dans lesquels les plus démunis*

²⁷⁸ Ibid. p37.

²⁷⁹ Ibid. p77.

²⁸⁰ Ibid. p77.

²⁸¹ Ibid. p77.

²⁸² Ibid. p77.

²⁸³ Joseph Gabriel Elong, *Loc. cit.*, p 7.

²⁸⁴ Ibid. p 7.

²⁸⁵ J. Martinez-Alier, *Loc cit.*, p44.

²⁸⁶ Ibid. p44.

défendent l'environnement [et leurs conditions d'existence] contre l'État et le Marché²⁸⁷ Il a gagné en popularité dans le contexte de la mondialisation et est devenu l'une des principales sources de résistance sociopolitique dans les pays du Sud (mais aussi au Nord)²⁸⁸.

Selon Gerber, les conflits écosociaux provoqués par les plantations industrielles s'insèrent dans ce mouvement²⁸⁹. Dans les pays tropicaux, ils opposent les communautés locales aux compagnies agro-industrielles²⁹⁰. Son étude de cas concernant les résistances des communautés rurales habitant près des palmeraies industrielles de la SOCAPALM et d'Hévéc-Cameroun (HÉVÉCAM) dans le sud Cameroun l'illustre parfaitement. Ici, les communautés locales s'opposent à la plus grande compagnie agro-industrielle du pays dont l'expansion des palmeraies a détruit la forêt, leur principal moyen d'existence, fait disparaître les terres fertiles expropriées, et contaminé l'eau, l'air, la faune et la flore²⁹¹. Cette forme de conflits est également mentionnée par Élong dans le cas de la région du littoral camerounais. Le conflit qu'il qualifie de « guerre de l'huile de palme » oppose des jeunes à la SOCAPALM²⁹². Dans ce cas, l'expropriation foncière, la pauvreté et le manque de moyens de la jeune paysannerie ont donné lieu au vol des régimes de palme dans les plantations de la SOCAPALM pour les transformer en huile à l'aide du matériel traditionnel²⁹³. L'agro-industrie a donc répondu en prenant des mesures de rétorsion, comme l'interdiction de commercialiser l'huile dans les marchés ou de la consommer dans les villages environnants²⁹⁴. Elle a également organisé des descentes inopinées de la gendarmerie dans les pressoirs traditionnels²⁹⁵. En retour, des tentatives d'incendies criminels visant la destruction du patrimoine productif de la SOCAPALM ont été identifiées²⁹⁶. Par conséquent, les relations entre la SOCAPALM, la population et les jeunes restent tendues²⁹⁷. Ce type de conflit également présent en Malaisie où une trentaine de tribus de Sabah lutte contre le déboisement et l'extension des palmeraies²⁹⁸ est devenu permanent dans la région²⁹⁹.

²⁸⁷ Ibid. p44.

²⁸⁸ Julien-François Gerber, *Cameroun: les plantations de palmier à huile*. p54.

²⁸⁹ Ibid. p54.

²⁹⁰ Ibid. p9.

²⁹¹ Julien-François Gerber, *Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale*. Pp 27-28.

²⁹² Joseph Gabriel Elong, *Loc. cit.*, p7.

²⁹³ Ibid. p7.

²⁹⁴ Ibid. p7.

²⁹⁵ Ibid. p7.

²⁹⁶ Ibid. p8.

²⁹⁷ Ibid. p8.

²⁹⁸ World Rainforest Movement, *OIL PALM from Cosmetics to Biodiesel COLONIZATION LIVES ON*. p57.

Toutefois, contrairement à l'Asie où les luttes sont plus nombreuses et mieux organisées, en Afrique et particulièrement au Cameroun, elles restent isolées³⁰⁰. Elles ont moins d'impacts au niveau local et national alors qu'à l'international, elles ont donné naissance au mouvement lancé par le WRM « Les plantations ne sont pas des forêts! ». L'initiative vise à donner plus de poids aux conflits écosociaux menés sur le terrain par les différents groupes communautaires. Elle tend à dénoncer et à montrer qu'une plantation industrielle est différente d'une forêt naturelle³⁰¹. L'une *ne comprend qu'un ou quelques espèces d'arbres d'origine étrangère ayant le même âge et de rares espèces d'animaux et de plantes*³⁰². L'autre en revanche se compose de nombreuses espèces d'arbres, de plantes et d'arbustes d'âges différents, une grande variété d'espèces d'animaux et des communautés humaines dont l'existence y est étroitement liée³⁰³.

Ces conflits se distinguent de ceux recensés dans le CGES du PACA, mais leurs caractéristiques rejoignent ceux figurant dans le cadre stratégique de la BM. En effet, hormis les problèmes causant la déforestation et les émissions de GES, le cadre stratégique fait état des tensions relatives au foncier³⁰⁴. Elles naissent lors de la création des plantations industrielles et s'aggravent avec l'absence d'indemnisations et l'opacité des droits fonciers³⁰⁵. En effet, les ruraux dont les revendications aboutissent peu et *dépendent de la forêt pour une large gamme de produits et services*³⁰⁶ sont interdits de rentrer dans une forêt qui n'en est réellement plus une. Ils courent donc le risque de *perdre l'autonomie et l'autosuffisance associées aux pratiques de subsistance traditionnelles et pourraient devenir dépendants des fluctuations des prix de l'huile de palme et des pratiques d'achat des huileries d'huile de palme*³⁰⁷. Pour résoudre ces difficultés, l'institution propose la participation communautaire pour aménager le territoire³⁰⁸. Une solution insuffisante et tardive puisque les effets décrits ont déjà gagné de l'ampleur.

²⁹⁹ Noé Ndjebet Massoussi, Cameroun: Socapalm/Riverain - Le conflit permanent. Dans, *Le Messenger*. Mai 2008. p1.

³⁰⁰ Julien-François Gerber, *Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale*. p28.

³⁰¹ World Rainforest Movement, *Plantations are not forests*. October 2003. p12.

³⁰² Ibid. p12.

³⁰³ Ibid. p12.

³⁰⁴ World Bank et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC*. p23.

³⁰⁵ Ibid. p23.

³⁰⁶ Ibid. p23.

³⁰⁷ Ibid. p23.

³⁰⁸ Ibid. p24.

En somme, tous les facteurs traités autant les accords internationaux et la volatilité que les initiatives du CGES du PACA fragilisent la filière, l'État, les producteurs ainsi que les consommateurs camerounais. En plus, ils retardent le développement du pays et maintiennent le milieu rural dans la pauvreté. Un milieu bafoué surtout au niveau environnemental et social par l'impunité des AGI qui mène à se demander, si l'on doit accepter tous ces abus pour un hypothétique développement? D'autre part, le milieu rural reste délaissé par un État présent uniquement dans les textes, mais absent sur le terrain sauf lorsqu'il réprime ses citoyens. Ce qui mène à s'interroger sur l'objectif de ce type de développement qui prétend vouloir faire participer une population abandonnée. De même, si le bien-être des populations reste l'un des objectifs des institutions comme la BM, comment expliquer que ses financements ne sont pas contraints au respect des droits environnementaux et sociaux comme elle l'a récemment fait en Asie?

CONCLUSION

Au terme de ce travail, nous avons vu dans les chapitres précédents que l'augmentation de la production et l'accroissement des surfaces restent les principaux objectifs, autant dans les premières stratégies déficientes que dans celles des années 1990 qui ont aggravé le déclin de la filière élæicole camerounaise. C'est pour la relancer que la BM a proposé de nouvelles réformes qui visent plus à renforcer les mécanismes de l'AGC qu'à enrayer surtout les difficultés rencontrées par les producteurs. Pourtant, la production de ceux-ci rend le secteur artisanal plus dynamique que le secteur industriel. C'est surtout pour améliorer cette production que les petits producteurs restent la cible des programmes comme le PACA. Or, comment améliorer la production si les paysans ne figurent dans les projets que comme un moyen de production et non en tant que partenaires? Ensuite, comment l'améliorer s'ils subissent les effets de ces stratégies ainsi que ceux générés par les accords internationaux et la volatilité des cours mondiaux? Certes, dans certaines localités comme la Lékié (annexe 1) et Sangmélina, toutes deux dans la région du Centre, les revenus provenant de l'huile de palme permettent de mener un niveau de vie adéquat, mais il n'en reste pas moins que dans beaucoup d'autres, les retombées sont pratiquement insignifiantes. De même, malgré les initiatives sociales et environnementales du PACA, encore insuffisantes, les populations villageoises et les autochtones restent marginalisées et subissent les effets environnementaux et sociaux causés par le développement de la filière. Des effets qui ont occasionné des conflits écosociaux.

Ce qui nous fait dire que la poursuite d'un modèle de développement inefficace et qui a atteint ses limites, comme celui appliqué au Cameroun, a des incidences socio-économiques et affecte la filière élæicole. De fait, la filière désormais privatisée risque d'être plus affaiblie que relancée, malgré son insertion dans la mondialisation. Ce qui par conséquent, n'améliorera pas réellement la situation socioéconomique précaire du pays et les couches rurales, mais favorisera plutôt l'État, les grands planteurs et les nouveaux investisseurs. Rappelons que le modèle reste inefficace à cause des mécanismes de l'économie de traite qui transforment le rôle de l'État. Un État dont les dysfonctionnements et les actions fortement interventionnistes favorisent l'extraversion en empêchant par là même tout développement interne. Ce qui contribue, non seulement, à marginaliser un pays comme le Cameroun qui a

longtemps suivi une trajectoire économique défailante, mais surtout à affaiblir sa filière élæïcool. Une filière également déstructurée dans les années 1990 par les PAS. Ceux-ci, en incitant à mettre en œuvre les politiques de libéralisation qui prônent le désengagement de l'État et les privatisations, ont entraîné la marginalisation des producteurs ainsi que l'arrêt du développement de la filière¹. Par conséquent, celle-ci en déficit depuis 1997² et largement surclassée par les filières Malaisiennes et Indonésiennes depuis les années 1960, ne constitue que 0.5% de la production mondiale³. C'est donc pour la relancer et la rendre compétitive que des initiatives sont mises en place. Celles-ci nées à la suite de l'initiative PPTE de 1996 et coordonnée par la BM, visent à baisser la dette et à lutter contre la pauvreté. Elles consolident les mesures de l'agriculture commerciale contenues dans le rapport de la BM de 2008. Des mesures qui tendent d'une part, à encourager l'accès au marché, le recours à l'innovation technologique et à redistribuer et renforcer le partenariat public-privé. D'autre part, elles se révèlent être de plus en plus pour le développement de ceux qui disposent des moyens financiers : les AGI et les grands producteurs que de ceux dont les moyens sont restreints, la petite paysannerie. Celle-ci qui reste exclue du partenariat public-privé, reste la cible de ces interventions dont l'objectif final vise l'augmentation de la production. Une production qui n'est plus seulement destinée à l'alimentation, mais également au marché du biocarburant.

Ainsi, afin d'atteindre cet objectif et de bénéficier des retombées, l'État et le secteur privé ont mis en place toute une série d'actions qui visent à moderniser l'appareil de production, restructurer le cadre institutionnel et le cadre incitatif, gérer durablement les ressources naturelles et augmenter les revenus⁴. Toutefois, cette série d'actions est handicapée par des contraintes institutionnelles, financières et structurelles. De plus, elle reste insuffisante et limitée. Par exemple, les actions de l'État visant à améliorer les facteurs de production que sont l'eau, les intrants et la vulgarisation, se caractérisent soit par une absence de stratégie, soit par une absence de décrets d'application ou des actions individuelles des organismes. Celles devant améliorer le cadre institutionnel et le cadre incitatif ne bénéficient pas d'un appui adéquat. Concernant le secteur privé, les actions des ONG qui favorisent le développement de l'élæïculture et de la transformation artisanale sont pénalisées par des

¹ E. Fèvre 2002. p15.

² Marie-Alix Montfort, *Loc. cit.*, p58.

³ E. Fèvre 2002. p15.

⁴ République du Cameroun, *Document de stratégie de développement rural (version provisoire)*. 2002.

moyens financiers irréguliers. Celles d'UNEXPALM peinent à attirer les petits producteurs. Quant aux AGI, leur objectif d'augmenter la production tarde à décoller, puisque leur production ne dépasse pas les 50% (tableau 4).

Ainsi, la faiblesse et l'insuffisance des actions entreprises par les principaux acteurs hypothèquent grandement la relance de la filière et les retombées sur le pays et les couches défavorisées. Pour ce qui est des AGI, l'absence d'informations nuit à l'analyse. La faiblesse de leur production reste certes un indicatif, mais elle ne permet pas d'évaluer les retombées. Néanmoins, lorsqu'on se base sur le rapport semestriel 2010 des AGI de SOCFINAF, les bénéfices semblent plus importants que ceux de l'année précédente. Par exemple dans le cas de la SOCAPALM, le rapport note : une *production d'huile brute (...) légèrement supérieure* à celle de 2009, mais *en deçà des prévisions (-8%)*⁵; la multiplication des volumes de vente par 1.5 et la division des stocks d'huile par 4 par rapport à celle de l'année précédente⁶. Malgré cette baisse, *le chiffre d'affaires et le résultat net progressent considérablement*⁷ de 78% grâce à un volume de ventes supérieur de 38%⁸. Quant à la ferme Suisse, filiale de SOCFINAF, elle est désormais détenue à 100% par la SOCAPALM⁹.

La faible production de régimes est compensée par une hausse des achats provenant de tiers. La production et la vente d'oléine accusent du retard par rapport aux prévisions. Cela se traduit par une baisse du chiffre d'affaires. Malgré cette baisse, le résultat net reste largement positif¹⁰. Le chiffre d'affaires progresse [donc] de 15%, alors que le résultat net augmente de 31%¹¹.

Son acquisition par la SOCAPALM depuis 2001 fait de ce dernier le propriétaire d'une nouvelle huilerie et d'une raffinerie ainsi que le détenteur de 42% des parts de marché d'huile de palme brute¹². De plus, afin de répondre à la stratégie d'élargissement de son secteur d'activité, l'AGI est en train de se tourner vers la production d'hévéa¹³. Ce qui par

⁵ SOCFINAL, *Déclaration intermédiaire de la Direction 1er semestre 2010*. p2.

⁶ Ibid. p2.

⁷ Ibid. p2.

⁸ Intercultures. *Rapport semestriel au 30/06/2010. Comptes sociaux*. P3.

⁹ SOCAPALM, *Note d'information. POUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE SOCAPALM PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE*. SGBC. PSI, Organisme Conseil de SOCAPALM, Chef de file de l'Opération. 2009. p35.

¹⁰ SOCFINAL, *Déclaration intermédiaire de la Direction 1er semestre 2010*. p2.

¹¹ Intercultures. *Rapport semestriel au 30/06/2010. Comptes sociaux*. P3.

¹² SOCAPALM, *Note d'information*. 2009. p 36.

¹³ SOCAPALM, *Note d'information*. 2009. p 36.

conséquent accentuerait le déficit en huile, favoriserait l'importation davantage d'huile provenant d'Asie. La production locale, surtout indépendante, serait plus menacée de disparaître.

Concernant les résultats financiers de la Ferme Suisse, tel que mentionné précédemment, ils restent tout de même importants et montrent que, malgré la faiblesse de leurs actions, les AGI de SOCFIN profitent des bénéfices liés à l'oléiculture. Cela est également le cas des gros producteurs ainsi que de l'État. Dans le cas de ce dernier, Lebailly et Tentchou avancent un chiffre annuel de 190 milliards FCFA¹⁴. Cependant, ni le milieu rural ni le pays ne semblent profiter de ces retombées. Un milieu rural dont la production agricole reste fragilisée par des accords de l'OMC et ceux des ACP et par des cours mondiaux volatils. Concernant ces derniers, le rapport semestriel 2010 de SOCFIN fait état d'importantes pertes de marchés depuis le début de l'année 2010 en raison de l'abondance de l'huile de soja sud-américaine¹⁵. À cela s'ajoute la réduction de la consommation d'huile de palme par l'Inde et le Pakistan, respectivement de 5% et 17%, une baisse (...) toutefois compensée par la consommation chinoise en hausse de 7%¹⁶. De fait, depuis le début de l'année 2010, la moyenne des prix du CPO CIF Rotterdam (...) est de 813 USD/Tonne¹⁷. Par ailleurs, depuis 2002 le marché camerounais est complètement dominé par l'huile de palme en provenance d'Asie (tableau 5). Mais l'État, au lieu de renforcer la fiscalité pour protéger la filière locale et diminuer les conséquences nées des importations, préfère plutôt protéger le secteur de la raffinerie. Ce qui manifestement tend à affaiblir la filière dont les retombées au niveau rural n'ont pas d'impact significatif puisque ce milieu reste le plus pauvre du pays. Une pauvreté qui contraste avec son rôle dans l'économie et qui est au cœur des initiatives environnementales et sociales insuffisantes. Elle touche davantage les couches défavorisées et est également à l'origine des conflits écosociaux. À notre avis, elle traduit l'échec des politiques d'un État dont la classe dirigeante au pouvoir depuis près de 30 ans, en prolongeant son mandat lors des élections présidentielles du 9 octobre 2011¹⁸, a failli à ses politiques « de renouveau » et « de grandes ambitions ». C'est donc un État au service du

¹⁴ Lebailly et Tentchou, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. p73.

¹⁵ SOCFINAL, *Déclaration intermédiaire de la Direction 1er semestre 2010*. p1.

¹⁶ Ibid. p1.

¹⁷ Ibid. p1.

¹⁸ Jean-Bosco Talla, *Gouvernance : un désastre s'abat sur le Cameroun*. Dans, GERMINAL. Septembre 2011. p1.

développement de la bourgeoisie administrative¹⁹. Il est un instrument d'accumulation qui a recours aux fonds extérieurs pour financer « de grandes opérations dites de développement²⁰. » Il utilise, comme le montre le troisième tableau, l'essentiel des fonds publics pour « payer les salariés de la Fonction Publique » et n'apporte qu'une infime aide à la promotion paysanne²¹. » La stratégie déjà utilisée dans le précédent gouvernement s'inscrit dans la logique d'une économie extravertie et dépendante²². Elle montre ainsi que cette classe n'est plus capable d'innover, car elle peine à *mettre en œuvre une politique qui peut résorber la crise et garantir des conditions de vie décentes à toutes les couches de la population*²³. Elle préfère plutôt poursuivre l'expansion d'un mode de production néocoloniale pour se procurer la rente agricole. Cette expansion se caractérise par le renouvellement des politiques libérales notamment la promotion du Document de Stratégie de la Croissance et de l'Emploi (DSCE), la poursuite des privatisations et la liquidation du foncier par des politiques laxistes.

L'État et la poursuite d'un mode de production néocoloniale

La promotion du DSCE

En vigueur depuis janvier 2010, le DSCE remplace le DSRP adopté en 2003²⁴. Il contient les objectifs de développement à long terme du Cameroun d'ici 2035. Le pays compte en effet devenir « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité »²⁵. Pour ce faire, la stratégie qui couvre une dizaine d'années met l'accent sur *l'accélération de la croissance, la création d'emplois formels et la réduction de la pauvreté*²⁶. Concernant la croissance, les stratégies sont sensiblement les mêmes que les précédentes : le développement des infrastructures, la modernisation de l'appareil de production, le développement du capital humain, l'intégration régionale, la diversification des échanges commerciaux et le

¹⁹ J.M. Éla, *L'Afrique des villages*. Kharthala, 1982, p68.

²⁰ Ibid. p68.

²¹ Ibid. p68.

²² Ibid. p68.

²³ Lamine Mohamed Gakou, *Op. cit.*, Pp147-148.

²⁴ République du Cameroun, *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi* (DSCE). 2009. p8.

²⁵ Ibid. p14.

²⁶ Ibid. p14.

financement des investissements²⁷. Pour ce qui est de l'emploi, il est prévu cette fois d'accroître l'offre d'emploi décent, promouvoir l'auto-emploi, améliorer l'efficacité du marché, reconvertir le secteur informel en secteur formel et continuer les efforts de gouvernance et l'instauration d'un État de droit²⁸. De toutes ces stratégies, celle de l'auto-emploi a fait l'objet d'un atelier national en 2009 pour valider les études sur les filières porteuses d'emploi : « Bâtiments et Travaux publics », « Bois », « Palmier à huile » et « Tourisme »²⁹. Dans le cas du « Palmier à huile », l'atelier a proposé de tirer profit d'un secteur qui génère au minimum 65 000 emplois³⁰. Il est ainsi prévu de classer les emplois et métiers, identifier les besoins de formation et mettre en place *des incitations visant à faciliter l'accès des jeunes à la propriété foncière (...) afin de freiner l'exode rural*³¹. Ces différents objectifs figurent dans la plupart des études précédentes ou en cours et jusqu'à présent les résultats restent insuffisants. Ce qui nous mène à nous demander, pourquoi continuer des politiques qui ne fonctionnent pas? Pourquoi produire de nouveau un énième document qui constitue l'expression de l'échec des stratégies précédentes qui ont été incapables de relever le niveau de croissance et de lutter contre la pauvreté? À part le fait de mentionner le passage de l'ajustement à la planification stratégique et la vision à long terme, en quoi le document est-il différent des autres? Puisque la promotion des investissements pour les secteurs stratégiques est synonyme de dépendance à l'aide étrangère et de surendettement. D'ailleurs, selon des observateurs sceptiques *« le problème de l'endettement reste entier. Les taux d'intérêt et les pénalités trois à quatre fois plus élevés que la dette principale, et qui à moyen terme va alourdir le service de la dette »*³².

La poursuite des privatisations

Hormis la filière thé privatisée, la filière huile de palme de la CDC reste encore détenue par l'État. Pourtant, d'après la convention de prêt au développement signée entre le

²⁷ Ibid. P14-18.

²⁸ Ibid. Pp18-21.

²⁹ Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, *Atelier national de validation des études sur les filières porteuses d'emploi* octobre 2009. p3.

³⁰ Ibid. P6.

³¹ Ibid. p6.

³² Idriss Linge, « *De nombreux observateurs sceptiques sur le DSCE* ». Journal du Cameroun.com, Septembre 2009. p2.

Cameroun et la BM, le processus de privatisation aurait dû être complété le 30 juin 1999³³.

Concernant le programme de privatisation, l'accord prévoyait:

to (i) in the implementation of the Privatization Program and improve the institutional framework therefore; (ii) improve the enabling environment for private sector development in areas complementary to the Privatization Program; (iii) support the reform of the financial sector; and (iv) strengthen the functioning of the judicial system³⁴.

Mais au Cameroun, *l'application et la réalisation du programme de privatisation tel que conçu par les dirigeants camerounais se sont révélées assez chimériques et par voie de conséquence, trop lentes*³⁵. La lenteur du processus de privatisation est attribuable à *la complexité de la procédure et à l'absence d'attractivité des sociétés mises en vente*³⁶. La complexité du processus de privatisation est due au fait que le gouvernement en place n'a pas pu réunir les conditions fondamentales pour garantir sa réussite³⁷. En plus, sa stratégie est la même depuis 1990 puisqu'*aucun texte doctrinal nouveau n'a été publié*³⁸. Le cadre juridique reste insuffisant et manque d'une législation d'exception pouvant être appliquée lors *des ruptures des contrats de travail résultant des privatisations-liquidations et des cas de violation des dispositions en vigueur*³⁹. À cela s'ajoutent, les lourdeurs administratives marquées par la multiplication d'institutions dans lesquelles le premier ministre et la présidence occupent des rôles clés; le manque de communication entre les institutions et une grande opacité⁴⁰. Par ailleurs, les entreprises à privatiser manquent d'attractivité⁴¹. Un handicap qui est causé *par l'incertitude sur la viabilité et la rentabilité des unités à privatiser, et par un environnement particulièrement défavorable, renforcé par une absence de soutien en moyens financiers*⁴².

³³ World Bank, *Development credit agreement (Privatization and Private Sector Technical Assistance Project) between REPUBLIC OF CAMEROON and INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION*. Dated July 23, 1996. p9.

³⁴ Ibid. p8.

³⁵ Nguihé Kanté Pascal, « Les contraintes de la privatisation des entreprises publiques et parapubliques au Cameroun », *Revue internationale de droit économique*, 2002/4 t. XVI, 4, p. 603-625. p607.

³⁶ Ibid. p607.

³⁷ Ibid. p607.

³⁸ Ibid. p608.

³⁹ Ibid. p609.

⁴⁰ Ibid. p610.

⁴¹ Ibid. p615.

⁴² Ibid. p616.

De telles faiblesses entravent les retombées sur la filière de l'huile de palme se répercutent sur ceux qui sont censés en profiter : les ruraux et favorisent les AGI. En effet, les premiers malgré leurs revendications restent désarmés face aux dégâts et abus causés par les AGI. Celles-ci qui profitent des handicaps réglementaires et institutionnels, mènent impunément leurs activités : extensions des surfaces sans tenir compte de la présence des communautés villageoises; pollution de l'air et de l'eau causée par le rejet des fumées nocives et des eaux usées provenant des huileries et se déversant dans les points d'eau;⁴³ entretien d'un climat de terreur dans les villages en faisant appel à des sociétés de sécurité pour réprimer le vol des régimes⁴⁴. Selon MISEREOR, *pendant longtemps, la surveillance des plantations était principalement assurée par les villageois eux-mêmes moyennant un contrat passé avec la SOCAPALM*⁴⁵. Afin de prévenir ces actions, les surveillants favorisaient le contact et le dialogue envers la population⁴⁶. Concernant ce cas de figure, les mesures déployées par la SOCAPALM rendent ainsi les mécanismes de résolution des conflits proposés dans le PACA dérisoires, puisque le lien de confiance entre les divers protagonistes est rompu.

La liquidation du foncier

Le cadre réglementaire en matière de gestion foncière au Cameroun se base sur un certain nombre d'ordonnances et de décrets, parmi lesquels ceux de 1974 fixant les régimes fonciers et régimes domaniaux⁴⁷ constituent jusqu'à présent les plus importants. Le dispositif foncier *positionne l'État comme « gardien » des terres et garant des droits d'en jouir et d'en disposer*⁴⁸. Il se divise en 3 domaines : le domaine public, le domaine privé et le domaine national⁴⁹. Le premier comprend « tous les biens meubles et immeubles qui, par nature ou

⁴³ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. Pp22-27.

⁴⁴ MISEREOR, CED, SHERPA, *L'impact de la privatisation de la SOCAPALM*. p10.

⁴⁵ Ibid. p10.

⁴⁶ Ibid. p10.

⁴⁷ Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du PACA*. p36.

⁴⁸ Banque africaine de développement, Fonds africain de développement, *Cameroun : Étude diagnostique pour la modernisation des secteurs du cadastre et des domaines*. Département régional centre (ORCE). Novembre 2009. p13.

⁴⁹ Ibid. p13.

par destination, sont affectés soit à l'usage direct du public, soit aux services publics »⁵⁰. Le second regroupe *les biens meubles et immeubles acquis ou construits par l'État*⁵¹. Quant au domaine national, celui qui nous intéresse, il comprend *l'ensemble des terres n'ayant pas fait l'objet d'appropriation privée, y compris par l'État et de classement dans le domaine public*⁵². Il est géré par l'État qui, à travers les commissions consultatives, *l'affecte en allouant des concessions provisoires ou définitives et des baux emphytéotiques*⁵³. L'État a donc la latitude d'allouer des réserves foncières aux exploitants possédant des connaissances agricoles⁵⁴ ou des baux emphytéotiques aux AGI, comme celui de 60 ans octroyé à la SOCAPALM détenue par PALMCAM. Par ailleurs, l'ordonnance sur le régime domanial reste ambiguë dans la mesure que l'État accorde aussi le droit d'exploitation, de chasse et de cueillette de ces terres aux communautés villageoises⁵⁵. Selon Teyssier :

L'hésitation du législateur souligne la relation équivoque entre l'État camerounais et les chefferies : l'État s'est arrogé un domaine national sur des terres gérées par des instances coutumières, pour le leur remettre aussitôt. La mise en œuvre pratique de ce cadre légal présente un net décalage vis-à-vis du texte⁵⁶.

Cela complique de fait l'utilité d'un titre foncier qui n'est finalement utilisé que dans les cas d'appropriation des terres ou de défense d'expropriation par les « élites »⁵⁷. D'ailleurs, selon la Banque africaine de développement (BAD), *à peine 2% du territoire est titré*⁵⁸. Le faible taux est attribuable au coût élevé de la procédure pour l'obtention du titre⁵⁹. En plus, ceux habilités à délivrer ces titres et à arbitrer les conflits, les commissions consultatives, n'exercent pas correctement leurs fonctions⁶⁰. Leur absence témoigne *d'une impossible régulation de l'accès au sol par les seuls pouvoirs publics*⁶¹. D'autre part, elle consolide la vision selon laquelle *la reconnaissance de l'usage sur le sol et des transactions se fait sans*

⁵⁰ André Teyssier, « La régulation foncière au Cameroun : entre régimes communautaires et aspirations citoyennes », *Cahiers Agricultures* 2004 ; 13 : 522-7. p524.

⁵¹ Ibid. p524.

⁵² Banque africaine de développement, Fonds africain de développement, *Cameroun : Étude diagnostique* p13.

⁵³ Ibid. Pp13-14.

⁵⁴ E. Fèvre, *Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile*. p57.

⁵⁵ André Teyssier, *Loc. cit.*, p524.

⁵⁶ Ibid. p524.

⁵⁷ Ibid. p524.

⁵⁸ Banque africaine de développement, Fonds africain de développement, *Cameroun : Étude diagnostique* p10.

⁵⁹ André Teyssier, *Loc. cit.*, p524.

⁶⁰ Ibid. p524.

⁶¹ Ibid. p524.

*l'État*⁶². Cette pratique particulière instaure ainsi une certaine confusion, favorise l'insécurité foncière et complique grandement la résolution des litiges fonciers. Bien plus, elle donne lieu à divers abus comme l'accaparement des terres par les « élites » et les investisseurs sans mesure de dédommagement, et l'extension de la monoculture dans des lieux riches en biodiversité ou les lieux vénérés par les autochtones ou les communautés villageoises⁶³. Les cas des cimetières et églises rasés dans la localité de Mbonjo, une des régions du Littoral, pour le développement de la monoculture de palmier à huile par la SOCAPALM⁶⁴, en est un exemple.

De tels abus provoqués par une réglementation foncière déficiente défavorisent également toutes stratégies alternatives comme le DVA ou la souveraineté alimentaire. En effet, le DVA propose un développement national réalisé par les couches populaires⁶⁵. Un développement dans lequel l'autocentrage suit toute une stratégie qui repose sur : une distribution équitable des revenus de divers secteurs déterminés par la productivité rurale et un surplus nationalisé de la production permettant d'assurer la croissance et d'impulser la consommation de la population⁶⁶. La souveraineté alimentaire, quant à elle, requiert une maîtrise de la production, la transformation et la distribution⁶⁷. Elle rend la population, maître de son alimentation⁶⁸. Un choix qui lui permet de garantir sa sécurité alimentaire⁶⁹. Évidemment, de telles stratégies sont loin d'être appliquées par le régime en place.

Un régime dont la nature compradore tend plutôt à capturer les maigres retombées économiques. Un tel comportement fait douter de la mise en œuvre efficace des politiques de lutte contre la pauvreté, des stratégies de développement à l'horizon 2035, voire des réformes sur une filière comme celle de l'huile de palme. De plus, le régime souffre d'un déficit de légitimité auprès des populations, car ses intérêts prévalent sur ceux des seconds⁷⁰. À cela s'ajoutent des risques d'instabilité réels causés par la faiblesse des institutions, la maigre

⁶² Ibid. p524.

⁶³ Julien-François Gerber, 2008.

⁶⁴ FOCARFE, *Privatisation de la socapalm*. p30.

⁶⁵ Lamine Mohamed Gakou, *Op. cit.*, Pp147-148.

⁶⁶ Samir, Amin, *Op. cit.*, p258.

⁶⁷ Ibrahima Coulibaly, « La souveraineté alimentaire et les politiques agricoles : contre la concurrence déloyale et le dumping ». Dans, *Penser pour agir*. Juillet 2004. p1.

⁶⁸ Ibid. p1.

⁶⁹ Ibid. p1.

⁷⁰ International Crisis Group, «Cameroon: fragile state?» *Africa Report* N°160 – 25 May 2010. p24.

participation des populations au processus politique et l'accaparement du pouvoir par les élites⁷¹. Afin de les prévenir, le Crisis Group propose:

Cameroon's ruling elite need to stick to the rules, including those they have themselves signed up to. While the formal aspects of democracy are important, the foundation needs to be re-built, and that requires a fundamental change of heart, principally on the part of the regime and ruling elites. Without this change of heart, the distance between the population's expectations and the regime's refusal to change could prove too much for Cameroon's much vaunted stability⁷².

De telles observations conduisent aussi à s'interroger sur les perspectives d'avenir. Premièrement, en quoi le maintien d'un tel régime au pouvoir est-il préjudiciable à long terme aux revendications paysannes? Des paysans dont la manifestation tenue le 13 mai 2011 a été sévèrement réprimée par les autorités qui en ont interpellé 37⁷³. Cette manifestation avait pour but de dénoncer leurs conditions d'indigences, les travers de l'administration et l'échec des politiques agricoles⁷⁴. Le mouvement a abouti à la création d'un mouvement paysan qui subit toutes sortes d'intimidations⁷⁵. L'un de ses instigateurs, Bernard Njonga, a récemment publié « *Le pacte pour le développement rural* » qui fait du développement agricole la principale priorité. Le document fut proposé aux candidats à l'élection présidentielle du 9 octobre 2011⁷⁶. Bien avant cette sortie paysanne, Jean-Marc Éla attirait déjà l'attention en 1982 sur les conditions de vie précaires de la paysannerie. Dans son ouvrage *L'Afrique des villages*, l'auteur pointait le développement d'un courant inégal entre la ville et la campagne. Une inégalité visible au niveau des revenus, de l'encadrement paysan et des plans de développement, qui même s'ils mettaient l'agriculture au centre, favorisait plus *un transfert massif et organisé des ressources des villages vers la ville*⁷⁷.

Deuxièmement, en quoi la poursuite d'un mode de production néocoloniale favorise-t-elle la multiplication des cas de surexploitations foncières comme c'est notamment le cas des gros pays producteurs d'huile de palme asiatique? Puisque de nombreux investisseurs américains, comme Sishe Global Sustainable Oils Cameroon (SGSOC) de la compagnie Herakles Farms, filiale D'Herakles Capital, et asiatiques comme la multinationale

⁷¹ Ibid. p24.

⁷² Ibid. p28.

⁷³ Boris Bertolt, « 37 paysans interpellés à Yaoundé. Le Jour. Mai 2011. p1.

⁷⁴ Ibid. p1.

⁷⁵ En ligne sur le site de l'Association citoyenne des Défense des associations collectifs (ACDIC), Août 2011.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Jean-Marc Éla, *L'Afrique des villages*. Kharthala, Paris 1982. p65.

malaisienne Sime Darby, première productrice d'huile de palme au monde, la compagnie indienne SIVA Group/Biopalm Energy et Good Hope Asia Holdings du Singapour s'intéressent de plus en plus à la filière élœïcool camerounaise⁷⁸. Hormis d'autres compagnies dont les noms ne sont pas encore dévoilés, Palmco et Smart Holdings font aussi partie de la liste des investisseurs⁷⁹. Ces perspectives d'investissements augmentent, sans aucun doute, les risques environnementaux et sociaux comme c'est actuellement le cas en Malaisie et en Indonésie où la monoculture est en train de ravager leur écosystème tout en provoquant *une déforestation à grande échelle*⁸⁰. L'Indonésie, par exemple, perd environ 2 millions d'ha de forêts par année, ce qui constitue 72% de son couvert forestier en l'espace de 50 ans⁸¹. Le Cameroun en revanche, depuis les dernières données datant de la décennie 1990 à 2000, en perd annuellement 0.14 %⁸².

⁷⁸ David Hoyle (WWF) et Patrice Levang (IRD/CIFOR), *Le développement du palmier à huile au Cameroun*. WWF Rapport. Avril 2012. Pp6-7.

⁷⁹ Ibid. p7.

⁸⁰ Isabelle Ricq et Laure Noualhat, « Palme catastrophique ». *Libération*, septembre 2008. p1.

⁸¹ Ibid. p1.

⁸² Guy Patrice Dkamela, *Loc. cit.*, p19.

ANNEXE

ANNEXE 1

Propos recueillis auprès de M. Michel Koussiga du Collège Bullier, Cameroun.

1. Quelle région est couverte par votre collège?

- La région du centre, précisément le département de la Léké

2. Comment la collaboration a-t-elle commencé? Comment se déroule-t-elle?

Inclut-elle aussi un partenariat avec l'État, un bloc industriel ou une ONG?

Quelles sont les activités que vous menez avec les agriculteurs? Et quelles sont les difficultés?

La collaboration a commencé par les paysans qui ont constaté que la palmeraie de notre collège était différente des leurs, alors ils nous ont approchés pour des renseignements et c'est de là que tout est parti.

- La collaboration se déroule de façon suivante : les paysans et les GICs viennent se former sur les techniques de production du palmier à huile. Ensuite, ils achètent les plants améliorés qu'ils vont planter, nous les aidons dans le suivi et plus tard ils viennent presser les noix dans nos machines. Mais avec la prolifération des fabricants de pressoirs à huile de palme, ils s'achètent des machines et deviennent autonomes. Nous n'avons pas d'autres partenaires et nos activités se limitent à la formation d'autant plus qu'ils n'ont pas des problèmes pour écouler leur produit.
- Les difficultés que nous rencontrons sont celles de la transformation des sous produits pour une plus value.

3. Quels types d'agriculteurs sont vos partenaires : les membres d'organisations de producteurs? Des GIC? Des paysans indépendants?

- Tous

4. Quels sont les avantages des agriculteurs membres d'une organisation ou d'un GIC? En quoi la vie de ceux qui sont regroupés est-elle différente de ceux qui mènent des activités individuelles?

Le travail en groupe permet d'exploiter des superficies plus grandes

- La plupart des financements ne sont accordés qu'aux gens constitués en groupe
- Les formations que nous donnons visent à résoudre les problèmes rencontrés par un groupe de personnes, on ne peut organiser un séminaire de formation pour une personne.

5. Leur regroupement est-il affilié à UNEXPALM? Leur permet-il de bénéficier des prêts des banques ou d'être sélectionnés lors des projets financés par les bailleurs de fonds ou le gouvernement?

- Par le gouvernement oui, car c'est lui qui agrmente les GIC et aussi par les bailleurs de fonds.

6. Quelles sont leurs méthodes de travail? Utilisent-ils des outils? Leurs méthodes de travail ont-elles des conséquences sur l'environnement, par exemple la pollution de l'eau, l'air et du sol?

- Oui, ils utilisent les outils locaux qui ne posent aucun problème environnemental, si oui lors de la transformation pour ceux qui utilise les pressoirs consommant de

l'essence, mais cette pollution est très négligeable vu la densité de la forêt entourant ces petits moteurs.

7. Ont-ils des facilités à se procurer des engrais, des pesticides, les plants?

Comment s'organisent-ils pour avoir des plants et le matériel végétal sélectionné? Comment jugent-ils la cherté des prix d'intrants?

- Comme je l'ai mentionné ci-haut, ils achètent les plants chez nous et autres pépiniéristes environnants, mais le prix des engrais et des pesticides reste encore très cher.

8. Sont-ils propriétaires des presses manuelles? Ou alors s'organisent-ils pour livrer leur production à une société industrielle? Quelles sont leurs difficultés? Quels types de pertes enregistrent-ils?

- Cette question a été répondue plus haut

9. Sont-ils propriétaires de leurs terres ou des locataires? Y a-t-il encore parmi eux qui sont propriétaires des palmeraies naturelles? Existe-t-il justement des problèmes relatifs au foncier?

- Ils sont tous propriétaires terriens et les palmeraies naturelles disparaissent à grands pas, mais elles servent encore à l'extraction du vin de palme très consommé par les paysans

10. Comment s'organisent-ils pour vendre et écouler leur marchandise?

- Sur place les grossistes viennent acheter l'huile de palme.

11. Leurs bénéfices leur permettent-ils de vivre adéquatement? Ou pratiquent-ils d'autres cultures et pourquoi?

- En Afrique la famille est très large, nous pouvons quand même dire que leur niveau de vie est au-dessus des autres paysans non membres bien qu'ils pratiquent aussi des activités parallèles

12. Quelle perception ont-ils de la culture du palmier à huile?

- Pour eux le palmier c'est l'avenir que le cacao ne représente plus

13. La culture du palmier attire-t-elle les jeunes?

- Ils sont majoritairement concernés

14. Les femmes sont-elles nombreuses à s'impliquer dans la culture? Ont-elles des facilités à être propriétaires?

- La majorité des femmes n'y interviennent que comme épouses, mais elles apprennent par nous comment fabriquer du savon à base des sous-produits de l'huile.

15. Quelles sont les conditions de travail? Les agriculteurs embauchent-ils des travailleurs permanents ou saisonniers?

- Ils embauchent des saisonniers

16. La culture du palmier nourrit-elle suffisamment la région? Justement, comment la région bénéficie-t-elle des retombées économiques de cette culture?

- Les enfants sont envoyés à l'école, les paysans s'achètent des motocyclettes pour leurs déplacements, les tailleurs prolifèrent parce que les femmes et même les hommes préfèrent des habits taillés à leurs mesures et à la mode locale que les habits prêts-à-porter.

17. D'après vous doit-on poursuivre la culture du palmier? Et quels sont les aspects à améliorer?

- Oui on doit poursuivre la culture du palmier.
- Il faut : subventionner les intrants, accorder davantage des crédits au secteur, impliquer le privé dans l'encadrement et financement, car les fonctionnaires travaillent toujours à moitié, multiplier et financer les centres de multiplication des plants améliorés et les doter de véhicules tout terrain afin que les plants puissent être transportés au plus profond de la forêt.

18. Quelles pourraient être les actions que l'État ou les bailleurs de fonds peuvent poser?

- Voir la question 17.

BIBLIOGRAPHIE

- Constantin Abena Nguema, Impact des accords de l'OMC sur l'économie du Cameroun, négociation et mise en œuvre. *Programme intégré conjoint d'Assistance Technique*, CNUCED, février 2006.
- Valantine Achanchou et Anne Lothoré, *Dispositifs de vulgarisation et conseil agricole au Cameroun : vers la reconnaissance par les politiques agricoles des organisations de producteurs et des exploitations familiales*. Groupe de travail thématique Inter-réseaux Développement rural "Services agricoles". Mai 2008.
- Les Afriques, *APE : le Cameroun signe*. Dans , Journal de la finance africaine. Février 2009.
- Les Afriques, *Le Cameroun à l'heure des grands projets*. N° 103 - 14 au 20 janvier 2010.
- P. Airault et P. Perdrix, *Bolloré contre-attaque*. Jeune Afrique. Novembre 2009.
- Arlène Alpha et Emmanuel Douya, *Enjeux des négociations commerciales internationales pour l'agriculture au Cameroun*. Dans GRET. Mai 2005.
- Maria Amador-Cuadro, Susanne Breitskopf, Frédéric Buffa, Priscilla Lecomte et Clément Perrin, Exposé Initiative PPTE En Afrique. Dans, *Séminaire GENRE et AFRIQUE*. Sous la direction de Sophie Bessis. 24 février 2005
- Samir Amin et K. Vergopoulos, *La question paysanne et le capitalisme*. Éditions Anthropos – idep. Paris, 1974.
- Samir Amin, *La faillite du développement en Afrique et dans le tiers monde, une analyse politique*. Paris, L'Harmattan, 1989.
- Jacky Amprou et al, *Jumbo Rapport de conjoncture et prévisions des pays de la zone franc*. Agence française de développement. Avril 2006.
- G. Azoulay et Jean-Claude Dillon, *La sécurité alimentaire en Afrique. Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies*. Khartala, 1993.
- Bakoumé et al, *Revue du Secteur Rural – étude de la relance de la filière palmier à huile au Cameroun*. CIRAD, IRAD, IITA, FAO. Août 2002.
- Banque africaine de développement, Fonds africain de développement, *Cameroun : Étude diagnostique pour la modernisation des secteurs du cadastre et des domaines*. Département régional centre (ORCE). Novembre 2009.
- Banque de France, *Rapport Zone franc 2000*.

Banque de France, *Zone franc. Rapport annuel 2007*.

Banque de France, *Rapport annuel de la Zone franc 2009 : Cameroun*.

Banque de France, *Rapport annuel de la Zone franc 2009 : Évolution économique et financière dans la zone CEMAC*.

Banque mondiale, *L'agriculture au service du développement*. Dans, *Rapport sur le développement dans le monde 2008*. Washington, DC : World Bank, 2008.

Banque mondiale, *Cameroun : étude de compétitivité de la chaîne de valeur du secteur agricole*. Juin 2008.

Hervé Bella, *Agriculture et croissance économique au Cameroun*. Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA) - Ingénieur d'Application de la Statistique 2009.

Hakim Ben Hammouda et Nassim Oulmane, « Les négociations agricoles dans le cycle du développement de Doha ». Dans *L'Afrique et les négociations agricoles*. Commission économique pour l'Afrique, Maisonneuve et Larose, 2005.

Jacques Berthelot, *Agriculture, talon d'Achille de la mondialisation : clés pour un accord agricole solidaire à l'OMC*. L'Harmattan, Paris, 2001.

Boris Bertolt, *37 paysans interpellés à Yaoundé*. Dans, le Jour du 14 mai 2011.

CAADP/NEPAD, *Déclaration de Maputo : où en sont les pays concernés?* Rapport sur les politiques. Juin 2009.

Cameroon Tribune, *Huile De Palme : Une Réflexion Pour Combler Le Déficit*. Dans, Cameroun-one. Mars 2008.

F.H. Cardoso et Enzo Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris, PUF, 1969.

Christian Chavagneux, *Les enjeux politiques d'un slogan*. Politique africaine n° 82 - juin 2001.

Leopold Chendjou, *Huile de palme : Bras de fer entre le Mincommerce et la Socapalm*. Dans, Le Messenger, Août 2007.

Charlotte Cheumani Noudjieu, *Projet d'amélioration de la compétitivité agricole (PACA). Cadre de gestion environnementale du projet d'amélioration de la compétitivité agricole (PACA)*. Mars 2009.

Emmanuelle Cheyns, *Le marché d'un produit vivrier issu d'une culture de rente La*

qualité de l'huile de palme « rouge » sur deux marchés : Yaoundé et Abidjan. CIRAD 2004.

Emmanuelle Cheyns & Sylvain Rafflebeau, *Family agriculture and the sustainable development issue: possible approaches from the African oil palm sector. The example of Ivory Coast and Cameroon*. Dans, OCL VOL. 12 Mars-Avril 2005.

Benoît Cochard et al, « Intérêts des semences commerciales améliorées de palmier à huile (*Elæis guineensis* Jacq.) ». Dossier : *L'avenir des cultures pérennes*. Dans Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 8, Numéro 6, 654-8, Novembre - Décembre 2001.

Benoît Collombat, *Les révélations qui fâchent Bolloré*. Les Damnés de la Terre, Avril 2009.

Coordination Sud, *Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi?* Résultats des travaux et du séminaire organisé par la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD, le 11 décembre 2007.

Ibrahima Coulibaly, « La souveraineté alimentaire et les politiques agricoles : contre la concurrence déloyale et le dumping ». Dans, *Penser pour agir*. Juillet 2004.

G. Courade, « Des complexes qui coûtent cher : La priorité agro-industrielle dans l'agriculture camerounaise ». Dans, Politique africaine : *Les paysans et le pouvoir en Afrique noire*. Numéro 14, Juin 1984.

Thomas Deltombe, *Les guerres africaines de Vincent Bolloré*. Dans, Le Monde Diplomatique, Avril 2009.

Thomas Deltombe, *Port, rail, plantations : le triste bilan de Bolloré au Cameroun*. Dans, Le Monde Diplomatique, Avril 2009.

P. Dessouane et P. Verre, « Cameroun : du développement autocentré au national Libéralisme ». Dans, Politique africaine, *Le réveil du Cameroun*, Numéro 22, Juin 1986.

Jean-Claude Devèze, *Défis agricoles africains*. KARTHALA, Paris, 2008.

Guy Patrice Dkamela, *The context of REDD+ in Cameroon: Drivers, agents and institutions*. Center for International Forestry Research (CIFOR). 2011.

Emmanuel Douya, Bénédicte Hermelin, Vincent Ribier, *Impact sur l'agriculture de la CEMAC et Sao Tomé et Príncipe d'un Accord de partenariat économique avec l'Union européenne*. Paris, Gret, mars 2006.

Louis D. EDZIMBI, *Palmier à huile : le développement de la filière préoccupe*. Dans,

Cameroon Tribune, Février 2008.

Moane Ehindi, *Budget 2010 de l'État du Cameroun : Allocation des enveloppes*. Dans, Cameroon Report.com.

Jean-Marc Éla, *l'Afrique des villages*. Paris, Khartala, 1982.

Jean-Marc Éla, *Quand l'État pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*. Karthala. Paris, 1990.

Joseph Gabriel Elong, « Les plantations villageoises de palmier à huile de la Socapalm dans le bas-Moungo (Cameroun) : un projet mal intégré aux préoccupations des paysans ». Dans Cahiers d'Outre-mer, *Paysannerie africaines et développement*. Numéro 224, Octobre-Décembre 2003.

Diane Éthier, avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar, *Introduction aux relations internationales*. Troisième édition. Les presses de l'Université de Montréal. 2006.

Aziz Fall, Pour une stratégie autocentrée de l'agriculture bolivarienne dans une perspective d'autonomie collective tricontinentale. *Allocution au 7ème sommet social pour l'Union latino-américaine et caribéenne : Alternative bolivarienne pour les peuples de notre Amérique, ALBA*. Vénézuéla 24-28 septembre 2008.

Aziz S. Fall, *Pour le XXI^e siècle : Projet de société autocentré, tricontinentale et internationalisme*. Mars 2009.

FAO, *Rapport sur les marchés des produits 2001-2002*. Division des produits et du commerce international. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, 2002.

FAO/NEPAD/République du Cameroun, *Appui à la mise en œuvre du NEPAD – PDDAA. Programme national d'investissement à moyen terme (PNIMT)*. Volume I de IV. Novembre 2004.

FAO/NEPAD/République du Cameroun, *Appui à la mise en œuvre du NEPAD – PDDAA. Profil de projet d'investissement bancable du PDDAA-NEPAD : Développement de la filière des palmeraies à huile villageoises*. Volume IV de IV. Novembre 2004.

Évelyne Fèvre, Ministère de l'Agriculture Cameroun (Division des Études et des Projets Agricoles), FAO / Banque Mondiale. « Étude sur la relance des filières hévéa et palmier à huile. Analyse de la viabilité socio-économique des systèmes d'exploitation de l'hévéa et du palmier à huile ». Rapport final de la *REVUE DU SECTEUR RURAL*, Octobre 2002.

Fondation camerounaise d'actions rationalisées et de formation sur l'environnement (FOCARFE), *Privatisation de la socapalm, agro-industrie du palmier à huile et respect des droits de l'homme : identification des non-conformités et évaluation de l'impact de la nouvelle gestion sur les droits des riverains et employés de la compagnie*. Juin 2009.

Bernard Founou Tchouigoua (sous la direction de Samir Amin), « Afrique Subsaharienne : le quart-mondialisation en crise ». Dans, *Mondialisation et accumulation*. Paris, L'Harmattan, 1993.

Bernard Founou-Tchuigoua et Samir Amin, *Soutiens publics et protection des agriculteurs : faux problèmes et vrais défis*. Conférence de l'OMC - Cancún septembre 2003 - Document préparatoire. Dans, *Penser pour agir*. Juillet 2003.

Friends of the Earth, (Jan Willem van Gelder), *Greasy Palms: European buyers of Indonesian palm oil*. Mars 2004.

Lamine, Mohamed Gakou, *Crise de l'agriculture africaine*, Paris Silex 1984.

Julien-François Gerber, *Propriété contre possession : les conflits écosociaux liés aux plantations industrielles d'arbres dans le Sud*. Études Courtes n° 10. IUED, août 2006.

Julien-François Gerber, *Cameroun : les plantations de palmier à huile encouragées par le nouveau marché des biocarburants portent atteinte aux moyens de vie de la population*. Numéro 112 - Novembre 2006.

Julien-François Gerber, *Cameroun : moyens étatiques pour la promotion des plantations de palmier à huile*. Dans, World Rainforest Movement. Novembre 2007.

Julien-François Gerber, *Résistances contre deux géants industriels en forêt tropicale. Populations locales versus plantations commerciales d'hévéas et de palmiers à huile dans le Sud-Cameroun*. 2008.

Cheng Hai Teoh, « Les Principaux Enjeux du Développement Durable dans le Secteur de l'Huile de Palme ». *Un Document Argumentatif pour les Consultations des Différents Acteurs (commissionné par le Groupe de la Banque Mondiale)*. 2008.

Javier Herrera, « La nature de la crise financière camerounaise et les mesures prises pour la combattre : faut-il ajuster le programme d'ajustement structurel? » Dans, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement* G. Courade (ed.), Karthala 1994, Pp. 40-51.

Robert Hirsch, *le palmier à huile en Afrique : la nécessaire relance*. Novembre – décembre 1995.

Robert Hirsch, « Dynamique récente des plantations individuelles de palmier à huile au Cameroun ». *Oléagineux, Corps Gras, Lipides*. Volume 7, Numéro 2, 172-4, Mars - Avril 2000, Dossier : *Afrique, plantation et développement*.

David Hoyle (WWF) et Patrice Levang (IRD/CIFOR), *Le développement du palmier à huile au Cameroun*. WWF Rapport. Avril 2012.

Philippe Hugon, *Économie de l'Afrique*. La Découverte, Paris, 2001.

Philippe Hugon, « L'agriculture en Afrique sub-saharienne : enjeux et perspectives ». Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 9, Numéro 6, 409-15, Novembre - Décembre 2002, Dossier : *Afrique : agriculture, développement et recherche*.

Intercultures. *Rapport semestriel au 30/06/2010. Comptes sociaux*.

International Bank of Reconstruction and Development, International Development Association, *East Cameroon oil palm project*. Federal Republic of Cameroon. February 1969.

International Crisis Group, "Cameroon: fragile state?" Africa Report N°160 – 25 May 2010.

Jean-Charles Jacquemard, *Le palmier à huile*. Maisonneuve et Larose. Paris 1995.

Jannot C, *Oil palm in Africa*. Burotrop bulletin 2003 : 15-8.

Sephora Kengné, *La pénurie d'huile de palme est pour demain*. Agence de presse Syfia Info. Mars 1997.

Lazare Kolyang, *Pamol Cameroon rachetée*. Dans, *quotidienmutations.info*. Avril 2008.

P. Konings, « L'État, l'agro-industrie et la paysannerie au Cameroun ». Dans, *Politique africaine : Le réveil du Cameroun*, Numéro 22, Juin 1986.

Poku Kwasi, *Small-scale palm oil processing in Africa*. Published by, Rome Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2002.

Larousse Agricole, *Le palmier à huile*. 2002.

Philippe Lebailly et Jean Tentchou, ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, Organisation internationale du travail, *Étude sur la filière porteuse d'emploi « palmier à huile »*. Rapport final. Étude réalisée dans le cadre du Projet d'appui à la promotion de l'emploi et réduction de la pauvreté financé par le Gouvernement de la République française. Novembre 2009.

Gérard Ledoux Nanko, *Cadre de gestion sociale du projet d'amélioration de la compétitivité agricole (PACA)*. Mars 2009.

Idriss Linge, « De nombreux observateurs sceptiques sur le DSCE ». *Journal du Cameroun.com*, Septembre 2009.

Idriss Linge, « *Des Singapouriens veulent renforcer la production du palmier à huile au Cameroun* ». JOURNALDUCAMEROUN.COM. Août 2011.

J. Martinez-Alier, *The environmentalism of the poor*. A report for UNRISD for the WSSD. University of Witswatersrand, 30 August 2002.

Prosper Mimboé, *Cameroun : spéculations autour du palmier à huile*. Dans Africa-info, Mai 2010.

Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle. *Atelier national de validation des études sur les filières porteuses d'emploi « Bâtiments et Travaux publics », « Bois », « Palmier à huile » et « Tourisme », et de l'étude sur les politiques du marché du travail*. Rapport final. Du 50 au 07 octobre 2009.

Ministère de la planification de la programmation et de l'aménagement du territoire, Comité de pilotage chargé de l'appui et du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur rural. *Document de la stratégie de développement du secteur rural*. 2005.

Ministère de l'économie de la planification et de l'aménagement du territoire, Comité de pilotage du développement rural, *Rapport de mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur rural*. Exercice 2006. Août 2007.

Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation, Institut de recherche agricole pour le développement, *Plan stratégique de la recherche agricole Horizon 2008-2012*. Avril 2008.

MISEREOR, CED, SHERPA, *L'impact de la privatisation de la SOCAPALM sur les communautés et l'environnement au Cameroun : Exposé de situation*. Décembre 2010.

Bertille Missi Bikoun, *Production : Résorber le déficit d'huile de palme d'ici 2012*. octobre 2010.

Marie-Alix Montfort, *Filières oléagineuses africaines*. Notes et Études Économiques n°23, septembre 2005.

Sosthène Hervé Mouafo Ngatom, *L'initiative PPTE et la lutte contre la pauvreté au Cameroun : Une analyse sociologique*. Université de Yaoundé 1, Cameroun – DEA. 2007.

Noé Ndjebet Massoussi, *Cameroun: Socapalm/Riverain - Le conflit permanent*. Dans, Le Messager. Mai 2008.

Dorothée Ndoumbé, *Cameroun : un an après les émeutes de la faim, rien n'a changé*.

Dans, Afrik.com. février 2009.

Patricia Ngo Ngouem, *Cameroun: Dizangue - Voyage dans l'univers du palmier à huile*. Mutations multimédia. Décembre 2009.

Nguihé Kanté Pascal, « Les contraintes de la privatisation des entreprises publiques et parapubliques au Cameroun », *Revue internationale de droit économique*, 2002/4 t XVI, 4, p. 603-625.

Léger Ntiga, *Huile de palme : Ce que peuvent les producteurs locaux*. Quotidien Mutations. Mai 2004.

OECD, *Biofuel Support Policies: An economic assessment*. 2008.

OMC, Accord sur l'agriculture. *Acte final de l'Uruguay Round de négociations commerciales de 1986-1994*.

Rigobert Oladiran Lapido, « Cultures industrielles et d'exportation au Nigeria et en Côte-d'Ivoire depuis 1960 ». Dans, *L'Agriculture africaine en crise dans ses rapports avec l'État, l'industrialisation et la paysannerie*, L'Harmattan, Paris 1989.

Ondoa Manga Tobie, *Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960*. CNUCED. Mai 2006.

Oxfam, *La pauvreté roule aux biocarburants*, Note d'information Oxfam, novembre 2007.

Yves, Pehaut, *Les oléagineux dans le monde*. Economica, Paris. 1986.

Fanny Pigeaud - QUOTIDIEN Libération, *Les Camerounais exploités des palmeraies de Bolloré Social. En grève, les ouvriers dénoncent des conditions de travail et de vie indignes*. Paru le mardi 11 mars 2008.

PNUD/République du Cameroun, *Rapport sur la pauvreté rurale au Cameroun*. Mai 2006.

PricewaterhouseCoopers « Les accords commerciaux régionaux et le développement durable : intégrer la dimension du développement durable dans les accords de partenariat économique (APE) ». *Séminaire régional en Afrique Centrale*, Juillet 2007.

David Puewoh Pingpoh and Jean Senahoun, "Extent and impact of vegetable oils imports surges in Cameroon". *European Association of Agricultural Economists 2008 International Congress*, August 26-29, 2008, Ghent, Belgium.

République du Cameroun, *Document de stratégie de développement rural (version*

provisoire). Document principal, février 2002.

République du Cameroun, *Document de stratégie de réduction de la pauvreté*. (DSRP) Avril 2003.

République du Cameroun, *Rapport d'audit financier et technique des dépenses financées sur ressources PPTE*. Comité consultatif, et de Suivi de la Gestion des Ressources PPTE CCS/PPTE, Exercice 2004.

République du Cameroun, *Rapport d'audit financier et technique des dépenses financées sur ressources PPTE : évaluation physico-financière des projets PPTE en cours d'exécution*. Comité consultatif, et de Suivi de la Gestion des Ressources PPTE CCS/PPTE, Exercice 2004.

République du Cameroun, *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR) : synthèse du volet agriculture et développement rural*. Document travail, janvier 2006.

République du Cameroun, *Rapport d'étape de mise en œuvre du document de Stratégie de Réduction de la pauvreté*. Janvier 2005-Décembre 2005. Publié en Février 2006.

République du Cameroun, *Analyse du processus d'élaboration des politiques agricoles au Cameroun*. 2006.

République du Cameroun, *Point d'achèvement de l'initiative PPTE : Opportunité pour la relance de l'économie camerounaise après deux décennies de crise économique?* Décembre 2007.

République du Cameroun, *Étude de faisabilité d'un programme de développement des plantations villageoises de palmier à huile dans le cadre du projet « PACA »*. Rapport définitif. Août 2009.

République du Cameroun, *Étude de la situation de référence et de mesure d'impact et du projet d'amélioration de la compétitivité agricole*. Rapport final. Décembre 2009.

République du Cameroun, *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi* (DSCE). 2009.

Isabelle Ricq et Laure Noualhat, « *Palme catastrophique* ». Libération, septembre 2008.

Isabelle Alexandra Ricq et Danielle Nomba, *Bolloré au Cameroun, un bilan en images*. Le Monde Diplomatique du 16 juin 2009.

RSPO, *Principes et critères pour la production durable d'huile de palme*. Document d'orientation Format soulignant les lignes directrices pour une interprétation nationale. Mars 2006.

SOCAPALM, *Note d'information. POUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL DE SOCAPALM PAR APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE*. SGBC. PSI, Organisme Conseil de SOCAPALM, Chef de file de l'Opération. 2009.

SOCFINAF S.A, *Rapport Annuel 2010*.

SOCFINAL, *Déclaration intermédiaire de la Direction 1er semestre 2010*.

Hervé Soukoudjé, « The Case of Cameroon: Oil Palm Plantations, Yet Another Threat to Cameroon's Native Forests? » Dans, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. Published by World Rainforest Movement in August 2001.

South center, *Problèmes en matière de politiques auxquels doivent faire face les pays en développement tributaires des produits de base*. Novembre 2005.

Jean-Bosco Talla, *Gouvernance : un désastre s'abat sur le Cameroun*. Dans, GERMINAL. Septembre 2011.

Talassa, *Affaire Socapalm : Vincent Bolloré a-t-il corrompu la Bourse de Douala et la CMF ?* Dans, les Échos des Marchés. Novembre 2009.

Etienne Tassé et Wilfried J. Tankeu, *Biocarburants : De l'huile de palme pour rouler et cuisiner*. Octobre 2008.

Bernard Tchami, *Huile de palme : des opérateurs demandent l'exonération des taxes*. Nouvelle Expression, Cameroun Actu. Février 2011.

André Teyssier, « La régulation foncière au Cameroun : entre régimes communautaires et aspirations citoyennes ». *Cahiers Agricultures* 2004 ; 13 : 522-7.

Sylvestre Tetchiada, *Le biocarburant à partir du palmier à huile menace des populations*. Janvier 2007.

P. Thoenes, "Biofuels and Commodity Markets – Palm Oil Focus". Dans, *FAO Commodities and Trade Division*. Octobre 2006.

Roger A. Tsafack Nanfosso, *Economie politique d'une dynamique dans les exportations camerounaises*. Université de Yaoundé II, Cameroun, publié par Nordic Journal of African Studies 15(3) : 344–366 (2006).

Tancrède Voituriez, *Aspects économiques du marché des oléagineux*. Dans, Graille Jean (ed.). *Lipides et corps gras alimentaires*. Paris : Lavoisier Tec et Doc, p. 417-451. 2003.

Baba Wamé, *Main basse sur le thé camerounais*. Dans, afriKECO.com, Octobre 2002.

Jean Marie Warêgne, *l'OMC après Seattle : le chantier inachevé*. Dans *Courrier Hebdomadaire* n° 1712-1713, 2001.

Jean-Claude Willame, « Cameroun : les avatars d'un libéralisme planifié ». Dans *Politique africaine: Gaspillages technologiques*, Numéro 18, Juin 1985.

World Bank, *Appraisal of Second SOCAPALM project Cameroon*. March 1977.

World Bank. *Development credit agreement (Privatization and Private Sector Technical Assistance Project) between REPUBLIC OF CAMEROON and INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION*. Dated July 23, 1996.

World Bank, *The World Bank Group's Framework for Engagement in the Palm Oil Sector*. 2010.

World Bank Group et IFC, *Le cadre du Groupe de la Banque mondiale et la stratégie d'IFC pour l'engagement dans le secteur de l'huile de palme*. Mars 2010.

World Rainforest Movement, *The Bitter Fruit of Oil Palm: Dispossession and Deforestation*. August 2001.

World Rainforest Movement, *Plantations are not forests*. October 2003.

World Rainforest Movement, *OIL PALM from Cosmetics to Biodiesel COLONIZATION LIVES ON*. September 2006.